S!lence
N°349
Septembre
2007
4 €
6 FS



Quand l'écologie fait la foire

Japon

Le réacteur ne résiste pas au séisme

Education

Célestin et l'école moderne

Sommaire

Quand l'écologie fait la foire

Dossier coordonné par Dorothée Fessler

Brèves

VU de l'intérieur...

Appel à bénévoles

Nous avons besoin de bénévoles pour tenir un stand (présentation et vente de la revue) :

■ les 1 et 2 à l'Albenc (Isère) pour **l'Avenir au naturel**.
■ les 8 et 9 à Collias (Gard) pour **Terrabio**.
■ les 8 et 9 à Mur-de-Bretagne (Cotes-d'Armor) pour **Biozone**.
■ le 9 à Villafans (Haute-Saône) pour **un Jour bio**.
■ les 14, 15 et 16 à La Haute Goulaine (Loire-Atlantique)) pour **Nature en fête**.
■ les 15 et 16 à Mens (Isère) pour **la foire bio**.
■ le 16 à Guéret (Creuse) pour **Colchique**.
■ le 22 et 23 à Crots (Hautes-Alpes) pour **Génépi**.
■ le 23 à Montbeton (Tarn-et-Garonne) pour **la foire bio**.
■ le 23 à la Roche-Vineuse (Saône-et-Loire) pour **la fête altermondialiste**.
■ les 29 et 30 à Nanclars (Charente) pour la **Fête de l'écologie**.
■ les 29 et 30 à Tours (Indre-et-Loire) pour le salon **Fougère**.
■ les 29 et 30 à Muzillac (Morbihan) pour la foire bio.
■ les 29 et 30 à Romorantin (Loir-et-Cher) pour **le salon des éco-consomm'acteurs**.
■ le 30 à Saint-Gervais d'Auvergne (Puy-de-Dôme) pour **la foire écobiologique**.
■ le 30 à Brive-la-Gaillarde (Corrèze) pour **la foire biologique**.

Contactez Dorothée le mardi ou laissez vos coordonnées les autres jours au 04 78 39 55 33. Merci d'avance.

Seine-Saint-Denis

Pour les lecteurs et les lectrices de Seine-Saint-Denis, nous commençons nos recherches en vue de la publication d'un numéro sur les alternatives dans votre département prévu pour l'été 2008. Envoyez-nous des adresses, des tracts de présentation, des dépliants…

Erratum

■ **Panique à l'Impérial Palace.** nous avons écorché le nom de l'auteur : Michel Carvallo et surtout nous indiquions la présence d'un CD avec le livre, lequel n'était offert qu'à ceux qui avaient acheté le livre en souscription.

Participez aux prochains dossiers

En principe, les prochains dossiers seront consacrés à :

■ Octobre : **Femmes et décroissance** : la décroissance menace-t-elle la liberté des femmes ? Les femmes peuvent-elles avoir une approche spécifique ?
■ Novembre : **Spécial 25 ans.** Tout en couleur pour fêter l'évènement.
■ Décembre : **Sortir de l'industrialisme.** L'industrie produit aujourd'hui n'importe quoi pour assurer la croissance. Comment sortir de cette logique pour ne conserver que le bon côté de l'industire : la production à grande échelle de biens utiles et durables ?
■ Janvier : **Alternatives en Haute-Garonne et Gers.** Une douzaine de reportages et des centaines d'adresses.

Pour tous ces sujets, n'hésitez pas à proposer vos réflexions…

Venez nous voir le 20 septembre !

■ Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 17 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Et naturellement, vous repartez avec le nouveau numéro qui vous est offert. Prochaines expéditions : **20 septembre, 18 octobre, 22 novembre, 13 décembre**…

■ Vous pouvez également vous investir dans le comité de lecture de la revue où nous décidons des prochains dossiers, des articles que l'on passe, des réponses à apporter aux courriers…

■ Les prochains comités de lecture se tiendront à **14 h** les **samedis 1er septembre** (pour le numéro d'octobre), **29 septembre** (pour le numéro de novembre), **27 octobre** (pour le numéro de décembre), **24 novembre** (pour le numéro de janvier 2008)… Vous pouvez proposer des articles à ce comité de lecture jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h.

■ Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **8 août 2007**.

Bulletin d'abonnement page 55













Rayonnement écologique

L'année est rythmée par un nombre grandissant de manifestations écologiques, dont certaines se développent depuis plus de trente ans. Fêtes, foires, salons, écofestivals, rencontres, marchés : nous nous sommes contentés jusqu'à présent de les annoncer brièvement dans nos colonnes ou dans notre agenda ; pourtant ils sont les lieux privilégiés de communication et d'échanges autour des thèmes que nous développons par ailleurs.

Nous avons voulu dans ce dossier en dresser un portrait général, mais nous nous sommes vite aperçus que chaque manifestation avait son identité propre, et faisait des choix qui correspondent à ses organisateurs, à un lieu, à une histoire locale...

La professionnalisation des grandes foires et salons les a-t-elle transformés en seul espace de consommation ? La multiplication du nombre d'exposants ne privilégie-t-elle pas les producteurs "certifiés" au détriment des paysans et artisans locaux ? L'éloignement des centres urbains encourage-t-elle une politique du "tout bagnole" ? C'est à ces questions, entre autres, que nous avons tenté de répondre, et surtout de présenter un éventail de pratiques.

Au-delà de l'organisation formelle et des échanges marchands, c'est une énergie impalpable et inquantifiable mais bien réelle qui rayonne : énergie des organisateurs dont des centaines de bénévoles, énergie des échanges et des rencontres entre exposants et visiteurs.

Dorothée Fessler ■

Et si on faisait la foire?



Photomontage réalisé à partir d'affiches des foires bio de Limoges, Lyon , Paris, Nanclars, Colmar.

farine

Du paysan qui partait vendre sa petite production à pied ou avec une mule à la foire cantonale jusqu'à l'équipe d'organisateurs qui planifie un an à l'avance la location d'un parc-exposition et gère par internet les inscriptions des exposants, plus de mille ans se sont écoulés. Et pourtant, l'échange, l'ambiance festive des foires et salons sont restés essentiels pour la réussite de ces événements. La confiance, valeur indispensable dans la relation "vendeur-acheteur", n'est plus seulement bipolaire, mais concerne aussi maintenant la relation avec les organisateurs. Le vendeur est devenu "exposant" et l'acheteur "visiteur".

C'est le bon roi Dagobert... qui fut à l'initiative de la première foire en 629. Dès le moyen âge, les foires attirent les marchands depuis plusieurs centaines de kilomètres. Ils viennent y écouler leurs produits, mais aussi y chercher les denrées introuvables chez eux. Pendant plusieurs siècles, la foire est restée le vecteur principal du commerce.

La foire, du latin *feria*, est synonyme de fête, d'où l'expression "faire la foire". Les foires et marchés, tous deux à vocation économiques, se distinguent essentiellement par leur importance : les marchés sont des petites foires locales ou départementales, avec le plus souvent une spécialisation (marché aux fleurs, aux légumes, aux bois, aux puces...). Ils se répètent à un rythme hebdomadaire ou mensuel. La foire couvre une zone de chalandise régionale voir plus ; c'est généralement un événement annuel qui se renouvelle à date fixe.

C'est au 19e siècle qu'on passe de la foire à la foire exposition, dont l'objectif est davantage de servir de vitrine que de négoce. Le 20e siècle voit se développer des grandes foires non spécialisées (à Paris, à Lyon) pour lesquelles furent construits les premiers parcs exposition, dont le premier fut celui de la Tête d'Or à Lyon en 1918.

Un lieu de rencontre et d'échanges d'informations

Au 20e siècle, les foires sont encore les lieux privilégiés des paysans pour écouler leurs produits et de la population pour acheter les articles artisanaux et de la petite industrie : habillement, ustensiles ménagers...

De tout temps, aller à la foire ne s'est jamais limité à un échange marchand, mais bien au contraire a toujours été un moment privilégié de rencontres et d'échanges d'informations. Depuis les années 1950, la motorisation généralisée a changé l'image des marchés et des foires, mais ils perdurent toutefois.

Les années soixante voient apparaître les premiers supermarchés et l'agriculture intensive battre son plein. Bien que les précurseurs de l'agriculture biologique aient déjà annoncé les catastrophes agricoles futures et leurs multiples conséquences dès le début du siècle, l'industrie chimique a réussi à se développer et s'imposer envers et contre une poignée de visionnaires. C'est alors que les agriculteurs bios commencent à se rassembler et s'organiser (premier rassemblement en 1964 à Châteaubriand). *Nature et Progrès* voit le jour la même année. Afin de renforcer le lien agriculteur-consommateur, en 1967, un camion-magasin sillonne les marchés et foires de France pour faire connaître l'agriculture et l'alimentation bios, avec René Boyer, instituteur agricole. À Saint-Maixent-l'École, la première foire aux produits biologiques de France est créée en 1969.

L'incontournable *Salon de l'agriculture* accueille pour la première fois un pôle d'agriculture biologique en 1970 (présence chaque année depuis) ! Perdu parmi les grandes sociétés productrices d'engrais et de pesticides, il connaît un vif succès, mais l'Inra se chargera via un rapport d'empêcher le développement de la bio, à la demande des professeurs d'école d'agriculture. Puis, en 1971, a lieu le premier *Salon de la protection de la nature* à Rouen, pendant lequel la bio sera également présente. En 1973, les premiers marchés biologiques se développent : Grézieu-la-Varenne dans le Rhône, Avrillé en Maine-et-Loire, Bordeaux. Ensuite le salon *Marjolaine* fait sa première édition en 1976, et bien d'autres suivent et se succèdent d'année en année jusqu'à maintenant.

Eclosion des fêtes écologiques

Les années soixante-dix voient les mouvements contestataires et alternatifs se développer et le choc pétrolier ne fait qu'accroître la sensibilisation à l'écologie. C'est dans ce contexte de crises et de changements idéologiques que les manifestations écologiques de grande ampleur se créent un peu partout.

Le plus ancien évènement a fêté ses trente-trois ans, toutefois on constate de nombreuses créations de manifestations écologiques depuis les années 2000 : la moitié des manifestations actuelles ! Il semble que cet envol soit une réponse à la prise de conscience des problèmes environnementaux, mais aussi pour une bonne part à une volonté d'agir : en effet, la mise en place de ces événements nécessite un fort investissement bénévole, et les volontaires sont donc largement sollicités. Même si le passage à l'acte est encore timide pour la plupart, la médiatisation de bien des problèmes environnementaux interpelle maintenant le plus grand nombre. Le dérèglement climatique et la canicule de 2003 qui a touché directement notre pays ont intensifié les questions et l'inquiétude du public.

Un parallèle évident existe entre la prolifération des problèmes liés à l'écologie et le développement des manifestations écologiques, et pourtant, tant reste à faire et les crises s'aggravent. Nos politiques fréquentent-ils ces événements ?

Une enquête pour en savoir plus

Nous avons lancé une enquête auprès de 95 organisateurs de manifestations écologiques afin d'avoir une idée plus précise de ce qui s'y passe, comment, pourquoi et avec qui. Nous avons reçu 32 réponses dont nous avons tenu compte (quelques autres nous étant parvenues bien trop tardivement). Cela nous a permis de découvrir la richesse des expérimentations et d'approfondir la complexité de certaines questions comme les critères de choix des exposants et la diversité des moyens de mise en œuvre (financement, bénévolat, etc.). Vous trouverez exposé dans ce dossier des données provenant de cette enquête, enrichie toutefois d'autres ressources. Les données chiffrées se réfèrent uniquement aux réponses reçues.



Céline Peyrebère

L'équipe de la foire éco-biologique d'Alsace prend les choses en mains.



Drôle de nom

Il est difficile de distinguer précisément les fêtes, foires ou salons, car un tiers des évènements porte une dénomination propre, ex : *Coccinelle, Colchique, Primevère, Marjolaine, Naturellement, Horizon vert*, ce qui ne nous permet pas d'établir une typologie.

Les foires restent toutefois le plus souvent évoquées, puis viennent les salons, les fêtes et ensuite les marchés et les rencontres. Une organisatrice nous répond en ces termes : *"nous n'aimons pas du tout les termes "salons" et "foires" et préférons le terme"fête écobiologique" qui correspond mieux à une action militante qui se veut la plus globale possible (..)"*. Primevère se distingue en tant que "salon-rencontres", et signe ainsi la possibilité d'atteindre une certaine envergure (400 exposants) sans perdre l'état d'esprit du départ.

Rendez-vous

La fréquence est annuelle pour tous, la durée pour moitié de un ou de deux jours, un seul événement s'étale sur trois jours et un autre sur neuf à dix jours. La périodicité est essentiellement calée sur "la rentrée", l'automne : septembre et octobre se partagent le plus grand nombre de manifestations, et les plus printanières s'étalent de mars à juin. L'été reste timide. *Marjolaine*, le plus ancien salon termine la haute saison en novembre puis l'hiver se partage *Asphodèle* à Pau en décembre, *Millepertuis et Sarriette* à Puyricard (Bouches-du-Rhône) et *Primevère* fin février, début mars à Lyon.

Le plein été pourrait attirer les estivants, mais les organisateurs peuvent craindre les mauvais coups... de soleil ou de tonnerres et entre canicule et orages, cette saison est évitée. Cette période est par contre riche en festivals, qui proposent des animations plus facilement modulables en fonction du temps (contrairement aux stands de produits difficilement repliables à tout moment), et qui ont une connotation plus festive et ludique pour des vacanciers (musique, théâtre de rue...). Cela ne les empêche pas de proposer des villages associatifs tout aussi intéressants que les fêtes et salons.

Hormis ces raisons d'ordre très pratique, si les exposants viennent principalement d'horizons régionaux, il est plus intéressant pour eux de fidéliser un public local que de servir des touristes de passage.



Après une dernière version en plein air en 2006 à Rouffach, la foire éco-biologique d'Alsace a lieu désormais au parc des expositions de Colmar.

Quels financements ?

Quatre-vingt pour cent des manifestations ont été organisées avec l'aide de partenaires financiers. Parmi eux, on retrouve le conseil général (dix-huit fois), le conseil régional (douze fois), la commune (treize fois), la communauté de communes ou "pays" (neuf fois). Parfois les banques ou mutuelles sont sollicitées. Seulement deux fois les magasins et/ou boulangers bio locaux. Sept manifestations seulement ne font appel à aucune aide financière extérieure. Est-ce une manière pour nos conseillers et nos maires de se donner bonne conscience ?

N'est-il pas un peu facile d'attribuer une enveloppe une fois l'an à des organisateurs plein d'initiatives et de ressources et puis laisser à chacun le soin d'en appliquer les résultats au quotidien sans aide ni soutien ? Bien sûr, certains ont fait le choix encore plus radical de ne pas (ou ne plus) soutenir ces évènements.

Le riche investissement des bénévoles

Tous ces évènements à caractère écologique sont très principalement organisés par des associations. Parmi ceux qui nous ont répondu, seulement trois d'entre eux le sont par des sociétés et un en co-organisation. De ce statut découle bien sûr un investissement très important de bénévoles, qui sont non seulement majoritaires dans l'effectif total des actifs, mais parfois même tout repose sur eux. Les effectifs qui permettent l'existence des foires et salons sont très variables. Ils ne génèrent le plus souvent que quelques heures de travail par semaine remis sur l'année ou un ou deux emplois salariés sur les dernières semaines ; toutefois la mise en place de l'évènement fait appel dans la majorité des cas à plus de dix personnes, souvent une cinquantaine et parfois plus de cent pour les très gros salons comme *Marjolaine. Primevère, Biozone, IIIe-et-bio...* Nous avions posé la question de la proportion femme/homme dans l'organisation, mais nous n'avons eu que très peu de réponses. Cette question n'avait peut-être pas suffisamment de sens aux yeux des organisateurs ou était trop difficile à évaluer en prenant en compte les nombreux bénévoles ?

Toutefois, ni la réussite d'une manifestation, ni sa réelle implication écologique ne dépendent fondamentalement de son type d'organisation structurelle. L'"éthique" développée dans une manifestation reste la volonté de personnes "physiques". Une manifestation portée par une société peut être tout autant intrinsèquement écologique qu'une autre portée par une association ; c'est par exemple le cas du salon *Asphodèle* à Pau (Pyrénées-Atlantiques), organisé par les Éditions Utovie, et signataire de la charte éthique (voir page 8). Le choix de l'association correspond sans doute mieux aux besoins d'une manifestation annuelle : fluctuation des besoins de personnel en temps et en nombre, aide financière... mais n'est pas un révélateur certain de la qualité de l'événement. On retrouve souvent parmi ces structures les *Groupements d'agriculteurs biologiques (Gab)*, et les groupes locaux de l'association nationale *Nature et Progrès.*

La moitié des structures organise d'autres évènements dans l'année : des sorties nature, des soirées d'informations à thème, des animations et des marchés locaux, des pique-niques paysans. Ces animations correspondent bien à l'activité d'associations ancrées dans le local. Quelques-unes organisent également plusieurs manifestations par an dans une région, comme l'association *Graines de vie* de Puyricard (Bouches-du-Rhône) ou font partie d'un collectif (charte des salons écolos).

Manifestations pour lesquelles les organisateurs nous ont répondu. Nous les remercions pour leur enthousiasme et leur disponiblité.

Nom	*création*	*département*	*période*	*durée*	*visiteurs*
Alterna'bio	2003	Aveyron	avril	1 jour	12 000
Ariège en bio	2003	Ariège	octobre	1 jour	8 000
Bio zone	1986	Côtes-d'Armor	septembre	2 jours	14 000
Bioregard	2003	Gard	printemps	1 jour	
C'est tout vert	1989	Isère	octobre	1,5 jour	1 000
Colchique	1997	Creuse	septembre	1 jour	6 à 8 000
Festival de l'avenir au naturel	1996	Isère	septembre	2 jours	jusqu'à 30 000
Fête de la nature	2003	Nord	septembre	1 jour	2 000
Fête de l'automne au naturel	2003	Haute-Savoie	septembre	1 jour	800
Fête de l'écologie en Charente	2002	Charente	septembre	2 jours	5 000
Foire au miel et produits bio.	1990	Rhône	mars	1 jour	1 500
Foire bio "la Cussignière"	1996	Meurthe-et-Moselle	octobre	2 jours	3 500
Foire bio de Chaumont	2003	Haute-Marne	octobre	1 jour	3 000
Foire bio de Couiza	1998	Aude	août	2 jours	10 000
Foire bio de Méaudre	2000	Isère	juillet	2 jours	3 000
Foire bio de Moissac	1995	Tarn-et-Garonne	juillet	1 jour	4 000
Foire écobiologique	1983	Côte-d'or	septembre	1 jour	1 000
Foire Humeur bio	2002	Jura	octobre	2 jours	2 000
Fougère	2004	Indre-et-Loire	septembre	2 jours	12 000
Horizon vert	1988	Lot-et-Garonne	octobre	2 jours	7 800
Journées arbre, plante et fruit	1986	Gard	novembre	2 jours	5 000
La Germinoise	1990	Rhône	octobre	2 jours	1 500
Marché nature	2003	Rhône	avril	1 jour	de 500 à 5 000
Marjolaine	1976	Ile-de-France	novembre	10 jours	77 000
Naturavignon	1996	Vaucluse	mai	2 jours	16 000
Naturellement	1991	Drôme	Ascencion	2 jours	7 000
Rencontre hommes et nature	2005	Haute-Saône	juin/juillet	2 jours	1 500
Salon Ille-et-bio	1992	Ile-et-Vilaine	octobre	2 jours	13 600
Salon Respire		Pays-de-Loire			6 000 à 9 000
Salon-rencontres Primevère	1986	Rhône	février/mars	3 jours	33 000
Terra	2000	Jura	avril	1 jour	2 800
Un bio jour au village	2004	Haute-Saône	septembre	1 jour	5 000
Un dimanche bio à Tarbes	2004	Hautes-Pyrénées	juin	1 jour	4 000

Extraits de la "Charte éthique des foires et salons écologiques biologiques et alternatifs"

Cette charte est née de la volonté de quelques salons et foires de se retrouver et de communiquer autour des lignes directrices et de buts communs qui les animent, avec ses spécificités locales et historiques.

Deux maîtres mots :
• Cohérence : des idées et des pratiques ainsi que des actions et des démarches de tous les acteurs.
• Respect : de l'environnement, de la planète, du public, des intervenants, des autres foires et salons, des travailleurs
(…)

2. La manifestation, et ses animations, doivent dépasser la simple fonction marchande pour être un lieu d'échanges et d'informations.
3. Les signataires s'engagent :
• à tendre aux économies d'énergie et de matières (utilisation de lampes économes, de WC secs, de vaisselle réutilisable, tri des déchets…).
• à privilégier l'utilisation des éco-produits (papier recyclé, sacs réutilisables sans matière plastique, produits d'entretien…) et des éco-labels.
4. Les signataires de cette charte veillent à ce que :
• les participants de ces manifestations ne soient pas, de notoriété publique, xénophobes, racistes, violents, pro-ogm, pronucléaires, sectaires, mercantiles ou opportunistes.
• cette sélection tende à privilégier les exposants de proximité, les producteurs, les circuits courts.
• les exposants tiennent leur stand dans le souci des autres exposants et des visiteurs (éviter les pollutions sonore et visuelle).
• pour les produits issus du monde végétal et animal, tous les produits d'origine organique devront être, certifiés conformes à la réglementation européenne biologique (label AB pour la France) ou respecter les cahiers des charges bio reconnus.
• dans le domaine de la santé, les exposants ne pratiquent, sur le salon, ni acte médical ou paramédical ni bilan de santé.
• dans les autres secteurs (habillement, habitat…) la préférence aille à des produits certifiés.
• les animations jeunesse proposent des activités et jeux à vocation écologique, pédagogique, environnementale, non-violente et/ou citoyenne.

**Premiers signataires : Asphodèle (Pau), Biocybèle (Gaillac), Biozone (Mur-de-Bretagne), Foire Eco-bio d'Alsace (Colmar), Prairial (Aytré), Primevère (Lyon).
Fait à Aytré les 21 et 22 octobre 2006.**

Lorsque la répétition d'événements se fait à une plus grande échelle, au niveau national, nous avons alors plutôt affaire à une société d'organisateurs et de communicateurs qui reproduisent une même recette "sans âme", où l'écologie a bon dos pour attirer du monde et rentabiliser les investissements, notamment en matière de communication.

Ambiance

Une des particularités des manifestations écologiques, par rapport aux mêmes types d'événements non écologiques, est l'ambiance qui y règne. Ici point de criée sur les marchés, rares se font les micros qui cassent les oreilles, point d'odeurs de merguez, friteries et autres "bouffe bien grasse". Le public est plutôt calme et attentif, les échanges se font sans hausser le ton, et les produits et prix ne sont pas bradés à tour de bras, à coups de marqueurs fluos, mais reflètent la réalité d'un marché qualitatif et exigeant.

Certaines manifestations proposent de nombreux ateliers, enfants ou adultes, ainsi que des conférences, tout cela gratuitement (ou inclus dans le prix d'entrée le cas échéant). Le programme de celles-ci peut être d'une telle richesse, comme sur le salon *Primevère*, qu'il attire à lui seul un public spécifique. Le coût d'une entrée est en fait très largement inférieur au coût d'une seule conférence ou d'un atelier organisé dans un cadre classique. Parmi les autres services offerts au public reviennent ensuite les concerts, puis des expositions (trois fois seulement). Les dégustations, four à pain nomade, jeux, contes, défilés de mode apparaissent une ou deux fois chacun.

Ces différentes animations rythment la journée des visiteurs en temps de réflexion et moments de détente, rythme à l'origine sans doute d'une ambiance détendue et sereine, contrairement aux foires et salons traditionnels où la sollicitation continue des stands et le bruit incessant font monter l'excitation jusqu'à l'énervement. Les échanges marchands restent toutefois aussi prépondérants, même s'il s'agit de produits biologiques ou de livres et revues ciblés, mais dépassent largement l'acte d'achat pour informer sur l'origine des matières premières, les modes de cultures, de coopération, les conditions écologiques, économiques et sociales de mise en œuvre.

Mise en pratique

Un autre caractère remarquable de ces évènements, enfin, est qu'une bonne partie d'entre eux cherche à appliquer les principes évoqués sur les stands ou dans les conférences et ateliers à l'organisation de la manifestation. Ainsi, seulement quatre évènements ne proposent pas de recyclage des déchets. Cependant dix-neuf n'ont pas encore de système de compostage. Les toilettes sèches (voir page 17) se développent depuis quelques années : neuf manifestations les ont déjà mises en place et trois étudient cette possibilité pour 2007 ou 2008. Trois organisateurs font appel à l'électricité renouvelable. En 2007, sur le salon *Primevère*, exposants et visiteurs ont eu l'heureuse surprise de découvrir des panneaux en carton recyclé et réutilisables, une nouveauté qui confirme la volonté des organisateurs de poursuivre leurs efforts et leurs recherches pour toujours améliorer et innover, et cela depuis plus de vingt ans. L'usage des paniers et cabas est très souvent incité par les annonces des organisateurs.

La communication des évènements est presque systématiquement réalisée par les organisateurs et sur papier recyclé. Sa diffusion se fait toujours au minimum localement, par voie de presse, mais aussi par la radio, par affichage. Internet est maintenant couramment utilisé pour annoncer ces évènements (deux sur trois) et le recours à la télévision se fait tout de-même dans la moitié des cas. Le réseau alternatif est très souvent sollicité.

Ce petit tour des manifestations écologiques, de leur création à leur développement, nous montre à quel point elles ont une place remarquable pour diffuser informations et productions, et surtout permettre les échanges, d'idées et de pratiques, dans un domaine qui avance à mesure que les problèmes se présentent. C'est un réel besoin pour de nombreuses personnes en éveil sur toutes les questions concernant l'écologie, que de pouvoir se rencontrer et mutualiser leurs expériences. C'est un défi aussi pour les organisateurs de continuer d'innover, sans se laisser prendre par la routine ni dépasser par les lourdeurs administratives (dossiers, certifications, sécurité des installations…).

Dorothée Fessler ■

Quand il faut y aller

Infos pratiques visiteurs : à 15 km de l'aéroport régional, aire de repos de l'A837 à Geay, accès routier par A6 puis D51, autoroute A64 sortie 25, autouroute A42, sortie 4...



Céline Peyrebère

Manège à pédales à la foire bio de Rouffach.

Lorsqu'on lit ce genre d'informations sur les dépliants publicitaires, on comprend toute suite que la politique de transport pour se rendre sur les foires et salons, n'est pas encore très développée. Dans les faits, nombreux sont ceux qui indiquent aussi la gare Sncf la plus proche, les stations de tramway et bus, mais six seulement ont négocié des tarifs avec les transports collectifs et douze encouragent au covoiturage, vélo, mais surtout de manière informative et non incitative, alors que plus de la moitié ne sont pas à proximité d'une gare (SNCF ou métro). Par contre, la totalité prévoit un parking voitures et deux organisateurs seulement le font payer aux automobilistes (*Marjolaine* signale également un parc à vélo). La gratuité du parking est parfois considérée par certains militants comme incitative à prendre sa voiture. Cela pose d'autres questions car il est bien évident qu'une partie du public va venir en automobile, et ne pas prévoir d'espace leur étant réservé poserait entre autres des problèmes de sécurité. Faire payer les automobilistes est difficile dans bien des cas, soit parce que le parking prévu est gratuit pour les organisateurs, donc il serait mal venu de le faire payer, soit parce que le lieu de la manifestation est éloigné des transports collectifs. Il faudrait donc s'en prendre plus directement aux politiques urbaines qui externalisent les lieux tels que les parcs exposition et ne mettent pas simultanément en place les transports et voies cyclables pour s'y rendre.

Un train de retard…

Les manifestations écologiques sont souvent d'importance régionale et il est vraiment difficile dans l'état actuel des réseaux de transports collectifs, train, bus et autocars, de s'y rendre sans voiture. C'est le cas par exemples de Longchaumois (Jura). Mens (*Terre Vivante* en Isére), Montfroc (Hautes-Alpes), Nyons (Drôme) ou Saint-Jean-du-Gard (Gard). Cela est un point d'achoppement pour certains visiteurs qui boycottent alors ces fêtes, mais c'est davantage dans la concertation que des solutions seront trouvées.

Les anti-voitures ferrus sont aussi des anti-consommation, quelle qu'elle soit, et se targuent de cet argument pour défendre l'idée qu'on peut se rendre sur n'importe quel lieu quitte à marcher des heures durant, si on en revient les mains vides. Et pourtant nous achetons tous à un moment ou un autre des denrées alimentaires, quelques produits ménagers, une bouteille à partager... Alors, n'est-il pas plus raisonnable de faire ces provisions dans une ambiance festive auprès de producteurs et transformateurs qui respectent la terre et ses hôtes, plutôt que de finir ses courses "au Casino ou au Monoprix du coin" pour ne pas motoriser quelques achats une fois l'an ?

Des navettes jusqu'à un point de transport collectif pourraient être plus systématiquement proposées, et des systèmes de covoiturage coordonnés par l'organisateur pourraient également palier au handicap géographique. *Nature et Progrés Aude* fait le lien entre les volontaires (exposants ou public) pour sa foire de Couiza. Le Groupement d'agriculteurs bio des Hautes-Pyrénées qui organise une journée bio à Tarbes chaque année nous explique: *"aucune réflexion sur ce sujet pour le moment, la foire se situant au centre ville de Tarbes est très accessible à vélo ou par les transports publics, sinon les visiteurs aux environs de Tarbes s'organisent entre eux..."*. En banlieue lyonnaise, l'association *Primevère* a vu évoluer son investissement sur ce point d'années en années : outre des départs accompagnés et groupés plusieurs fois par jour pour se rendre au parc exposition à vélo, elle a obtenu que des navettes de bus circulent avant l'ouverture et après la fermeture du salon afin d'acheminer les exposants non-motorisés. Une réaction, plutôt excessive, d'un lecteur et usager des manifestations écologiques : *"Ce qui me gêne en plus, c'est la pollution-consommation des carburants, par ces promeneurs du dimanche, heureux de trouver motif de promenade (plus ou moins convaincus d'écologie), mais qui auraient été se balader ailleurs, de toute façon, pour la même empreinte écolo, sauf... qu'il y a comme une complicité responsabilité des "vrais" écolos à donner cette occasion de consommation et de pollution. Voir les parkings remplis."*

DF ■

Tous les choix ont un coût

Les deux tiers des foires et salons annoncent de 60 à 200 exposants, seulement trois dépassent les 300 : *la fête écobiologique d'Alsace* 300, *Primevère* 450 et *Marjolaine* 500. Il est difficile de hiérarchiser les exposants en catégorie et surtout d'en tirer des conclusions générales, car même si toutes les manifestations présentes des producteurs locaux ou régionaux, certaines laissent une belle place aux associations, d'autres pas du tout, certaines invitent également des exposants de l'autre bout du pays et plus loin encore, d'autres restent exclusivement locales. Certains organisateurs distinguent parmi les associations, celles à vocation politique, ou de tourisme équitable, d'autres non.

Le label bio est-il le seul garant de la qualité écologique ?

On peut noter toutefois que les stands “alimentaires” représentent la part la plus importante (producteurs, transformateurs et restaurateurs) et que la certification bio officielle est presque systématiquement exigée. “*Tout ce qui se mange doit être bio*” nous précise l'association *Colchique* de la Creuse. Cela peut sembler “normal” au premier abord pour des manifestations bios et/ou écologiques, mais cette normalité soulève aussi des questions. Aujourd'hui la certification bio a un coût non négligeable pour les producteurs et tous ne peuvent y accéder. Il est très dommageable que des producteurs locaux ne puissent être présents lors d'une manifestation près de chez eux, cela à cause du label. La qualité d'un produit se trouve tristement évalué sur “papier” alors que des hommes travaillent sur le terrain pour soigner la terre avec des moyens humains. En travaillant avec des exposants locaux et régionaux, il serait bon que les organisateurs rencontrent les personnes et évaluent la qualité de leur travail sur des critères écologiques et sociaux, même lorsqu'ils ne sont pas validés par un document administratif.

Les textiles bio et équitables sont-ils plus écologiques que les vêtements réutilisés ?

Les textiles écologiques se sont développés rapidement ces dernières années et leur présence est remarquable. La gamme de produits textile a aussi fortement évolué et alors qu'il y a quelques années encore, l'écru était de mise, les teintures végétales ont repris le dessus et une vaste palette de couleurs, des pastels aux plus vives, est proposée aujourd'hui. Toutefois, la plupart de ces vêtements est encore fabriquée dans les pays du sud et la matière première, même “bio” n'a pas une origine locale (coton notamment). Exception faite pour la filière laine et pour la cordonnerie (chaussures, ceintures et sacs) souvent réalisée par des artisans locaux. Le chanvre est très présent dans ce secteur, mais les prix sont encore quelquefois prohibitifs : des pantalons à 120 €, tunique à 80 €. À quand un espace “fripes” dans les salons (que de vêtements écolos, certes) ? Cela permettrait d'étendre la logique de recyclage et réutilisation à ce secteur également.

Le bien-être passe-t-il avant la solidarité ?

Le secteur des cosmétiques et de la santé, lorsqu'il est trop représenté, avec par exemple moult tables de massages et autres chaises de relaxation, donne un caractère moins écologique et surtout moins militant à la manifestation. Il est surtout présent dans les manifestations de type “bien-être” que nous n'avons pas ou très exceptionnellement sollicitées ici. Signalons pourtant un travail de fond considérable réalisé dans ce secteur afin d'y trouver des produits de qualité écologique et biologique irréprochable. Cela n'est pas négligeable et il est bon que le public prenne aussi conscience des conséquences écologiques de l'utilisation de produits cosmétiques et lessiviels non biodégradables, polluants tant pour notre corps que pour l'environnement, avec des conséquences directes et indirectes pour la santé (Paraben etc).

L'habitat sain fait une percée dans les grands salons et des manifestations qui lui sont particulièrement consacrées se développent, car c'est un secteur qui nécessite beaucoup d'espace pour être présenté. Les énergies renouvelables sont souvent présentes grâce aux installateurs et aux associations locales.

Au niveau associatif, les groupes locaux des grands mouvements participent tant qu'ils peuvent à tous les événements, comme ceux de *Greenpeace*, du *Réseau sortir du nucléaire*, anti-*OGM* ou encore les *fédérations de protection de la nature*. Les associations ou collectifs traitant des problèmes environnementaux très localisés et parfois à caractère ponctuel, trouvent dans ces manifestations le lieu idéal pour s'exprimer et se faire connaître ; par exemple construction d'une autoroute, d'un parking, champ

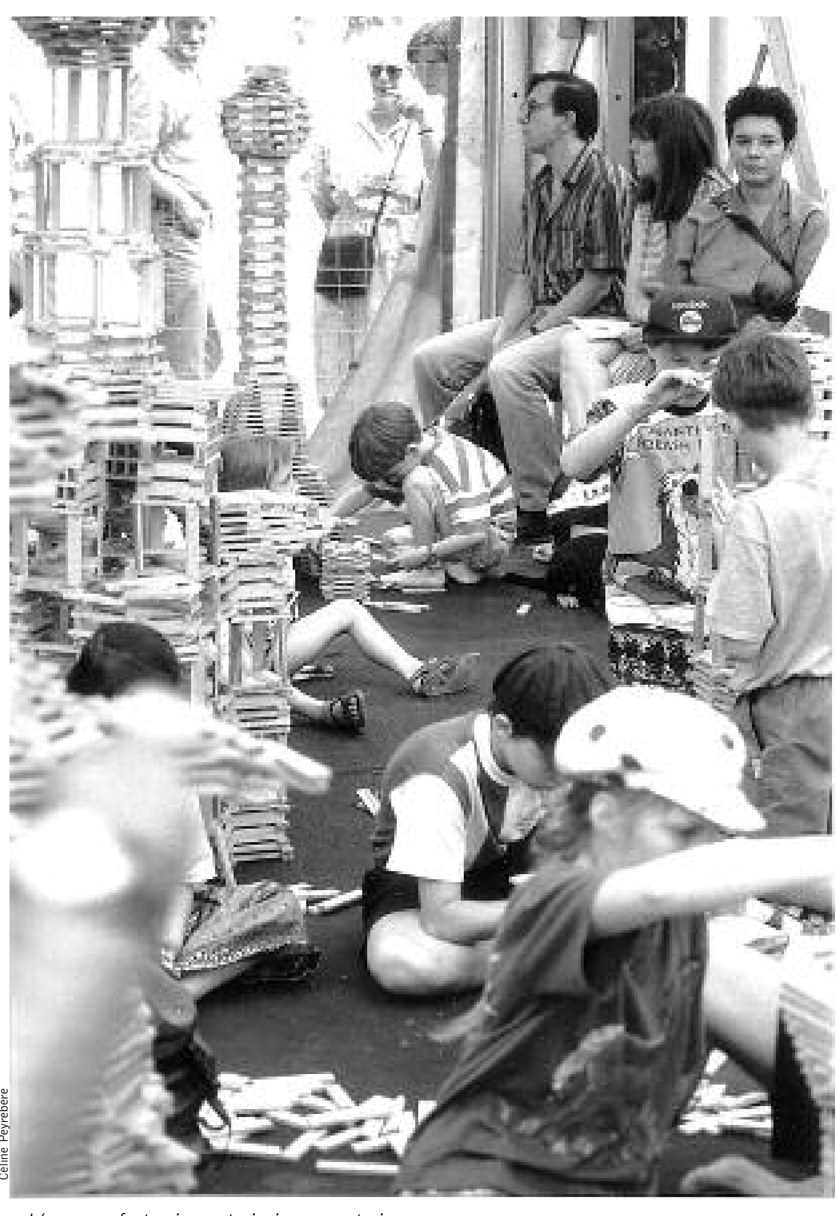


OGM expérimental. C'est donc bien malheureusement que le public les néglige parfois. Des bénévoles qui tiennent des stands nous rapportent que lorsque les associations sont regroupées au sein d'un pôle, par exemple un pavillon ou barnum spécifique, toute une partie des visiteurs n'y passe pas et préfère s'orienter directement vers les stands "consommations" : alimentaire, et autres articles de commerce. Ce point devrait être prioritaire dans l'organisation spatiale des exposants, afin de développer une dynamique militante et non commerçante. Il serait bon que "les ventres sur pattes" se remplissent aussi la tête...

Des choix difficiles à faire

Le choix des exposants par les organisateurs se fait par rapport aux produits et idées exposés, mais aussi parfois par rapport à leur "notoriété". Et cette notoriété s'exerce alors par la présence dans d'autres salons. Par exemple, certains organisateurs considèrent qu'un exposant *"ayant fait Primevère"*, est forcément acceptable. Patricia Friedman, organisatrice de *Primevère*, s'insurge contre cette manière de faire et de voir, et rappelle que chacun doit élaborer ses propres critères, qui correspondent à des femmes, des hommes et des lieux, et ne sont pas "reproductibles". Certes, l'élaboration de la charte éthique des salons écolo met en commun quelques règles de sélection pour ses signataires, mais cela révèle rapidement des limites, car le caractère d'une manifestation dépend bien du caractère de ses organisateurs. À l'opposé de cette notoriété, l'association *Colchique* qui organise la manifestation du même nom chaque année en septembre à Guéret nous indique que *"l'objectif est que puissent exposer à Colchique les artisans et producteurs qui débutent leur activité."*

Il serait bon aussi que la sélection dépasse les conflits de personnes et se fasse objectivement et en bonne intelligence. Des exposants se voient parfois refuser l'accès à une manifestation pour



Céline Peyrebère

L'espace enfants : je construis, je me construis...

des conflits datant de Mathusalem, ce qui est préjudiciable tant pour l'exposant concerné que pour les visiteurs qui n'auront pas accès à ce qu'il proposait, d'autant plus dommageable lorsqu'il s'agit d'associations à vocation informative.

Les tarifs des stands exposants sont très variables, de la gratuité à des sommes très importantes (qui peuvent flirter avec le millier d'euros) et sont établis selon des critères d'espaces mais surtout structurels. Les associations exclusivement informatives ont souvent accès à des tarifs très bas, celles qui vendent quelque chose (commerce équitable mais aussi édition) tombent sous le coup d'un tarif intermédiaire et enfin les producteurs, artisans et revendeurs paient le prix fort.

Des prix souvent pénalisants

Cela peut entraîner un prix de vente surélevé des produits. On voit les prix de certains producteurs exploser à cent cinquante pour cent par rapport à leur prix de vente habituel. Quel intérêt pour eux ? se faire connaître et trouver de nouveaux réseaux de distributions ? écouler un

Un bénévole, militant de longue date, témoigne.

Depuis 25 ans, je participe à diverses manifestations, salons et foires "bio" en Bretagne, mais aussi à Paris, Lyon, Rouffach. En un quart de siécle, ces lieux de rencontres plus ou moins militants, plus ou moins commerciaux, ont acquis pignon sur rue. Ils sont de plus en plus fréquentés par tout le monde, même des banlieusards y font leur sortie du dimanche. Ces derniers viennent aux heures de cohue et ne voient que les stands où tout leur parait cher et hors de leur portée. Ils ne se sentent pas encore concernés par les conférences et les ateliers. Les premières foires étaient organisées par des producteurs bios, des militants écologiques avec les moyens du bord et peu ou pas d'aides des institutions. Aujourd'hui les municipalités, les conseils régionaux et généraux apportent volontiers leur contribution financière, car ces manifestations très fréquentées sont de belles vitrines pour leur image.

La majorité des salons bios (...) ont perdu leur esprit militant du départ. Ils suivent l'évolution de l'agriculture et de l'agroalimentaire "bio" devenues officielles (label AB) plus proches du matérialisme ambiant, moins soucieux de témoigner des valeurs humaines et spirituelles des pionniers.

Je me trouve mal à l'aise dans ces superbes salons commerciaux et je refuse d'y participer avec un stand. L'organisation et la gestion sont devenues trop lourdes pour les équipes militantes fondatrices qui n'ont pas su renouveler leurs bénévoles. C'est ainsi que ces salons se retrouvent aux mains de sociétés commerciales. Par contre un petit monde résiste à cette marchandisation, animés par des militants trés dynamiques qui rallient de plus en plus de jeunes, comme Primevére, Rouffach, Mur de Bretagne, Ille et Bio parmi ceux que je connais. Ils jouent un rôle important dans la conscientisation des problémes planétaires, écologiques, sociaux et politiques. II importe de les soutenir en participant à leur animation comme bénévoles. II importe aussi de délaisser les salons commerciaux comme nous évitons les grandes surfaces.

Alexis Robert ■

La restauration est toujours payante pour le public. *Ille et bio* nous signale un repas offert aux bénévoles et aux exposants, d'autres comme *l'Albenc* offrent le petit-déjeuner aux exposants.

Limites et contraintes

Nous constatons donc ici les limites et les contraintes auxquelles sont confrontés les organisateurs, les exposants et les visiteurs, mais tous à leur niveau tentent de les surmonter et de les dépasser d'année en année. Les organisateurs partagent leurs questionnements et recherchent des solutions ensemble, les exposants s'adaptent au mieux à ce qui leur est proposé (rapport espace/prix, conditions intérieure ou extérieure...) et les visiteurs sélectionnent les manifestations en fonction de leurs préoccupations majeures (de l'information militante à la consommation à outrance, de l'être à l'avoir). Bien qu'il n'y paraisse pas toujours au premier abord, les uns sont à l'écoute des autres et c'est aussi à chacun d'exprimer ses souhaits et ses attentes, plutôt que des critiques stériles formulées en apparté qui ne permettent aucune évolution.

DF ■

stock de marchandises ? Et quel est l'intérêt pour le public ? Certains parlent d'arnaque, alors que la marge sert à payer le stand, non pas uniquement à faire du profit. Si l'on ajoute au coût prohibitif de ces salons celui du déplacement, de l'hébergement et parfois des salaires des vendeurs, il est clair que les petits producteurs ou artisans ne pourront jamais y accéder.

A l'autre extrême, des associations se démènent pour inviter gracieusement les exposants. Certes cela se pratique surtout dans des petites foires régionales, en extérieurs et avec un nombre de visiteurs plus restreint. On peut noter une relation de cause à effet entre le budget de la communication et le prix des stands. Ainsi la plupart des associations conçoivent, fabriquent et distribuent elles-mêmes leur communication. À l'inverse, des sociétés organisatrices d'événements font appel à des agences de publicités et y investissent un lourd budget puis récupèrent leur mise entre autres sur le prix des stands. Une autre manière de faire, de voir, et de communiquer. *Primevère* propose un système astucieux : elle offre aux exposants un nombre de billets d'entrée (actuellement de 4 €) équivalent au coût du stand, ce qui permet — dans l'absolu — aux associations actives de récupérer sa mise et aux commerçants d'offrir les entrées à des clients potentiels.

Dans la moitié des cas étudiés, la gratuité est de mise pour le public. Les entrées payantes ne dépassent généralement pas les 4 € et les enfants ne paient pas (*Marjolaine* se distingue à 8 €). Des visiteurs ont du mal à accepter de payer une entrée car ensuite ils vont acheter des marchandises et donc à nouveau sortir leur porte-monnaie. Il s'agit d'un mécontentement qui ne prend pas en compte, par ignorance sans doute, le coût de l'organisation (location de salle, de tables et chaises, imprimeur, salaires le cas échéant, conférenciers, animations...).



Prairial, l'une des premières foires écologiques


François Nutchey

Les signataires de la charte éthique se retrouvent ici en 2007.

Prairial, vous connaissez ? Certainement, si vous habitez dans l'Ouest. Quant aux autres, ils feront bien de se mettre au courant, car Prairial, c'est historique.

En cette année 2007, la foire écologique d'Aytré — au nom à réminiscence révolutionnaire de Prairial — en est à sa 33e édition. Un record de longévité, mais l'ancêtre n'est pas sénile, bien au contraire, elle innove en faisant signer à Aytré la première *Charte des foires et salons écologiques, biologiques et alternatifs* (voir page 8).

Cette charte ne se veut pas restrictive : il sera toujours possible de créer un nouveau salon se disant bio sans être signataire. Mais se référer à la charte sera sinon un label de qualité (plutôt une garantie) pour les clients, trop souvent déçus ces dernières années par des manifestations commerciales où l'on ne trouvait que quelques stands de producteurs bio perdus dans un labyrinthe d'étalages aux vertus orientales douteuses. Que l'on soit du pays ou d'un autre, il faudra répondre désormais à un minimum de critères pour se dire "bio" ou " écologique" pour vendre à la foire ses produits comme ses idées puisque ces salons sont un lieu privilégié pour les conférenciers. Un équilibre est, là aussi, à sauvegarder, pour que la parole ne devienne pas prépondérante dans une foire aux mots où seraient négligées les bonnes nourritures du corps pour privilégier celles de l'esprit.

Les signataires qui ont concocté la charte sont des responsables de foires honorablement connues comme *Primevère, Rouffach, Biozone, Marjolaine, Asphodèle,* etc. autour d'un comité de coordination avec des producteurs bio. C'est *Prairial* qui en a été l'instigatrice avec son organisateur, depuis 1983, Alain Blancher.

Une initiative municipale

Cette foire d'Aytré, grosse bourgade des environs de La Rochelle, a été créée en 1974 par Pierre Garnier, à cette époque adjoint à la culture avant de devenir maire de la commune. Il avait été séduit par une foire biologique organisée en 1973 à Surgères par la société Lemaire-Boucher et l'alimentation biologique. Les deux fondateurs venaient de se séparer et il n'y avait plus de foire bio dans les environs immédiats (il fallait aller à Cholet ou Fontenay-le-Comte), alors que la foire de Surgères avait connu un très grand succès. Pierre Garnier savait donc qu'il existait tout un potentiel de clients recherchant des produits sains et des informations sur l'écologie naissante.

Depuis, Alain Blancher est devenu à son tour adjoint à la culture. Et cela caractérise Prairial : c'est un affaire municipale. Un gros avantage, évidemment. L'organisation, le personnel (actuellement, deux responsables principaux

Quand l'écologie fait la foire



DR

Pause musicale à la foire d'Aytré, 2006.

autour d'Alain Blancher et une vingtaine sur le terrain pendant la foire) sont rétribués par la ville, ils n'ont pas à Aytré à chercher un financement. Cette particularité a permis de proposer longtemps l'entrée gratuite. Mais une foire, en général, n'est pas déficitaire et l'on peut donc se lancer dans une création sans trop de crainte même si l'on n'a pas un soutien municipal.

Prairial compte en moyenne 150 exposants. C'est un bon chiffre, il évite le gigantisme de *Marjolaine* ou *Primevère* qui peuvent lasser le chaland qui s'y perd un peu. Certes, dans les très grosses foires, l'on a un choix très important de produits et de conférenciers, mais les lieux ont des limites spaciales et il est souvent difficile de trouver place dans la salle où parle Untel et un coin de table où poser son casse-croûte à cause de l'énorme affluence. C'est à se demander si le principe de décroissance ne devrait pas s'appliquer aussi aux foires bio…

A Aytré, où il n'y a guère plus de 3000 visiteurs, la convivialité est plus facilement praticable. Les conférences sont en nombre restreint mais la compétence des intervenants est incontestable, les thèmes abordés très intéressants. En citant, en vrac, ce qui s'est dit dans les dernières années, on trouve : *la libération de la semence et de l'humus ; l'eau vivante, enjeu mondial et local ; les SEL, l'économie solidaire au quotidien ? après le Kosovo, culture de la paix ou culture de la guerre ? l'imposture du libre échange dans le commerce international,* etc. etc. Des conseils pratiques aussi, comme *Les principes de base du jardinage biologique* ou *Auto-construction comment passer à l'acte*. L'animation est surtout musicale mais très diverse et déambulatoire pour faire participer les rues. La restauration est bio. Cependant, comme elle a été l'affaire, municipale bien sûr, de la cantine locale, avant d'être confiée à un traiteur, elle a donné une impulsion bio qui aujourd'hui assure un repas bio chaque semaine à la cantine scolaire. Insuffisant, mais bon début…

De la bio à l'écologie

A l'origine, la foire d'Aytré était essentiellement vouée à l'agriculture. En souvenir, peut-être, de la ruralité de la commune où subsistaient encore cinquante fermes dans les années 1950 qui ont cohabité quelque temps avec les usines Alstom. Mais place au TGV, l'industrialisation a fait disparaître les paysans. Plus efficace que nostalgique, la foire défend ceux qui ont survécu et qui ont eu l'intelligence de se convertir au bio. Elle a évolué elle aussi avec la société et l'écologie, elle a su se diversifier et accorde maintenant, par exemple, une grande part à la construction bio. Les associations sont également très présentes et d'horizons aussi variés que ATTAC et les Compagnons d'Emmaüs.

Chaque année, tout tourne autour d'un thème principal. En 2007, c'est *le vin biologique*, à cause des nombreux viticulteurs qui le produisent dans la région. La foire aurait donc mérité pour slogan : "A votre santé " !

Santé des visiteurs convertis aux saines nourritures et santé de la foire elle-même, une plante sacrément vivace et sans doute indéracinable. Alain Blancher songe à se retirer après tellement d'années au service de Prairial, mais nous supposons que, grâce à son exemple fertile, la relève est prête à germer… Il y aura peut-être quelques changements, comme l'appel aux bénévoles pour seconder les officiels municipaux , mais l'ambiance conviviale et le souci de qualité devraient perdurer.

Est-ce qu'il y a encore des points laissant à désirer ? Tout semble si parfait… Ah, oui, le recyclage, on n'arrive pas à trouver les meilleures solutions pour les sacs distribués aux visiteurs, par exemple. Avis donc aux vanniers et fabricants de sacs en tissu : allez tous à Aytré offrir vos créations, il y a encore là-bas des écolos qui oublient d'emporter leur panier !

Madeleine Nutchey ■

Entretien avec Alain Blancher du 30 avril 2007.

Ecofestivals en pratiques

Comment un festival en plein air peut faire le choix du respect de l'environnement et de l'écologie concrètement, lors d'un rassemblement de plusieurs centaines voire plusieurs milliers de personnes ? Découvrons-en quelques-uns…

Une bouffée d'air pur nous parvient d'un festival, situé au cœur de la Bretagne. Cet air, c'est aussi celui que respire le public, composé d'adultes et d'enfants. Pendant que ces derniers jouent de la musique ou batifolent dans la paille, des adultes cuisinent des plats végétariens pour les repas collectifs, ou suivent des ateliers de jardinage biologique ou de construction écologique, près de la ferme-école de Concoret, au festival agriculturel d'Aspaari.

Des écofestivals comme celui-là, où cultures et nature sont respectées, il en existe une multitude grandissante, en France et ailleurs. Certains sont dédiés aux énergies renouvelables, à l'habitat sain et aux éco-logis, comme les éco-festivals de l'association *Héol* ou celui du centre *CREEE* dans le Périgord. D'autres sont tous simplement musicaux, comme *Naturazik*, ou les *Rencontres Brel* (à Saint-Pierre-de-Chartreux), et leur organisation cherche aussi à être en harmonie avec la nature, pour qu'il n'y ait pas de fausses notes, proposant ainsi de la nourriture bio, un tri sélectif des déchets, et des toilettes sèches. Tous ont en commun une préoccupation : réussir à faire la fête sans gâcher la planète : un beau programme ! L'alliance n'est pourtant pas toujours facile.



Dominique Hausser

Festival Terre de couleurs à Sainte-Croix-Volvestre (Ariège).

Comment réduire les déchets sur place ?

En effet, dans un festival, il existe des normes (dans l'accueil, dans la gestion de la restauration…) qui rendent parfois plus difficiles les pratiques écologiques. Exemple : les verres utilisés pour les boissons ne peuvent pas être *en verre*, pour des raisons de sécurité. Tous les récipients doivent être en plastique ou en métal. L'idée est donc de proposer des gobelets en plastique épais, résistants, lavables et réutilisables à volonté, donc plus écologiques.

Au festival *Terre de couleurs* (en Ariège), par exemple, la buvette et l'espace restauration présentent des gobelets en couleurs, en plastique, consignés. Pour chaque boisson achetée, on verse un euro de plus par verre, en s'engageant ainsi à le rapporter à la fin, pour en être remboursé. L'aspect esthétique du joli récipient encourage même de nombreuses personnes à le garder, voire à les collectionner, en souvenir du festival !

Pour un festival, c'est avantageux, car le prix de la consigne est supérieur au coût réel du verre, ce qui lui permet d'arrondir un peu ses comptes, et lui garantit surtout de ne pas avoir de déchets de gobelets à gérer sur place pendant le festival, chaque personne gardant précieusement son verre.

Pour le public, c'est un agréable souvenir coloré du festival que l'on rapporte chez soi, et qui pourra ensuite resservir (pour un pique-nique, ou dans la salle de bain, pour se laver les dents par exemple). Pour les assiettes et les couverts, la même idée peut être mise en place, là encore avec des objets lavables, en plastique, voire en bois (plus rares, et plus difficiles à laver). A cette démarche de réduction des déchets à la source s'ajoute un tri sélectif sur place, que proposent certaines associations, pour aider l'organisation d'un festival.

Ainsi, l'association les *Connexions associatives* (située en Ardèche), grâce à ses connaissances dans le domaine, aide de nombreux festivals à trier en amont les déchets recyclables, à faire le choix de l'économie d'énergies, ou du papier recyclé… Elle fait par exemple en sorte que le jour J, à l'ouverture du festival, le site choisi soit pourvu de bacs ou de conteneurs de tris adaptés.

"Ces bacs ou conteneurs ne sont généralement pas à la portée directe du public. L'expérience nous montre que le tri, dans beaucoup d'endroits, n'est pas encore un geste mécanique pour les spectateurs et cela ne nous permet donc pas d'obtenir des bacs correctement triés répondants aux attentes des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Les Connexions *mettent donc à disposition directe du public des poubelles de tri sélectif de petites contenances équipées de panneaux signalétiques en relief. Nous assurons les renouvellements en sacs, ainsi que leurs transports et second tri, avant une mise en conteneurs définitive"* explique l'association sur son site internet. Tri sélectif du carton et du papier, tri du verre, et tri des corps creux (canettes et bouteilles en plastique, parfois amenées par le public lui-même sur place, en particulier l'été). Au final, après ces mises en place préalables et une fois la sélection des matières effectuées, les déchets festifs sont triés à plus de 99%.


Esteban

Festival agriculturel de Bretagne (Aspaari, ferme-école), été 2006.

Idées lumineuses pour faible consommation d'énergies

L'éclairage même des festivals, du fait de leurs activités intenses le soir et la nuit, doit être pensé de manière à ne pas gaspiller de ressources. Si tous les festivals ne peuvent pas encore s'équiper, par exemple, de panneaux photovoltaïques pour utiliser sur place de l'électricité issue des énergies renouvelables, en revanche rien ne les empêche de faire le choix d'une consommation réduite. Là encore, l'association les *Connexions associatives* leur propose une aide logistique pour mettre en place un plan "éco-électricité". Pour les Connexions, *"l'éco-électricité n'est pas un type d'énergie électrique propre, mais une gestion différente de l'installation électrique et du choix des équipements d'un site de festivités".* Ainsi, *"la configuration de l'éclairage est repensée, avec la réimplantation des points lumineux pour une meilleure répartition des zones d'éclairage. Le choix est porté sur différents matériels d'éclairage faible consommation, toujours adaptés au site ; un sodium haute pression 250 watts se substitue très bien à un quartz 1000 watts et consomme quatre fois moins d'énergie. Utilisation de tubes néons ou fluorescents, 2 x 58 watts, qui remplacent aisément un spot 500 watts, ou encore utilisation de lampes à économie d'énergie pour les points lumineux de proximité. Lancée à l'initiative des* Connexions, *l'éco-électricité fait ses preuves depuis maintenant un an sur les festivals de Payzac et a ravi de nombreuses autres associations. Grâce à cette gestion maîtrisée de l'énergie électrique nous sommes en mesure de laisser libre place à nos créations lumineuses".*

Les festivals consomment également beaucoup de papier, notamment pour leur communication, et donc beaucoup d'arbres sont abattus inutilement. Les *Connexions* les aident donc à utiliser, selon l'usage, du papier recyclé classique (un peu gris) ou davantage blanchi. *"Nous travaillons au développement de l'utilisation du papier recyclé dans le milieu festif et musical. Certains papiers, de part leurs utilisations ou leurs destinations, se doivent d'être le plus vierge possible. C'est tout à fait compréhensible mais ce n'est pas le cas de beaucoup des papiers que nous utilisons tous les jours dans nos associations".* En fonction des besoins exprimés par l'organisation des festivals, les *Connexions* regroupent les commandes et procèdent à des achats groupés de ramettes et enveloppes en papier recyclé, ou informent les associations sur les imprimeurs auprès desquels elles pourront avoir recours au papier recyclé.

Festivals cités

- Terres de couleurs, 09230 Sainte-Croix-Volvestre, tél : 05 61 66 34 62, www.terredecouleurs.asso.fr.
- Ecofestival Héol, association Héol, Route de Louisfert, 44520, Moisdon-la-rivière, tél : 02 40 07 63 68, www.heol.org.
- La Semaine de l'environnement à Rennes. Ar Vuez, campus de Beaulieu, 263, avenue Leclerc, 35042 Rennes, tél : 06 73 47 71 47, www.arvuez.org.
- Festival Sous la stabule, Contresens, 235, rue Vendôme, 69003 Lyon, tél : 04 78 72 92 01.
- Naturazik, Thierry Eon, parc de la Bretèche, bâtiment 0, 35760 Saint-Grégoire, tél : 06 82 91 52 63, www.naturazik.com.
- Festival agriculturel Aspaari, place de l'Eglise, 35330 Bovel, tél : 02 99 92 09 32.

Fournisseurs

- Les connexions associatives, 5 place Joliot-Curie, 07250 Le Pouzin, tél : 04 27 17 34 49, www.lesconnexions.org.
- Soliné, 89 rue Paul-Bert, 69003 Lyon, tél : 04 78 60 40 43, www.soline.net.

Fabricants et loueurs de toilettes sèches en France

- Les Gandousiers, le Village, 26310 Saint-Dizier-en-Diois, tél : 04 75 21 49 81.
- CLAJ, avenue de Provence, Centre commercial des Bahamas, 29200 Brest, tél : 02 98 03 03 29, www.claj.infini.fr.
- Justin Cagadou, Terr'Eau, 7 rue Traversière-du-Barry, 31290 Avignonet-Lauragais, tél : 05 67 70 81 86 (Pierre Besse).
- La Foire du trône, 44, rue du Cheval-Rouge, 37530 Poce-sur-Cissé, tél : 06 83 57 56 57.
- D'autres sur www.toiletteacompost.org.

Eau secours ! Comment mettre en place des toilettes sèches ?

Mais les déchets les plus importants lors d'un festival ne sont pas les plus visibles. En effet, comment sont gérées les toilettes ? Gaspille-t-on massivement de l'eau potable avec chasses d'eau qui polluent plusieurs litres d'eau à chaque fois qu'elle est tirée, plusieurs milliers de fois par jour ? Ou bien utilise-t-on des toilettes sèches ? En outre, le poids des déchets organiques, lors d'un festival, est colossal, aussi des solutions écologiques sont-elles à mettre en place y compris au p'tit coin.

A l'heure actuelle, un nombre croissant de festivals fait donc appel à des fabricants et loueurs de toilettes sèches ou "toilettes à compost". Les toilettes se présentent sous un aspect très proche des "toilettes à eau" classiques, mais sont généralement construits tout en bois, et la chasse d'eau est remplacée par un sceau de sciure de bois muni d'une petite pelle. Les cabines sont dressées à l'extérieur en plein air, munies d'un toit si besoin, ou alors elles se trouvent tout simplement aménagées dans une petite caravane, assez pratique pour l'organisation des festivals car mobile. Les festivals peuvent faire le choix de louer ces toilettes, ou de les acheter et d'investir dans la « caca-rente » (rires !).

A la sortie des toilettes, un bidon transparent, rempli d'eau (de préférence de l'eau de pluie récupérée), avec une planète dessinée dessus, vous permet de vous rincer les mains. L'aspect transparent du bidon est important : en voyant le bidon se vider, on a conscience du fait que c'est une ressource rare et précieuse de la planète que l'on utilise, et donc qu'il ne faut pas la gaspiller. La même personne qui se laverait les mains à un robinet classique (qui apparaît « sans limite d'épuisement ») consommerait, à n'en pas douter, beaucoup plus d'eau en moyenne pour se laver les mains !

Eco-logis en écofestivals

Depuis plus de dix ans, l'association Héol la maison autonome, basée en Loire-Atlantique, organise régulièrement un écofestival, tous les 2 ans, *"en alternance avec d'autres écofestivals qui rassemblent plusieurs milliers de personnes et plus de 100 exposants sur l'habitat écologique, les énergies renouvelables, le gestion de l'eau, les agricultures organiques, la santé, l'alimentation, l'éducation, etc… De plus en plus d'artisans respectent, dans leur travail, l'environnement naturel et humain. Les élus aussi s'interrogent. Les citoyens s'engagent personnellement dans de nombreuses associations ciblées"*.

L'écofestival permet ainsi un *"brassage social où l'on prend conscience que l'écologie n'est pas réservée à une minorité militante mais concerne chaque citoyen dans sa vie quotidienne. Les nouvelles technologies présentées (notamment lors du festival) sont une chance pour la planète. Notre vigilance et nos compétences sont les meilleurs garants d'un développement planétaire, adapté, maîtrisé et partagé. La fête, les musiciens, les spectacles, les animations (avec du cirque pour les enfants), les ateliers, les échanges multiples, contribuent à créer une ambiance où le « courant passe » en rechargeant nos espoirs de vivre autrement"*.

Comment s'y rendre en polluant moins ?

Une grande partie des festivals de plein air ont lieu dans une période de l'année plus ensoleillée, ce qui permet de s'installer sur des champs réservés pour l'occasion. Mais du coup, ces festivals étant situés en dehors des villes. Comment s'y rendre de façon écologique, sans voiture individuelle ? Plusieurs solutions écologiques et-ou collectives se proposent aux festivaliers.

• **Le vélo** : pour les personnes les plus motivées, et relativement bien équipées (avec rustines, pompes etc.), le vélo est la manière la plus écologique de bouger.

Pour en savoir plus

■ *Festivalternatif ! guide des festivals et rencontres alternatives de France*, 300 pages, 10 €, éditions le p'tit gavroche, 3, rue Sainte-Catherine, 69001 Lyon, septembre 2007. Un guide destiné au grand public pour découvrir plus de 500 écofestivals et rencontres alternatives en France, avec un kit pratique en introduction expliquant de A à Z comment organiser soi-même une manifestation de façon écologique, et avec un carnet d'adresses très fourni de structures aidant les festivals (alimentation végétarienne, location de toilettes sèches…), enrichi à la fin de l'index des festivals cités dans le guide et classés par départements de France, par thèmes (architecture écologique, agriculture bio, économies alternatives, vélo, voyages solidaires…) ou encore par noms.

■ *Un petit coin pour soulager la planète*, de Christophe Elain, éditions Goutte de sable, mars 2006, 288 pages, 10 €. Pour tout savoir sur les toilettes sèches : dans les fêtes, chez soi ou même dans son immeuble.

■ *Le guide des salons et manifestations de la bio et de l'environnement*, édition 2006-2007, éditions Alterrenatpresse, 360 pages, 23 €. Un guide surtout destiné aux professionnels qui cherchent des salons alternatifs où diffuser leurs marchandises, et qui veulent connaître les tarifs au mètre carré des stands pour exposants.



Esteban

Caravane de toilettes sèches du festival agriculturel de Bretagne (Aspaari, ferme-école), été 2006.

Seul-e, en famille ou en groupe, de nombreux modèles de vélos existent pour partir sur les chemins des festivals sans utiliser la moindre goutte de pétrole ou de biocarburant. Le seul frein existant à l'heure actuelle peut-être la distance à parcourir en vélo pour rejoindre le festival (si elle est supérieure à 30 ou 50 km, par exemple), et le nivellement du parcours (si le département est plat ou au contraire en reliefs voire montagneux).

• **Le train + vélo** : C'est la solution de rechange si la distance est trop longue (de 50 km et plus). En effet, dans toutes les régions de France, on peut prendre un train régional TER qui nous rapprochera autant que possible du lieu du festival. Presque tous les trains TER acceptent de prendre à leur bord les vélos, et cela gratuitement. On peut ainsi arriver à la gare la plus proche du lieu des festivités, et finir le voyage et les derniers kilomètres en vélo, seul-e ou à plusieurs.

• **Le bus** : Plus souple que le train, le bus peut se rendre dans des coins parfois moins bien desservis par les chemins de fer. On peut en savoir plus sur les transports collectifs existant sur place en contactant l'office de tourisme de la région dans laquelle se trouve le festival.

• **Le covoiturage** : Le festival *Terre de couleurs*, comme de nombreux festivals, a fait le choix notamment d'un partenariat intelligent avec un site internet de covoiturage (en l'occurrence www.123envoiture.com). Sur une page du site internet de cette structure faisant la promotion du covoiturage, une page est d'ailleurs tout simplement dédiée aux dizaines de festivals en lien avec le site (http://www.123envoiture.com/evenements-complets.php), afin d'y aller en covoiturage à plusieurs dans un véhicule collectif. La SNCF propose quant à elle, dans un certain nombre de gares des voitures à louer, pour finir la toute fin du trajet en petit véhicule. Cette solution souple peut dépanner certaines familles qui ont du mal à se déplacer, par exemple avec des enfants en bas âge, ou lorsque les bagages ou l'équipement transportés sont lourds. Elle permet notamment de limiter l'usage de la voiture aux seuls petits déplacements sur place, dans le département, et d'éviter son usage sur de très longues et pénibles distances de plusieurs centaines de kilomètres, du nord au sud de la France par exemple.



Dominique Hausser

Festival Terre de couleurs à Sainte-Croix-Volvestre (Ariège).

Quel prix public pratiquer ?

Les prix des entrées aux animations varient beaucoup, selon les festivals et en fonction de leur programmation. Certains pratiquent le “prix libre” (chaque personne donne ce qu'elle veut, comme à la *Semaine de l'Environnement*, à Rennes), ou indiquent un prix moyen (à partir de 5 € par personne/jour, et plus pour soutien). Certains font payer un prix doux aux enfants, d'autres leur accordent la gratuité totale jusqu'à un certain âge. L'idée est que le prix du billet soit un minimum souple et adapté en fonction des différents budgets du public, et qu'il ne soit pas un frein à l'envie de se rendre à un festival.

Quelle alimentation et restauration proposer au public du festival ?

Un festival écologique se doit aussi de proposer de la nourriture issue de l'agriculture biologique, ou au moins paysanne de la région, autant que possible. L'association lyonnaise *Contresens*, qui organise le *Festival Sous la stabule* chaque été, propose ainsi, lors de festivités, une restauration avec des plats issus de productions biologiques et paysannes de la région Rhône-Alpes (légumes et fruits régionaux et de saison, vins, bières artisanales locales…), là où elle se rend. Le restaurant végétarien et lyonnais *Solinè*, situé près de la Guillotière, à Lyon, propose, lui, des buffets frais, bio et exclusivement végétariens, pour des salons, festivals, réunions et événements particuliers, avec plateaux repas (et services entièrement biodégradables) et ce dans un rayon de 80 kilomètres autour de Lyon.

Avec le temps et la conscience écologique croissante, les alternatives se multiplient pour le bonheur des festivaliers et de la planète.

Esteban Montoya ■



Esteban

Répartition des tâches quotidiennes lors d'un festival dans un éco-lieu auto-géré.

Fêtes, foires, salons

(le signe ❇ indique que S!lence est présent)

■ **Vaucluse-Drôme : Forum social des Trois Rivières.** 31 août, 1er et 2 septembre, à 6 km de Vaison-la-Romaine, à la limite du Vaucluse et de la Drôme. Nombreux ateliers thématiques (voir détail dans le numéro d'été, page 48). Débats avec Miguel Benasayag, Pierre Carles, Dany Dietmann, Serge Latouche, Claude Llena, Michel Lulek... *Forum social des Trois Rivières, Champ, Jean-Claude Besson-Girard, Martine Auzou, 52, Grand'Rue, 84340 Malaucène, tél : 04 90 65 18 66.*

■ **Namur : 23e Valériane.** 31 août, 1er et 2 septembre à Namur-Expo. 300 exposants. Thème de l'année : l'eau, gestion durable et écologique. Une quarantaine de conférences. invités de l'année : les producteurs du Jura et les maraîchers bio de Wallonie. *Nature et Progrès, rue de Dave, 520, B 5100 Jambes, tél : 081 32 30 50.*

❇ **Isère : 11e foire de l'Albenc.** 1er et 2 septembre. Foire biologique et écologique, techniques alternatives, commerce équitable, pôle associatif, 200 exposants, conférences, café littéraire. Entrée libre. *Espace nature Isère, BP 1, 38470 L'Albenc, tél : 04 76 36 50 10.*

■ **Haute-Savoie : Salon Al'Terre nature.** 1er et 2 septembre à Héry-sur-Alby. Concert d'ouverture de Môrice Bénin, le 31 août à 20h30, à la salle des fêtes. Nombreux stands associatifs. Le samedi : vidéo "manger bio à la cantine" (11h30), vidéo "l'école qui fait aimer l'école" (14 h), conférence "polluants chimiques et OGM" (17h). Dimanche : conférence sur les pollutions électro-magnétiques (10h30), vidéo et débat "peuples indigènes, humanité et développement durable" (14h15), conférence sur les nanoparticules (16h30)... Entrée libre sauf concert. *Sens art'ifice, tél : 04 50 51 31 66 et Cyclamen, tél : 04 50 68 23 75.*

■ **Aveyron : 3e Envies et bien-être.** 2 septembre à Cransac-les-Thermes. Techniques naturelles, matériaux sains, thème de l'année : l'eau source de vie et de bien-être. *Comsol, 15-17, avenue Durand-de-Gros, 12000 Rodez, tél : 05 65 76 57 07.*

■ **Yonne : 14e marché bio de Vézelay.** 2 septembre, place Borot et alentours. Produits bio de Bourgogne. Table-ronde sur "biodiversité et agriculture biologique (16h). *SEDARB, 19, avenue Pierre-Larousse, BP 382, 89006 Auxerre cedex, tél : 03 86 72 92 20.*

■ **Drôme : 1er Tech & bio.** 7 et 8 septembre à Chantemerle-les-Blés. Premier salon technique national des professionnels de l'agriculture biologique. Ateliers, forums et démonstration sur le terrain : engrais vert, rotation des cultures, desherbage mécanique, compostage, conduite de verger en bio, circuits de commercialisation, biodiversité, huiles essentielles, etc. *Valcom, BP 1128; 9, rue Jean-Bertin, 26011 Valence cedex, tél : 04 75 78 10 08.*

■ **Pyrénées-Atlantique : 4e salon Bien-être.** 7 au 10 septembre au château Haltya à Ustaritz, thème de l'année : "Sans nature, plus de futur". Organizen, Théon, 17120 Cozes, tél : 05 46 90 11 52.

❇ **Côtes-d'Armor : 22e Biozone.** 8 et 9 septembre à Mûr-de-Bretagne. 250 exposants : alimentation, vins, hygiène, habits, habitat, énergies, artisanat, édition, agriculture, associations... Thème de l'année : Nourrir la planète ?". Conférences du samedi : alimentation, santé, développement durable et solidaire (14h30), pesticides, impacts sur la santé et l'environnement (14h30), les OGM (16h30), réglementation européenne et bio (16h30) ; conférences du dimanche : manger bio et local en restauration collective (11h), manger bio c'est pas du luxe (14h30), peut-on douter des effets positifs du commerce équitable (16h30), pour la libération de la semence et de l'humus (16h30). Fest noz le samedi soir. *APCB, 45, le Coudray, 22800 Saint-Brandan, tél : 02 96 32 11 14.*

❇ **Gard : 17e Terrabio.** 8 et 9 septembre à Collias. Une centaine d'exposants. *Nature et Progrès Gard, 23 bis, boulevard Sergent-Triaire, 30000 Nîmes, tél : 04 66 64 77 18.*

❇ **Haute-Saône : 4e Bio'jour au village.** 9 septembre à Villafans (au sud de Lure). Marché bio, habitat sain, énergies renouvelables, restauration, conférence d'Albert Jacquard. Entrée gratuite. *Association Le Village, c/o Christiane Zolger, 15, rue de l'Oratoire, 70110 Villafans, tél : 03 84 20 97 17.*

■ **Luxembourg : 19e foire écologique.** Du 14 au 16 septembre, à Luxexpo à Kirchberg. 160 exposants. *Mouvement écologique, 6, rue Vauban, 2663 Luxembourg, tél : 00352 43 90 301.*

■ **Alsace : BiObernai.** 14 au 16 septembre, 300 exposants, thème de l'année : l'eau, l'Alsace, la vie. *Alsace bio, 22, rue des Magasins, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 23 29 54.*

❇ **Loire-Atlantique : Nature en fête.** 14, 15 et 16 septembre, espace culturel Le Quatrain à Haute-Goulaine, 80 exposants, 30 conférences. *Humus 44, 8, allée Patis-Forestier, 44115 Haute-Goulaine, tél : 02 40 06 16 62.*



échange publicitaire

■ **Isère : 11e foire bio de Mens.** 15 et 16 septembre. Thème de l'année : "la bio dans le plat", conférences sur les OGM, manger bio autrement, le poisson, santé et environnement, le lait, les fruits et légumes dans les cosmétiques. Tables-rondes : manger bio n'est pas un luxe et devenir agriculteur bio aujourd'hui. Démonstration de cuisine, espace compost, exposition mycologique... *Terre vivante, domaine du Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.*

■ **Vosges : 23e fête de l'homme, la nature, l'environnement.** 15 et 16 septembre à la rotonde de Thaon-les-Vosges, à 9 km au nord d'Epinal, 160 exposants, 20 débats. Renseignements : *03 29 39 50 99.*

❇ **Creuse : 11e Colchique.** Dimanche 16 septembre, à l'étang de Courtille, à Guéret. Plus de 60 exposants : bio, artisans, associations, conférences, animations et entrée gratuites. *Association Colchique, La Size, 23320 Bussière-Danoise, tél : 05 55 81 65 13.*

■ **Hautes-alpes : 9e Génépi.** 22 et 23 septembre à Crots, près d'Embrun. Samedi 22 : promotion du vélo sous toutes ses formes. Dimanche 23 : marché bio avec 120 stands. Conférence : "pesticides, le piège se referme" (11h), "comment les riches pillent la planète" (18h). Concert, conte école, conférence-débat. *Association Génépi, mairie de Crots, 05200 Crots, tél : 04 92 43 13 05.*

■ **Bas-Rhin : 7e Inspir.** 22 et 23 septembre à Le Hohwald. Thème de l'année : libre de choisir d'aimer. Exposants et très nombreux ateliers et conférences avec notamment Isabelle Filliozat, Jean-Marc Governatori, Jean-Marie Pelt, Pierre Rabhi, Paule Salomon... *Science et conscience, 34, rue du Witterthalof, 67140 Le Hohwald, tél : 06 18 41 06 82.*

■ **Côte-d'Or : 25e foire écologique de Semur-en-Auxois,** 23 septembre au Centre Saint-Exupéry. Thème de l'année : l'habitat écologique. Produits bio, associations, éditeurs, développement personnel, conférences... *Auxois écologie, BP 27, 21140 Semur-en-Auxois, tél : 03 80 97 13 78.*

❇ **Tarn-et-Garonne : 14e foire bio de Montbéton.** 100 exposants, thème de l'année : l'éco-construction, animation musicale, entrée gratuite. *Echo-Synergie, 36 bis, rue Courbet, 82000 Montauban, www.foire-bio-montauban.com.*

■ **Paris : Vivez nature.** 27 septembre au 1er octobre, cité des sciences et de l'industrie, La Villette. *Naturally, 1, place Paul-Verlaine, 92100 Boulogne, tél : 03 86 78 19 20.*

■ **Loir-et-Cher : 8e salon des éco-consommateurs.** 29 et 30 septembre au parc de Beauvais, 23, route de Selles-sur-Cher à Romorantin. Ecoconstruction, énergies renouvelables, commerce équitable, produits bio, associations... *Sologne Nature Environnement, BP 136, 41200 Romorantin-Lanthenay, tél : 02 54 76 27 18.*

❇ **Tours : Salon Fougère.** 29 et 30 septembre au parc des expositions, hall B. Extraits des conférences et ateliers, le samedi : biocarburants, fausse bonne idée et vrai scandale (10h30), vélorution et déplacements écologiques (11h), les vaccinations en question (11h), construction saine (12h30), jeûner, l'autre façon de se nourrir (18h) ; le dimanche : additifs alimentaires, comment savoir ? (10h30), les élixirs floraux (12h30), l'habitat sain (13h30), les soins bio pour le potager (16h), sortir du nucléaire (17h), Greenpeace : quel combat pour la planète (18h)... *Salon Fougère, Hamarnils, BP 8, 77520 Donnemarie-Dontilly, tél : 01 64 01 66 77.*

■ **Haute-Garonne : 6e Alternalys.** 29 et 30 septembre à Fonstres. *ADPSL, Association pour un développement solidaire et durable en pays de Save et Longe, 20, impasse Bruno, 31470 Saint-Lys, tél : 05 61 91 63 16.*

❇ **Charente : 6e fête de l'écologie.** 29 et 30 septembre à Nanclars (30 km au nord d'Angoulême). Diversité des exposants, diversité des forums... *La Sauce verte, bâtiment Ronsard, appt. 11, Ma Campagne, 16000 Angoulême, tél : 05 45 65 24 60.*

❇ **Morbihan : 12e foire bio de Muzillac.** 29 et 30 septembre. *Terre en Vie, Le Panier bio, 1, rue du Couvent, 56190 Muzillac, tél : 06 26 10 15 49.*

■ **Bouches-du-Rhône : fête de l'environnement.** 30 septembre, au Loubatas, centre permanent d'initiation à la forêt provençale, à Peyrolles (entre Aix et Cadarache). Balades, art et nature, théâtre forum, cuisine solaire, jeux pédagogiques, spectacle dansant. Entrée libre. Dans le cadre de la semaine sans voiture, une calèche fera la navette à partir de Peyrolles ; possibilité de venir à pied ou en VTT par un sentier de découverte. *Le Loubatas, BP 16, 13860 Peyrolles-en-Provence, tél : 04 42 67 06 70.*

■ **Puy-de-Dôme : 7e Bio nature en Combrailles.** 30 septembre à Saint-Gervais-d'Auvergne. 50 exposants, thème de l'année : "l'eau source de vie". Film "le fil bleu" de Gwenaëlle Bron, conférence, contes, théâtre... *Bio Combrailles, place Raymond-Gauvin, 63390 Saint-Gervais-d'Auvergne, tél : 04 73 85 92 33.*

■ **Corrèze : 12e Doryphores.** 30 septembre, place de la Guierle, à Brive-la-Gaillarde. *Les doryphores, Chaumeil, 19120 Tudeils, tél : 05 55 91 52 28.*

❇ **Drôme / Alpes-de-Haute-Provence : 24e foire de Montfroc.** 6 et 7 octobre à Montfroc, entre Sisteron et Buis-les-Baronnies. L'une des foires les plus importantes en plein air et aussi l'une des plus conviviales. *Amis de la foire bio de Montfroc, Nadine Bonis, Le Coulet, 04200 Les Omergues, tél : 04 92 62 01 08.*



Alternatives

Espéranto

■ **Petit Spirou en espéranto.** Le premier tome du *Petit Spirou*, BD à succès de Tome et Janry, est désormais disponible en espéranto contre 11,50 € port compris auprès de *Espéranto Jeunes, 4 bis, rue de la Cerisaie, 75004 Paris, tél : 01 42 78 68 86*.



■ **Rions un peu !** A en croire nos dirigeants, la langue internationale existerait déjà et ce serait l'anglais. Lors des récentes élections présidentielles, *Le Monde* et *La Presse* (quotidien québécois) ont mené une enquête pour mesurer le degré de maîtrise de l'anglais par les différents candidats. Résultats : Dominique Voynet parle anglais et allemand. Seuls José Bové, Frédéric Nihous et Philippe de Villiers parlent également couramment l'anglais. Les autres ne peuvent donner une interview. Nicolas Sarkozy s'y est essayé devant des hommes d'affaires à New York, cela a été ridicule. Ségolène Royal le comprend, ainsi que l'allemand, mais passe par des interprètes pour s'exprimer. François Bayrou a aussi bien du mal. Pour les autres, c'est encore pire. Aucun ne parle l'espéranto et seul José Bové en avait inscrit son apprentissage dans l'enseignement scolaire dès le primaire.

■ **Toulouse : stages.** L'Association française des cheminots espérantistes organise du 3 au 7 septembre, un stage d'initiation et des stages d'approfondissement, ouverts à tous dans la limite des places disponibles. Renseignements *: AFCE, 9, rue du Château-Landon, 75475 Paris cedex 10, tél : 02 43 21 16 39*.

Parole de Terre

La pièce *Parole de Terre* mise en scène par la compagnie *Les enfants du Paradis*, à partir du livre de Pierre Rabhi est en tournée en France. Elle sera jouée le 18 septembre à Florac (Lozère), le 27 septembre à Privas (Ardèche)... *Compagnie les enfants du paradis, espace culturel du Bois Fleuri, place du 8-Mai-1945, 33310 Lormont, tél : 05 56 74 25 77.*

DANEMARK

Lieux alternatifs en péril

Le gouvernement de droite arrivé au pouvoir en 2001 ne supporte plus les lieux alternatifs. Après avoir mis fin, en mars 2007, à l'expérience d'*Ungdomshuset*, une maison de la culture alternative située en centre ville à Copenhague, dans un bâtiment squatté depuis de longues années, la police est entrée dans *Christiania* début mai pour y faire démolir une maison dont la construction a été jugée illégale... au regard d'une nouvelle convention que les habitants ont dû signer contre leur gré le 31 mars dernier. *Christiania* est un village alternatif mis en place dans une ancienne caserne en 1971 et qui au fil des municipalités avait plus ou moins réussi à légaliser sa situation. Cette "ville libre" où vivent quelques centaines de personnes est aujourd'hui menacée par les actions du gouvernement qui entend mettre fin au tourisme lié en partie aux drogues douces, un tourisme d'environ un million de personnes par an. La drogue a toujours été un des problèmes de la communauté : *Christiania* vivant sans police, en autogestion, les dealers y trouvent régulièrement refuge.

Pour des mutuelles de sans-tickets







Se déplacer est un besoin dont personne ne doit être privé. C'est pourquoi le RATP, Réseau pour l'abolition des transports payants, revendique depuis de nombreuses années la gratuité des transports pour toutes et tous. Mais au contraire, les transports deviennent des lieux de contrôle et d'encadrement des populations où seul le monde marchand a le droit à la parole. En Ile-de-France, la gratuité accordée aux seuls rmistes, grâce aux combats des collectifs de chômeurs et le RATP, n'est pas satisfaisant. D'une part, de nombreux précaires n'arrivent pas à entrer dans le cadre réservé à cette mesure. D'autre part, ces critères ne permettent pas de rompre avec la logique économique et ses contrôles. Pire, en 2001, la gauche plurielle au pouvoir a mis en place la Loi de sécurité quotidienne qui punit sévèrement les sans-ticket qui ont le malheur de se faire verbaliser plus de dix fois en un an. Pour assurer un mouvement de résistance dans la durée, il faut pouvoir faire face aux risques financiers que représente cette loi. Pour cela, comme cela s'est déjà fait dans d'autres pays, à Paris s'est mis en place une mutuelle de fraudeurs, sur un principe de mutualisation des amendes. Cette mutuelle se présente comme "un service public de la fraude" qui gèrerait les amendes des uns et des autres. Cette idée de mutuelle pour un service des transports gratuits doit pouvoir à terme élargir son champ d'action pour contester d'autres aspects payants de la vie publique. Cette mutuelle fonctionne à Paris sous forme d'une assemblée mensuelle où sont présentés les comptes : entrée des cotisations (7 euros par mois souhaité actuellement, mais modulable selon les ressources de chacun-e) et de l'autre les dépenses (remboursement des amendes). Cette mutuelle n'a pas vocation à devenir grande : au contraire, elle ne peut fonctionner qu'en confiance donc de manière relativement restreinte. Elle peut simplement renseigner d'autres collectifs qui voudraient procéder de même. La mutuelle n'a pas d'existence officielle, mais on peut la contacter en écrivant à : *RATP, 145, rue Amelot, 75011 Paris*.

Médias

■ **Réfractions** *c/o Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, refractions.plusloin.org*. Revue de réflexions libertaires, Réfractions propose un fort intéressant dossier dans son numéro du printemps 2007 *Ecologie, graines d'anarchismes.* Dans un article intitulé *L'anarchie par les plantes*, Pablo Servigne analyse comment à travers les initiatives du milieu écolo (Sel, Amap, paniers bio...), on peut retrouver des valeurs chères aux anarchistes et comment on peut ainsi faire le lien entre écologisme et anarchisme. Martial Lepic dans *le yaourt ou la yourte, transports et décroissance*, recadre un vieux débat sur la liberté de se déplacer, en montrant comment cette envie de mobilité profite aujourd'hui au système capitaliste — la vitesse étant l'unité de puissance — au détriment de l'environnement... alors que le nomadisme pourrait être la base d'une société écologique.

■ **Mortibus,** *5, place publique, 60420 Dompierre, tél : 03 44 51 35 88, http://moribus.free-nux.org.* Dans ce numéro 3, un pavé de 320 pages, la revue qui se définit comme "critiques du capitalisme incarné" s'attaque à la question de l'érotisme : le sexe est-il une marchandise comme les autres ? où est la "libération sexuelle" ? Cotée en bourse(s) ? Comment comprendre la répression contre la sexualité dans une société sexuellement agressive ? Comment penser une autre société sans prendre en compte l'éros, si central dans nos relations à l'autre ? Approche des théories de Reich, Freud... dans des textes sous des formes littéraires fort différentes mais souvent peu faciles d'accès.

■ **Le Sarkophage,** *Les Temps mauvais, 161 chemin de Champgravier, 69830 Saint-Georges-de-Reneins, administration@lesarkophage.com.* Premier numéro de cette nouvelle revue de lutte contre tous les sarkozysmes, avec l'engagement d'universitaires comme Paul Ariès ou d'éditeurs comme Parangon, dans la mouvance rouge et verte. 12 pages, 2 €, numéro 2 en kiosque le 15 septembre.

Magasins bios et respect des animaux

Le samedi 15 septembre 2007, l'association L214 organise une journée d'information destinée à mettre en avant les alternatives positives, sous l'angle du bien-être animal, offertes dans les magasins biologiques. Les magasins participants exposeront l'"éco-bilan animal" des différents produits distribués dans leur magasin : code **rouge** - viande provenant d'animaux issus de l'élevage intensif, cosmétiques testés sur animaux, foie gras, poissons de la pêche industrielle, œufs de poules en cage / **orange** : viande bio, poissons issus de la pêche sans filets dérivants... / **jaune :** produits végétariens, produits laitiers bio / **vert :** produits végétaliens, produits non testés sur animaux. Une trentaine de magasins ont déjà répondu positivement à cet appel. Les magasins participants s'engagent à ne pas vendre de foie gras comme premier geste symbolique de leur engagement aux côtés des animaux. *Stop Gavage - L214, mairie, place du Monument aux Morts, 83630 Bauduen, tél : 09 50 36 42 44 ou 06 17 42 96 84 ou 06 03 83 96 24.*



L'Europe va-t-elle tuer la bio ? (1)

Le 18 juin 2007, le Conseil européen a confirmé l'évolution de la notion qu'elle entend donner à l'appellation "agriculture biologique". Seraient ainsi tolérés la présence de 0,9 % d'OGM dans les produits, également la présence de 0,9 % d'OGM dans les produits vétérinaires et les additifs ; le recours à des produits chimiques quand une préparation naturelle équivalente n'existe pas et le maintien de l'interdiction de nombreuses préparations naturelles. Enfin, le contrôle de tout cela serait mis en place d'une manière que les associations de la bio estiment non transparente et surtout défavorables à la diversification des cultures et à la promotion de la distribution de proximité.

L'Europe va-t-elle tuer la bio ? (2)

La législation mise en place par l'Union européenne pour les aliments pour nourrisson impose l'ajout de vitamines artificielles, ce qui est en contradiction avec le cahier des charges de plusieurs marques comme celle de l'anthroposophie (Demeter). Une pétition a été lancée au niveau européen pour demander de supprimer cette obligation. *Mouvement de culture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 24 36 41.*

Faire son vin ou sa bière

Savoir faire et découverte propose quatre stages : fabriquer sa bière à l'anglaise (1er septembre à Traban, Allier), produire sa bière artisanale (9 septembre à Merville, Jura), le vin bio (22 et 29 septembre à Vauvert, ard), faire son vin bio (2, 4, 6, 9, 11 ou 13 octobre à Bourgueil, Indre-et-Loire). Renseignements : *Savoir faire et découverte, la Caillère, 61100 La Carneille, tél : 0 820 820 186 ou www.lesavoirfaire.fr.*

AUBE

Nature et Paysans

Dix producteurs biologiques de l'Aube se sont associés pour racheter une ancienne boulangerie et la transformer en magasin-boulangerie. On peut y trouver du pain, des fruits et légumes de saison, des jus de fruits, des lentilles, des huiles... Les consomm'acteurs peuvent devenir associés en investissant 100 € qui permettent ensuite de ne payer que 85 % du prix jusqu'à recouvrement de la somme investie. *Nature et Paysans, 34, Grande rue, 10290 Villadin, tél : 06 60 80 03 02 ou 03 25 24 93 32.*

LOT-ET-GARONNE

Grêle dévastatrice

Le 19 juin, un orage de grêle particulièrement violent a totalement détruit le domaine en biodynamie d'Etienne et Marie Fumery. Les vergers ont été dévastés à 100 % et cela prive de revenu la ferme pendant au moins un an. Un appel à solidarité a été lancé pour passer ce cap. Il faut réunir 30 000 €. Vous pouvez envoyer un don à : *Etienne et Marie Fumery, ferme biodynamique du Béqui, 47140 Penne-d'Agenais.*

ALPES-MARITIMES

Achat collectif de terres

Stéphane Maillard, producteur de viande biologique, fait pâturer ses bêtes sur des terres en location qui sont aujourd'hui menacées par la pression immobilière dans le département. Avec les cinq AMAP qu'il fournit et les 300 familles adhérentes, il a lancé le projet d'acheter ces terres sous forme collective pour se mettre à l'abri de la pression financière. On peut en savoir plus auprès d'*Alliance Provence paysans écologistes consommateurs, 17, rue Daniel-Melchior, 83000 Toulon, tél : 04 94 98 80 00, www.allianceprovence.org, n.dubus@laposte.net.*

SAVOIE


DR
La ferme des Baraques

La ferme des Baraques

La ferme des Baraques est une structure en bio et biodynamie qui dispose d'un corps de ferme construit en bois cordé et d'une vingtaine d'hectares pour une production la plus diversifiée possible avec, comme priorités, la recherche d'autonomie et la vente en direct. Elle vend sur place du pain bio de blé, du fromage de vache, des yaourts. De plus, elle dispose d'un lieu d'accueil qui permet la venue de classes vertes pendant l'année et de groupes pendant les vacances. *Ferme des Baraques, 441, chemin des Baraques, 73190 Challes-les-Eaux, tél : 04 79 72 91 00.*

La bio peut nourrir la planète

Lors de son dernier congrès, en mai 2007, la FAO, Organisation des Nations-Unies pour la nourriture et l'agriculture, a rendu public un rapport montrant que l'agriculture biologique pouvait être généralisée au niveau de la planète et que cela suffirait à nourrir tout le monde. La FAO estime que le choix de l'agriculture biologique aurait de nombreux autres avantages environnementaux et sociaux : préservation de la biodiversité, réduction des pollutions chimiques, maintien de la petite paysannerie, protection des forêts, lutte contre l'érosion des sols, diminution des émissions de gaz à effet de serre, amélioration de la santé des consommateurs, économie de l'eau, diminution de la longueur des circuits de commercialisation et par là, amélioration de la sécurité alimentaire...



SAÔNE-ET-LOIRE

Désobéissances et voix rebelles

La quatrième fête altermondialiste mâconnaise se déroulera le dimanche 23 septembre à la Roche-Vineuse sur le thème "désobéissance et voix rebelles". *Attac-Mâcon, 63, rue de Strasbourg, 71000 Mâcon, tél : 06 73 21 32 86.*

LILLE

Logiciels libres

Cliss XXI, Linux62, Campux et le café citoyen de Lille se sont associés pour animer un atelier de présentation des logiciels libres pendant la braderie de Lille, les 1er et 2 septembre. La promotion d'une culture libre sera au centre des débats. Rendez-vous dès samedi 1er septembre, au *Café Citoyen, 7, place du Vieux-Marché-aux-Chevaux, 59000 Lille (M° République), tél : 03 20 13 15 73.*

Tour des jardins communautaires

L'AJONC, Amis des jardins ouverts et néanmoins clôturés, propose le dimanche 23 septembre une découverte à vélo des îlôts de verdure en ville mis en valeur par les habitants de Fives, Hellemmes, Moulins, Wazemmes, Lezennes, et Villeneuve-d'Ascq. Rendez-vous à 14h30 au Ch'ti Vélo, avenue Willy-Brandt, possibilité de location de vélo sur place. *AJONC, 13, rue Montaigne, 59000 Lille, tél : 03 28 55 03 30.*

Forum régional des outils pédagogiques

La MRES (Maison régionale de l'environnement et de la solidarité), le CRDTM (Centre régional de documentation tiers-monde) et le réseau Graine organisent le mardi 2 octobre à la salle du Gymnase, à Lille, le septième forum des outils pédagogiques liés à l'environnement et aux solidarités : jeux, expositions, animations, documentation… *Jean-François Gonet, MRES, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, jf.gonet@mres-asso.fr.*

LOT

Une marche pour le droit à la terre

Principalement du fait des prix du foncier, il est de plus en plus difficile pour un jeune de s'installer en agriculture… et rien n'est fait pour favoriser cela, la politique agricole encourageant plutôt la concentration des fermes que leur transmission. A l'automne 2006, une première marche pour le droit à la terre s'est tenue en Bretagne. A la suite de celle-ci, des personnes en recherche de terres dans le Lot ont mis en place un collectif pour le droit à la terre. Celui-ci organise une marche de Figeac à Cahors, du 18 au 26 septembre, avec un troupeau de brebis, une roulotte et tous ceux et celles qui voudront soutenir l'initiative. Itinéraire : départ de Figeac, le mardi 18 à 9 h, arrivée le soir à Corn (14km), mercredi 19 : Corn-Brengues (11km), jeudi 20 : Brengues-Sauliac-sur-Célé (19 km), vendredi 21 : Sauliac-Bouziès (19km). Samedi 22 : journée de débat sur le thème de l'installation agricole avec, le soir, un repas de soutien (8 €), un concert festif, une exposition : les bénéfices de la journée seront reversés à Janadeh, la marche des sans-terre en Inde. Dimanche : repos. Lundi 24 : Bouziès-Vers (16 km), mardi 25 : Vers-Bégoux (10km), mercredi 26 : Bégoux, Cahors (4km). Le maximum de personnes est souhaité pour cette dernière courte étape. Renseignements : *Collectif pour le droit à la terre, Alexis Esteulle, Tutau, 46100 Corn, tél : 05 65 34 08 45 (Alex), 06 85 18 84 43 (Adeline).*

PARIS

Lycée autogéré

Du 22 au 24 juin 2007, le lycée autogéré de Paris (LAP) a fêté ses 25 ans d'existence. C'est l'un des quatre établissements expérimentaux (avec le lycée maritime d'Oléron, en Charente-Maritime, le collège-lycée d'Hérouville-Saint-Clair, près de Rouen, et le lycée expérimental de Saint-Nazaire en Loire-Atlantique) ouverts par Alain Savary, ministre de l'éducation, en 1982.

En septembre 1982, lors de la première rentrée, il s'agissait, pour le groupe d'enseignants et d'élèves rassemblés autour de Jean Lévi, de mettre en œuvre, à l'échelle d'un établissement, un projet inspiré de l'école autogérée de Marly et du lycée expérimental d'Oslo (Norvège).

La réflexion des enseignants a été nourrie de la lecture des praticiens et des théoriciens de l'éducation nouvelle : Piaget, Dewey, Neil et Freinet, et de la pédagogie institutionnelle, ainsi que de la participation à divers mouvements pédagogiques.

C'est un lycée non sectorisé, gratuit, laïc et public. Il se veut démocratique, avec la participation de tous aux actions et aux décisions qui se rapportent à la vie de l'établissement. Elèves et professeurs participent à la gestion collective. Le lycée a choisi de n'avoir ni personnel de gestion, ni personnel de direction : toutes ces tâches sont à la charge des membres du lycée.

La gestion se fait principalement à travers quatre instances : l'assemblée générale, le groupe de base, la réunion générale de gestion et les commissions. Outre leur fonction gestionnaire et politique, ces instances ont une vocation éducative : elles exigent des élèves réflexion, responsabilité, esprit d'initiative. Tous les membres du lycée sont volontaires pour y travailler, que ce soient les professeurs ou les élèves.

■ Lycée autogéré de Paris, 393, rue de Vaugirard, 75015 Paris, tél : 01 42 50 39 46 ou 47.







photos : P-E Weck

LOZÈRE

La Picharlerie détruite

Le 11 juillet 2007, la Picharlerie, sur la commune de Moissac-Vallée-Française, a été expulsée et totalement rasée. Ce hameau, perché dans les montagnes cévenoles de Lozère, était occupé depuis le printemps 2002 et ses habitants avaient commencé à en restaurer les ruines. Le propriétaire, pasteur, s'est fait aider par les forces de l'ordre pour débarquer avec les bulldozers. Le site qui avait su résister aux nazis a cette fois été totalement détruit. Durant tout l'été des rassemblements de soutien se sont tenus à Sainte-Croix-Vallée-Française. Les squatters qui avaient anticipé la procédure n'étaient plus sur place au moment de l'assaut, ayant déménagé dès la fin juin. Pour la suite : *www.lapicharlerie.internetdown.org.*



MAINE-ET-LOIRE

Entr'actes

Entr'actes est un café associatif qui a vu le jour au début de l'année à Montreuil-Bellay, avec cave et bar à vins bio, petite restauration et qui propose débats, conférences, expositions, presse alternative dans tous les domaines proches de l'écologie. *Entr'actes, 8, place du Marché, 49260 Montreuil-Bellay, tél : 02 41 53 76 07 ou 06 12 75 48 02 (Nicole).*


DR

NORD

Roule ta plume

L'association *Roule ta plume* est née en 2006 à Roubaix. Elle réunit des personnes de plumes, fortes d'expériences associatives et de savoir-faire en journalisme, qui souhaitent intervenir auprès d'associations pour valoriser leur potentiel de communication en proposant des interventions sur mesure : rédactions, interviews, reportages, réalisation de textes et images… mais aussi aide à la mise en œuvre de publications. *Roule ta plume* propose aussi d'analyser des projets de campagne pour voir comment communiquer avec les médias classiques sans perdre son âme. *Roule ta plume, 31, boulevard de Beaurepaire, 59100 Roubaix, tél : 06 63 47 80 45, Arnaud Jacquart.*

ARIÈGE

En route

Rien de plus difficile que d'éviter la voiture dans une région montagneuse où le vélo relève du sport et non du plaisir. Alors, quitte à utiliser la voiture, autant en limiter les usages en cherchant à regrouper les personnes. L'association *En route* s'est mise en place au début de l'année pour favoriser la mise en réseau : *En route, 25, rue Delcassé, 09000 Foix, tél : 08 79 66 24 73, www.enroute09.org.*

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

L'Ecoloco

L'écoloco est un café associatif situé à Forcalquier, un espace convivial, de détente, de partage, d'informations et de consom'actions, ouvert du mercredi au samedi. Une soirée discussion est organisée tous les mardis à 19h30. *Ecoloco* est aussi un relais pour les producteurs locaux partenaires, on y trouve des produits biologiques, des produits d'Artisans du monde, des expositions-ventes d'artistes locaux, de produits solidaires. *Ecoloco, Terre Solidaire, rue René-Cassin, 04300 Forcalquier, tél : 04 92 75 81 13.*

Projet de jardins d'enfants

Un projet de jardins d'enfants pour les 3 à 7 ans, selon la pédagogie Steiner, est à l'étude pour la rentrée scolaire de 2008 à proximité de Dignes. La pédagogie Steiner est fondée sur les idées que liberté de l'homme, amour, confiance et enthousiasme sont plus importantes qu'ambition, crainte et compétition. Elle vise à favoriser la créativité individuelle de l'enfant, à lui offrir les conditions de l'exercice concret du respect d'autrui, à développer ses capacités intellectuelles, manuelles, artistiques, à l'ouvrir à son environnement naturel et au monde, à le conduire progressivement vers l'autonomie. Si ce projet vous intéresse : *Jardin d'enfants, Bénédicte Hossenlopp, Tarelle, 04510 Mirabeau, tél : 04 92 32 51 28.*

AVEYRON

Le Cun du Larzac fait peau neuve

Autoconstruit dans l'urgence pendant la lutte contre l'extension du camp militaire, entre 1977 et 1979, le Cun du Larzac n'est plus aujourd'hui aux normes pour accueillir du public. Après la saison d'été 2006, la structure d'accueil, *L'Eolienne*, décidait de cesser ses activités. La SCI, société civile immobilière, s'interrogeait alors sur l'avenir du site quand une association est venue présenter un nouveau projet. Celle-ci, *Champs du monde*, réunit des personnes venues de la maison d'édition *Grain de Sable* en Mayenne et d'autres personnes qui souhaitent rénover le lieu et le transformer en site de démonstration pour les technologies écologiques : habitat sain, énergies renouvelables et accueil de groupes. Le site va être fermé pendant deux ans, le temps de mener de nombreux chantiers avec la participation de volontaires : construction d'une nouvelle salle de restauration, aménagement de bureaux dans les anciens locaux, mise en place de plusieurs éco-sites indépendants autour des bâtiments existants, raccordement au réseau et mises en place de photopiles et d'éoliennes pour contribuer à un service public de l'énergie… Le Cun — où *Silence* avait organisé ses vingt ans — devrait donc réouvrir pour l'été 2009 et fêter ainsi ses trente ans. Pour aider aux chantiers : *Champs du monde, Cun du Larzac, 12100 Millau, tél : 05 65 61 38 57.*


DR

MARSEILLE

Le Ravi

Le Ravi, mensuel satyrique de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, vous invite à fêter la sortie de son numéro de septembre, le jeudi 6 septembre à partir de 18h30 au Rackam-le-Rouge, 39, rue de la Paix, 13001 Marseille. *Le Ravi, 11, boulevard National, 13001 Marseille.*

ISÈRE

Festiforum

La deuxième édition du Festiforum se tiendra les 5, 6 et 7 octobre à Saint-Antoine-l'Abbaye. Le vendredi 5, à 19h, débat sur "une fédération des consciences" avec Pierre Rabhi, Philippe Derruder, Jean-Marc Governatory. Samedi 6 et dimanche 7 octobre, ateliers divers : éco-hameaux, écosites, habitats groupés, économie locale sociale et solidaire, écologie et solidarités, synergie entre actions, bioconstruction, écologie pratique… Chaque soir, concerts, bal, théâtre. Villages de la paix avec stands et interventions artistiques. *Association Les Clés, tél : 04 76 64 94 90, www.festiforum.org.*

DORDOGNE

Ecocentre du Périgord

L'écocentre du Périgord propose du 10 au 14 septembre : la chaux dans tous ses états ; le 15 septembre : le bois énergie, le poêle à inertie ; du 17 au 21 septembre, la charpente traditionnelle ; les 24 et 25 septembre, structures de bois tressé : palissade, mur, cabane. Chaque samedi, une visite commentée de l'écocentre avec conférence est organisée de 10 h à 17 h avec repas tiré du sac. Renseignements : *Association Pégase, Froidefon, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél : 05 53 52 59 50.*

La laine dans l'habitat

Une rencontre européenne sur ce thème se tiendra du 28 au 30 septembre à l'écocentre du Périgord, en Dordogne. Au programme : la filière ovine en Europe, les métiers de la laine, les expériences techniques, réglementaires, certification... les normes pour l'utilisation dans l'habitat, les données sur les allergies, les acariens, l'effet épurateur de la laine, les usages de la laine respectueux de l'environnement, les conditions sociales de production, démonstration de fabrication et stands de vente. Inscription : *L'Atelier, Filature de Chantemerle, 05330 Saint-Chaffrey, tél : 04 92 25 71 88.*



PARIS

L'EcoZac va voir le jour !

Au printemps 2006, la mairie du 13e lance un appel d'offre en vue d'aménager autour de la place de Rungis une ZAC (zone d'aménagement concerté) de trois hectares. Les élus Verts de l'arrondissement obtiennent dans un premier temps l'obligation d'une démarche HQE dans l'appel d'offres. Une proposition jugée insuffisante par de nombreux habitants qui se constituent en association pour demander de réaliser un vrai projet écologique. Commence alors une longue bataille d'influence. L'association EcoZac voit le jour, qui organise notamment des voyages pour les élus dans des quartiers écologiques à l'étranger. Les élus en reviennent convaincus. Le 29 mars dernier, lors d'une réunion de concertation, la mairie présente son projet : l'essentiel des points demandés par l'association EcoZac a été pris en compte. Paris devrait voir s'ouvrir prochainement son premier quartier écologique. Les bâtiments consommeront moins de 50 kWh/m2/an soit moins que la moitié des normes actuelles. Les bâtiments intégreront du solaire thermique, du solaire photovoltaïque et des systèmes de récupération de l'eau de pluie pour alimenter les jardins et éventuellement les chasses d'eau des logements et bureaux. Un forage géothermique est en cours. Il alimentera les bâtiments avec une eau peu chaude (environ 15°C) qui permettra de les préchauffer en hiver et de les refroidir (notamment les bureaux) en été.
En matière de transports, le projet a fait au cours des derniers mois de grands progrès. La priorité est désormais donnée aux transports doux. La ZAC sera une zone apaisée, essentiellement réservée aux piétons et cyclistes. Les parkings en sous-sol seront limités et un espace y sera réservé pour un parc d'une quinzaine de voitures partagées. *Amis de l'EcoZac, Maison des associations du 13e, 11, rue Caillaux, 75013 Paris, tél : 01 45 81 15 22.0*

SUISSE

Habitat coopératif

La législation suisse favorise la construction d'immeubles sous forme coopérative sur des terrains loués par l'Etat à un prix très bon marché. C'est un moyen pour la Confédération de soutenir le logement social. Rien qu'à Genève, plus de 2000 logements ont été construits ainsi depuis les années 1940. La structure coopérative garantit que l'activité n'est pas lucrative et permet d'assurer les prix les plus bas. Pour les revenus modestes, l'Etat a mis en place des allocations logements et des prêts à faible taux qui permettent de prendre des parts sociales au sein de la coopérative et donc de devenir coopérateur (c'est-à-dire ici copropriétaire). Cette législation permet aujourd'hui de mettre en place des coopératives qui incluent dans leur projet la dimension écologique.
A Confignon, près de Genève, un immeuble de 19 logements a vu le jour en 2004-2005. L'immeuble comprend outre les logements privatifs, une salle commune, une terrasse collective, une salle de musique, un atelier de bricolage, une buanderie et un four à pain. La salle commune accueille à midi une cantine pour les enfants, en soirée, elle est ouverte à des activités du quartier. L'eau chaude du chauffage provient des rejets d'une usine d'incinération voisine et l'électricité est en partie fournie par des panneaux solaires placés sur le toit (330 m^2). La question sociale n'a pas été oubliée : un appartement de huit pièces est géré par une association qui y accueille des personnes âgées valides souffrant de solitude. Les autres appartements se partagent en F5 et F6 pour des familles, et des F2, F3 pour de jeunes couples. Dans les sous-sols, une place de parking est réservée à la coopérative d'auto-partage *Mobility*. Pour en savoir plus : *www.monpetitcoin.com/inti.*


DR


DR


DR

L''immeuble coopératif de Confignon.

François Partant, une vie, une œuvre

En septembre à Paris se tiendra une journée consacrée à l'œuvre de François Partant, disparu il y a vingt ans.



François Partant

C'est au départ son itinéraire professionnel qui a amené François Partant, économiste de formation et cadre de haut niveau dans le secteur bancaire, à prendre ce pseudonyme. Comme il le disait lui-même, tant qu'il était à Paris, chez Paribas, il ne se posait pas beaucoup de questions. Mais, au cours des années soixante, il accepte de partir comme directeur d'agence à Téhéran, en Iran, sous le régime du Shah. Et là, il commence à se poser de sérieuses questions sur les pratiques bancaires qu'il a pour mission d'effectuer. Sur ces entrefaites, rencontrant la "tête pensante" de l'opposition au Shah, il finit par prêter régulièrement sa maison comme lieu de rencontre des différents partis d'opposition au régime.

Après quelques années — et un infarctus — il retourne à Paris puis rentre dans une banque du secteur public, qui l'envoie diriger une société d'investissement à Madagascar durant quatre ans. Il travaille au "développement" de l'île, activité qu'il jugera sévèrement plus tard, disant : "*J'y fis énormément de conneries*". Il revient en France peu avant les événements de mai 1968, qui lui firent, dit-il, "un grand bien".

C'est durant cette période qu'il prend la décision d'arrêter tout travail salarié, et qu'il se met à écrire des livres, aujourd'hui totalement introuvables, et pour cause : c'est lui-même qui les a fait mettre au pilon, estimant *a posteriori* qu'ils n'étaient pas satisfaisants.

C'est au Sud-Yemen, à Aden, que Partant expérimente sa première intervention non professionnelle en 1969. Le scénario qui deviendra classique se produit : devant l'incompréhension des autorités, il élabore son projet, constamment retravaillé depuis, de *Centrale Economique*.

En 1971, Partant est contacté par le gouvernement de la République populaire du Congo, afin d'étudier le financement du Plan de développement de ce pays. Rendu méfiant par ses précédentes expériences, il s'y rend d'abord en touriste, histoire de voir de quoi il retourne. Il est consterné, selon ses propres termes, par ce qu'il découvre là-bas. Il rédige alors une notice critiquant les fondements du Plan, notice destinée au ministre concerné qui, sur le point d'être convaincu, fut emprisonné suite à des règlements de comptes internes au parti marxiste alors au pouvoir. Cette notice, considérablement augmentée, constituera la base de son livre *La guérilla économique*, paru en 1976.

Partant reprend la route, faisant "un détour" par Madagascar pour voir des amis. Ce détour durera en fait trois ans, car il arrive à Tananarive à la veille du "mai malgache" de 1972. Partant se mouille dans les événements révolutionnaires qui se déroulent à ce moment dans ce pays qu'il considère un peu comme le sien. Il fait circuler l'étude qu'il a rapportée du Congo jusque dans les ministères, il analyse la situation dans de nombreux papiers pour la presse malgache ou pour *le Monde Diplomatique*, sous plusieurs pseudonymes. La situation revenant à l'ordre ancien, et ayant reçu des menaces de mort, Partant rentre en France après un bref séjour en Tanzanie.

Des livres et des films

En 1975 et 1976, il participe au scénario et au tournage de sept reportages de la série "Au nom du Progrès", réalisée par Gordian Troëller et Marie-Claude Deffarge.

Partant se consacre ensuite à l'écriture d'articles et de livres, collaborant occasionnellement à bon nombre de revues. Il publie, en 1978, *Que la crise s'aggrave*, livre au titre provocateur mais au contenu théorique très élaboré, qui s'emploie à bousculer les tabous. Cet ouvrage, comme le précédent, se vend mal. Partant cherche alors une autre façon de faire passer ses idées. Cela donne *Le pédalo ivre*, paru en 1980, bouquin curieux et stimulant qui raconte la découverte de la société idéale au milieu du lac de Genève, mélange de roman philosophique à la Voltaire et d'utopie libertaire, de traité théorique et... de joyeuse gaudriole.

Deux ans après, en 1982, paraît son livre le plus connu, *La fin du développement*, où, après avoir longuement enterré le développement, il cherche à théoriser ce qui pourrait être une alternative au vieux monde finissant.

Durant cette période, et jusqu'à la fin de sa vie, Partant collabore régulièrement au bulletin de l'association *Champs du Monde*, animé notamment par François de Ravignan.

Au cours de ses dernières années, Partant travaillait sur un nouvel ouvrage, resté inachevé. Mis en forme par un groupe d'amis, ce manuscrit est paru en octobre 1988 sous le titre de *La Ligne d'horizon*. Loin de n'être qu'un complément à *La fin du développement*, ce texte analyse l'idéologie du progrès, traite de la crise comme d'un blocage du système, et de l'agriculture comme, peut-être, l'espoir d'une reconstruction ; et aussi des aventures d'un milliardaire idéaliste...

Un dernier livre, *Cette crise qui n'en est pas une*, est paru en 1993. Il s'agit d'un recueil d'articles introuvables ou inédits, écrits entre 1977 et 1987, et qui révèlent sans doute quelques facettes méconnues de sa plume.

Un œuvre originale

J'ai découvert François Partant en 1983, en lisant son livre *La fin du développement* un peu par hasard. Et cette lecture m'a fait l'effet d'une révélation : des idées auxquelles je croyais plus ou moins confusément, sans bien savoir comment les exprimer, prenaient clairement forme ; toute une série de concepts sur le tiers-monde et les rapports Nord-Sud s'articulaient au fur et à mesure de la lecture et le tout prenait du sens, notamment autour

de la notion de développement. J'ai ensuite voulu rencontrer l'auteur pour réaliser une interview, qui est ensuite parue dans une revue (non, ce n'était pas *Silence*, qui existait tout juste à l'époque, mais la revue *Terminal 19/84*). L'auteur ressemblait à ses livres : dense et complexe. Malgré sa santé déjà très dégradée à l'époque (sans souffle, il avait beaucoup de mal à se déplacer), il recevait beaucoup de gens venus discuter avec lui, et les entretiens étaient très riches, notamment parce qu'il défendait des idées peu communes à l'époque.

En voici quelques exemples, que j'emprunte à François de Ravignan (1) :

Lorsque parut «Que la crise s'aggrave», un titre aussi provocateur ne pouvait que déplaire à beaucoup. François Partant s'engageait là dans une voie catastrophiste que beaucoup lui ont reprochée ; à savoir que les difficultés connues actuellement par l'Occident, notamment le chômage, ne peuvent pas trouver de solution dans le cadre d'un système économique qu'on ne veut ni ne peut changer. La crise doit alors dissiper les espoirs chimériques entretenus par les pouvoirs politiques, selon lesquels l'enrichissement devrait résoudre les problèmes de société, alors que ceux-ci sont précisément générés par l'évolution du système lui-même. Dans ses derniers ouvrages, François Partant va plus loin, en se livrant à une critique radicale de la notion de développement, acceptée comme objectif par nos sociétés et proposés au tiers-monde.

A la source de la pensée de François Partant — ce qui la rend d'ailleurs de plus en plus actuelle — il y a un refus absolu de l'exclusion sociale et une intolérance radicale à l'égard de tout ce qui peut la provoquer. Cette exclusion, François Partant l'avait rencontrée dans les pays du tiers-monde où il avait travaillé, avec un degré de généralisation tel, qu'à moins d'inconscience ou de malhonnêteté intellectuelle, on ne pouvait l'expliquer par des considérations sur le tempérament des gens ou les «retards culturels» des sociétés. Les causes de cette situation s'enracinent, au contraire, dans l'histoire économique et politique des cent dernières années, en somme l'histoire de la colonisation.

Mais, pour François Partant, ce n'est pas tant l'exploitation des matières premières en tant que telles, ou celle du travail dans l'échange inégal, qui appauvrit le tiers-monde, que la privation même de travail. Celle-ci résulte d'une part, du fait que l'Occident s'est réservé le travail productif (fabrication de machines, transports, assurances, financement), d'autre part l'introduction de méthodes industrielles hautement productives dans ces pays. Dans cette optique, le tiers-monde souffre plus de ce que nous lui apportons que de ce que nous lui prenons. L'expression première de cette souffrance est la croissance du chômage, urbain bien sûr, mais aussi du chômage caché des campagnes, condamnées à pratiquer une agriculture résiduelle face à la faible demande des villes, satisfaite d'ailleurs par les importations à bon marché des pays du Nord. Des richesses créées, il ne reste sur place qu'une faible partie, une valeur résiduelle, une fois payés les amortissements et les salaires des expatriés, qui les uns comme les autres, retournent au Nord.

Le tiers-monde souffre plus de ce que nous lui apportons que de ce que nous lui prenons

A partir de l'expérience riche d'invention sociale, mais éphémère, du printemps malgache (mai 1972), François Partant a très tôt imaginé que les exclus du système pourraient s'organiser entre eux pour produire ce qui leur serait nécessaire et échanger, toujours entre eux, selon des règles convenues d'un commun accord. Il était très attentif à toutes les expériences alternatives qui pourraient éclore çà et là, des marginaux berlinois à divers pays du tiers-monde, en passant par les régions rurales françaises. Il se passionnait pour les informations qui lui provenaient d'Andalousie, où l'intégration économique de l'agriculture dans le Marché commun européen, mettait au chômage des milliers d'ouvriers agricoles, mais où des groupes s'organisent dans une perspective de survie aussi autonome que possible.

François Partant était cependant très critique sur les alternatives et les rejetait catégoriquement si elles lui paraissaient revenir tôt ou tard à une quelconque forme d'intégration au «système». Sans doute faudra-t-il encore du temps pour qu'à travers de telles activités, les coordinations qu'elles se donneront et les organismes d'initiatives qui en naîtront, s'incarnent les intuitions et les idées de celui qui, bien que cloué dans ses dernières années à sa table de travail, voulait passionnément voir naître l'alternative sur laquelle il méditait. Mais cette longue marche aboutira-t-elle avant que les forces de destruction, aujourd'hui en œuvre, n'aient creusé des fractures irrémédiables ?

C'est bien toute la question à laquelle nous sommes confrontés, et qui se pose avec une acuité encore plus grande aujourd'hui.

Jean-Marc Luquet ■

(1) "Actualité de la pensée de François Partant", François de Ravignan, ttp://www.lalignedhorizon.org/html/textes/partant/ravignan_actualite.htm>

Paris

Des ruines du développement à la ligne d'horizon

L'association *La Ligne d'horizon,* association des amis de François Partant, organise le samedi 22 septembre, à partir de 9 h, une journée pour marquer le vingtième anniversaire de la mort de François Partant, sur le thème "des ruines du développement à la ligne d'horizon". Cela se passe au Musée des arts et traditions populaires, 6, avenue Mahatma-Gandhi, 75016 Paris (M° Les Sablons). Dans la lignée des Illich, Ellul, Charbonneau, cet ancien banquier, a publié des ouvrages et des films dont l'analyse reste d'une grande actualité. A 9h, l'homme et son œuvre avec Françoise Bourquelot, François de Ravignan, Michel Parfenov et Ingmar Granstedt. 10h : extrait de divers films. 11h30, échanges entre Serge Latouche, Marie-Dominique Perrot et Gilbert Rist autour de quelques idées reçues sur le développement. 14h30 : La ligne d'horizon : parcours d'une association avec Silvia Pérez Vitoria et Laurent Py. 15 h : François Partant aujourd'hui, débat animé par Michel Lulek, avec Mathieu Amiech, Camille Madelain, Majid Rahnema et les Renseignements Généreux. 16h30 : Rencontre d'un autre type avec José Manuel Naredo.

Inscription : 5 € avant le 12 septembre 2007. *La ligne d'horizon, 7, villa Bourgeois, 92240 Malakoff, www.lalignedhorizon.org.*



Verts

■ **Quatre députés Verts.** Les Verts ayant refusé les conditions posées par le PS, aucun accord n'avait été trouvé pour les élections législatives. Le PS a pris l'initiative de ne pas présenter de candidats contre quatre Verts... les seuls qui ont atteint le deuxième tour. Les quatre ont été élus : François de Rugy à Nantes-Orvault (52,03%) est le seul nouveau. Les trois sortants, Yves Cochet (57,2%) et Martine Billard à Paris (54,25%), Noël Mamère à Bordeaux-Talence (62,82%) sont réélus. A Grasse, André Aschiéri avait le soutien des Verts et du PS, a fait 37,5% des voix, le candidat UMP étant élu dès le premier tour. Autres scores notables au premier tour : Marie-Pierre Rougier fait 18,92% à Fougères (Ille-et-Vilaine), Michèle Rivasi fait 13,15% à Valence (Drôme), Daniel Le Bigot fait 10,12% à Quimper (Finistère). Signalons aussi le bon score de Brigitte Wyngaarde, représentante des Indiens, à Kourou en Guyane (9,65%). On notera les faibles résultats des candidats écologistes non-verts (Antoine Waechter pour le MEI ne fait que 4,03%) et pour le jeune parti pour la décroissance dont la dizaine de candidats restent en-dessous des 1%.



DR

François de Rugy.

■ **Les Verts s'interrogent.** Le 24 juin, le CNIR, conseil national inter-régional — parlement des Verts — a débattu d'une proposition d'Yves Cochet de "dissoudre" le parti pour le "refondre" dans une nouvelle structure qui rassemblerait "des amis de Nicolas Hulot à ceux de José Bové". La motion a été repoussée (50 voix contre, 8 pour, 14 abstentions). Un débat qui montre que les Verts sont sortis affaiblis des débats récents sur l'écologie et sur sa représentation politique : appel de Nicolas Hulot, faible score de Dominique Voynet, départ de Verts comme Jean-Luc Benhammias au Modem entre la présidentielle et les législatives, refus d'accord avec le PS pour les législatives, appel à un "Grenelle de l'environnement"... Alors que les problèmes écologiques sont de mieux en mieux visibles dans la politique générale, les Verts ont du mal à définir une méthode pour peser et faire avancer les dossiers.

Peinture verte

Les groupes écologistes commencent à s'irriter du détournement politique qui est fait de l'écologie. Le 3 juin, Cécile Duflot, secrétaire nationale des *Verts*, a inauguré une remise de distinction en remettant à Lyon à Dominique Perben, ancien ministre sécuritaire, un "pinochio au nez vert", symbole "des mensonges de ceux qui se font passer pour écologistes". D'autres personnalités politiques devraient également recevoir ce prix. L'association *Casseurs de pub* a également lancé sur internet une pétition *Le pacte contre Nicolas Hulot* pour dénoncer la fausse culture que dégage l'actuel pacte de l'animateur télévision, lequel s'est félicité qu'un des signataires de son pacte ait été élu président de la République.

AISNE

Forum social libertaire

Le 4e salon du livre anarchiste et le forum social libertaire se tiendront à Merlieux, le dimanche 30 septembre, avec la présence de Thierry Maricourt, Michel Ragon, Jacques Tardi, Jean-Pierre Tertrais, Charb, Florence Aubenas, Maurice Rafjus, Tignous... Une trentaine d'éditeurs tiendront librairie. Contes, théâtre et soirée musicale le samedi soir. Débats le dimanche sur la religion, l'armée, la répression. Présentation du film *Putain d'usine* et débat avec Jean-Pierre Levaray. Animation avec Radio Libertaire... *Groupe Kropotkine, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles, 02000 Merlieux, tél : 03 23 80 17 09.*

SAÔNE-ET-LOIRE

Fête altermondialiste

La quatrième fête altermondialiste mâconnaise se déroulera le dimanche 23 septembre à La Roche-Vineuse. Le thème retenu pour cette année est "désobéissances et voix rebelles". Une centaine d'associations seront présentes. *Comité Attac Mâcon, 63, rue de Strasbourg, 71000 Mâcon, tél : 06 73 21 32 86.*

TOULOUSE

Salon du livre anarchiste

Le 3e salon du livre de Toulouse *Anarphabète* aura lieu le samedi 22 septembre au 8 et 8 bis, rue de Bagnolet (M° Arènes), sur l'emplacement du Hangar de la Cépière. Présentation d'ouvrages, rencontres avec éditeurs, auteurs et lecteurs dans une ambiance festive. *AAEL, Association pour l'art et l'expression libres, Imprimerie 34, 8, rue de Bagnolet, 31100 Toulouse, tél : 05 61 43 80 10.*

Elections 2007

■ **Fondation Nicolat Hulot : qui manipule qui ?** Il est déjà connu que la Fondation Nicolas Hulot compte comme personnes morales dans son conseil d'admnistration L'Oréal, TF1 ou encore EDF, ce qui pose déjà des questions sur la sincérité de la parole de l'animateur. Mais plus étrange, on trouve aussi dans ce conseil d'administration, le ministère de l'intérieur, le ministère de l'éducation nationale et le ministère de l'écologie. Donc, une fondation qui allie les grandes entreprises et l'Etat. Pour le moins étrange. Dans ce cadre, comment Nicolas Hulot peut-il s'engager en politique ?

■ **Croissance.** Le débat entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy a tourné à l'avalanche de promesses électorales... avec comme financement la miraculeuse croissance économique. Autant dire que la planète a encore du souci à se faire avant que les idées écologistes fassent leur chemin.

■ **Votes électroniques.** A l'issue des élections présidentielles, douze recours ont été engagés devant le Conseil constitutionnel portant sur la difficulté à comprendre l'utilisation de la machine par des personnes âgées ou handicapées, sur des écarts de voix entre émargements et résultats, et évidemment sur l'impossibilité de contrôler le résultat annoncé par la machine. Si, au niveau national, l'écart a été suffisant pour que les dysfonctionnements de telles machines n'ait pas d'effet... il en est tout autrement pour les élections législatives.

■ **Qui vote ?** Avec 40 % d'abstention au premier tour des législatives, nous avons eu un nouveau record de non-participation. Si l'on tient compte des non-inscrits, de ceux qui ne votent pas et de ceux qui ont voté blanc ou nul, on obtient 26 millions de votants, soit 41 % de la population française. L'UMP, qui a aujourd'hui la majorité absolue, a réuni 10 millions de voix au premier tour... soit 16 % de la population ! Il en faut décidément peu pour être majoritaire !

■ **De plus en plus vieux.** La moyenne d'âge des députés est aujourd'hui de 55 ans... Elle sera donc de 60 ans à la fin de cette législature contre 58 ans pour l'Assemblée sortante.

Pierre Dhombre

Animateur de la revue *Alternatives-Santé* depuis de très nombreuses années, Pierre Dhombre est mort d'un cancer le 16 juin 2007, à l'âge de 59 ans. Membre de la rédaction depuis fort longtemps, il en était directeur depuis 1989. Il a été le porte-parole de la revue dans le cadre de très nombreuses autres associations comme l'Alliance pour l'environnement, Terre du ciel… Il était par ailleurs compositeur de chansons religieuses et de chansons pour enfants. Il a aussi été scénariste de BD avec François Bourgeon pour *Maître Guillaume et le Journal des bâtisseurs de cathédrales*.

Amiante

■ **Quand l'administration joue la Comédie.** Plusieurs parties du bâtiment de la Comédie-Française contiennent de l'amiante et la mise quotidienne en surpression pour les besoins de la climatisation provoque une dispersion des fibres toxiques. Après des années de conflit, des salariés ont attaqué l'administration au tribunal. Lors de l'audience du 19 décembre 2006, l'avocate de la Comédie-Française a essayé d'éviter la condamnation pour faute inexcusable en avançant que la direction n'était pas au courant du danger.



D.R.

Mais les avocats des victimes ont ressorti une lettre de la CFDT datant de 1982, une lettre de l'ingénieur-conseil de la CRAM datant de 1984, une autre de la CRAM rappelant en 1993 que la direction s'était engagée à prendre des mesures… qui n'ont pas été prises. Maintenant que l'on en est à constater les premiers décès des salariés, le tribunal a condamné, le 20 février 2007, le théâtre à verser 170 000 € à l'un des malades. La direction a fait appel. Les syndicats estiment qu'il y a environ 300 personnes qui ont été régulièrement exposées aux fibres cancérigènes… sans compter le public.

■ **New-york : milliers de victimes en plus !** Le 31 août 2006, le centre hospitalier du Mont-Sinaï, à New-York a rendu publique une étude portant sur les conséquences pour la santé des personnes qui ont respiré le nuage de poussière après l'effondrement des tours, le 11 septembre 2001. Sur environ 40 000 personnes ayant consulté dans cet établissement et qui ont été à proximité des lieux, plus de 70% d'entre elles présentent aujourd'hui des problèmes pulmonaires proches de l'asthme et devront être soignées toute leur vie. 40% n'ont pas de couverture sociale. Une enquête réalisée en avril 2006 sur 71 000 personnes recensées par le centre de secours mis en place après l'attentat, le chiffre de personnes malades est à peu près le même. 8000 personnes, résidents ou sauveteurs, ont déjà porté plainte. Si pour le moment, aucune substance n'est clairement accusée, les associations de résidents accusent elles en premier l'amiante présent sur les structures métalliques.

Dons d'organes

De nombreuses personnes sont dans l'attente d'un don d'organes. Seules 4000 personnes sur les 11000 qui en ont besoin, sont greffées annuellement. C'est dû principalement à la difficulté d'intervenir sur une personne décédée au bon moment : seules 2500 personnes décédées en état de mort encéphalique dans un service de réanimation peuvent être prélevées… et encore, seulement si aucun proche ne s'y oppose. De fait, seules 1300 personnes sont effectivement prélevées. Si vous êtes pour la solidarité avec les vivants… et contre le gaspillage, vous pouvez manifester votre volonté d'être donneur d'organes en demandant une carte à l'*Agence de biomédecine, 1, avenue du Stade-de-France, 93212 Saint-Denis-la-Plaine cedex, tél : 01 55 93 65 50.*

Téléphonie mobile

■ **Des centaines d'études confirment le risque cancérigène.** En 2000, au tout début du développement massif de la téléphonie mobile, l'opérateur britannique *T-Mobile* commande quatre études à des instituts indépendants afin de recenser les connaissances scientifiques sur les dangers de la téléphonie mobile. En mai 2001, *l'Institut Ecolog*, institut allemand, rend ses conclusions en allemand. Il faudra attendre début 2007 pour que celles-ci soient rendues publiques ! L'Institut a recensé entre 1992 et 2000, plus de 200 communications scientifiques qui montrent la nocivité des champs électromagnétiques hautes fréquences utilisés par les téléphones portables. L'institut allemand recommande en fin d'étude de ne pas dépasser 0,01 W/m² (soit 1,9 V/m) pour les installations d'antennes-relais proches des zones résidentielles, des hôpitaux, écoles, crèches, terrain de jeu et "tout autre lieu où des humains résident au moins quatre heures par jour".
Il déconseille clairement l'utilisation du téléphone portable par les plus jeunes : "Le cas des enfants et adolescents soulève un problème spécifique, non seulement parce que leurs organismes sont toujours en développement et ainsi particulièrement réceptifs, mais aussi parce que beaucoup d'adolescents sont en passe de devenir les plus grands utilisateurs de téléphones mobiles". La publication en avril dernier de ce rapport en Grande-Bretagne a provoqué un vaste débat médiatique : pourquoi *T-Mobile* n'en a-t-il pas rendu les conclusions publiques.
En France, le Crii-Rem, Centre de recherche et d'information indépendantes sur les rayonnements électromagnétiques, en a fait une traduction en français… que les médias français ignorent superbement. On ne critique pas les annonceurs publicitaires qui font vivre la presse !



■ **La wi-fi pour vous griller la cervelle.** La multiplication des téléphones portables pousse les fabricants à utiliser de nouvelles longueurs d'ondes d'émissions… en se rapprochant toujours plus de celles utilisées par les fours à micro-ondes, lesquelles ont été choisies à l'origine comme étant celles qui agitent le plus les molécules d'eau. Le corps humain étant composé de plus de 90 % de molécules d'eau, utiliser de telles longueurs d'ondes est de plus en plus dangereux pour la santé. Alors que les téléphones utilisent des longueurs d'ondes de 900 et 1800 Mhz, la wi-fi, qui permet la connexion à internet par un ordinateur sans utilisation de fil, nécessite la pose de terminaux qui émettent des ondes pulsées à 2450 Mhz soit exactement la même longueur d'onde que celle des fours à micro-ondes. La Crii-rem, Centre de recherche et d'information indépendantes sur les rayonnements électromagnétiques, avertit des risques de l'utilisation de cette nouvelle technologie. Certaines personnes remarquent dans les zones wi-fi une impression de chaleur ou de pulsations crâniennes, de fatigue, de migraines…
Plus grave, "lors de l'usage d'un téléphone wi-fi, ou la proximité quotidienne avec un point d'accès, les expositions au wi-fi s'additionnent et peuvent provoquer, dans la durée, ces réactions biologiques. Nous recevons régulièrement des témoignages en ce sens"avertit Michèle Rivasi, présidente du Crii-rem.
L'arrivée des téléphones mobiles hybrides GSM / Wi-fi, portés contre la peau du visage ou tenus à la main, est d'autant plus inacceptable qu'elle contredit les recommandations sanitaires formulées par tous les experts : celles-ci demandent en effet de "positionner les points d'accès en hauteur (plus haut que la hauteur de la tête) pour limiter l'exposition des personnes et pour augmenter le rayon de couverture (…), d'éviter de toucher une antenne (cela soumet la partie du corps à une exposition inutile, plus importante".
Le "tout sans fil" est un danger public que rien ne justifie si ce n'est un confort criminel.

CRII-Rem, 1, carrefour de Longchamp, espace WWF, 75116 Paris, tél : 01 42 15 21 67, www.criirem.org.



IRLANDE

Interdiction des OGM

Constatant que "la cohabitation sécurisée de produits génétiquement modifiés et de produits non modifiés est impossible", le nouveau ministre (Vert) de l'environnement de la République d'Irlande, John Gormley et Michelle Gildernew, ministre de l'agriculture nord-irlandaise, ont signé un accord le 14 juin 2007 pour que "l'intégralité de l'île (Irlande et Ulster) devienne une zone sans OGM". Conséquence : non seulement les cultures OGM sont interdites, mais les importations également. L'interdiction des OGM était l'une des conditions pour que les Verts participent à l'actuel gouvernement. L'interdiction a été soutenue par une bonne partie des organisations syndicales agricoles.

GRÈCE

Prolongation du moratoire

Malgré les pressions de l'Union européenne, la Grèce a décidé, le 26 juin 2007, de prolonger de deux ans son moratoire sur les OGM décrété en 2005. Le ministre de l'agriculture Alexandros Kondos a présenté la chose ainsi : "nous cherchons à développer une agriculture de qualité. Les organismes modifiés génétiquement n'entrent en rien dans cette catégorie". Pour éviter les sanctions européennes, la Grèce a mis en avant les nouvelles découvertes scientifiques sur les risques pour la santé humaine, sur la contamination des activités agricoles, sur l'impossibilité d'empêcher la contamination des autres cultures.

ALLEMAGNE

Moratoire sur le maïs OGM

Le seul OGM autorisé en grandes cultures en Europe, le Mon810, a été interdit de culture en Allemagne, le 27 avril dernier. Le gouvernement germanique a pris cette décision au nom de la "clause de sauvegarde" prévue à l'article 23 de la directive européenne 2001/18 qui autorise un gouvernement a revenir sur une autorisation si des études scientifiques parues depuis l'autorisation montrent qu'il existe des risques pour la santé ou pour l'environnement. Le gouvernement allemand estime que depuis l'autorisation donnée en 1998 au maïs de Monsanto, des études ont montré les insuffisances des mesures de précaution en ce qui concerne la survie des papillons, des insectes prédateurs, le devenir des sols et l'absence d'un plan de biovigilance que Monsanto aurait dû mettre en place pour évaluer les éventuels impacts de cette culture. Ce plan de biovigilance mis en place par Greenpeace a révélé de nombreuses contaminations des cultures, l'incompatibilité avec l'agriculture biologique et des problèmes sur les insectes. A la suite de ce moratoire en



Procès des faucheurs à Orléans en 2006.

P-E Weck



Faucheurs volontaires

■ **Soutien financier.** Alors que les procès de multiplient, que les fauchages sont de plus en plus nécessaires pour faire reculer l'invasion des OGM, une structure s'est mise en place pour récolter des fonds en soutien aux personnes déjà condamnées. Cette structure est habilitée à recevoir les dons et envoie des reçus qui permettent ensuite de déduire son don de son revenu imposable. Dons à adresser à : *Sans gêne, CASC, 10 bis, rue C.-Driant, 31400 Toulouse.*

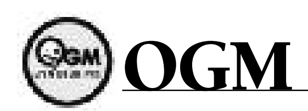
■ **Saint-Nazaire : blocage du port céréalier.** Le lundi 23 juillet, environ 200 faucheurs volontaires ont organisé le blocage du port céréalier de Saint-Nazaire pour protester contre les importations de soja transgénique destiné à l'alimentation animale. Les faucheurs demandent que la filière viande distingue les animaux nourris avec ou sans OGM.

■ **Lot : suicide d'un agriculteur**. Le dimanche 5 août, la Confédération paysanne du Lot avait annoncé son intention de venir pique-niquer dans son champ de maïs OGM. Le matin même, Claude Lagorse, 46 ans, s'est pendu dans son champ à Girac, un tract appelant à la manifestation a été retrouvé à ses pieds. La FNSEA a tout de suite accusé les anti-OGM d'être à l'origine de ce suicide : il n'aurait pas supporté l'idée que l'on puisse détruire ses cultures. La FNSEA a demandé au gouvernement d'agir pour mettre fin aux actions des anti-OGM. La Confédération paysanne a annulé le pique-nique. Les Faucheurs volontaires ont appelé à la poursuite des actions de destruction des parcelles transgéniques tant que le gouvernement n'accepterait pas l'idée d'un moratoire et l'ouverture d'un débat sur l'utilité ou non de ces cultures.

■ **Hérault : arrachage symbolique.** Le 5 août, environ deux cent faucheurs volontaires, dont José Bové, ont pénétré dans un champ de maïs transgénique à Murviel-les-Béziers où ils ont chacun arraché un pied. Chacun est ensuite allé à la préfecture de Montpellier pour déposer son nom et le pied de maïs arraché.

■ **Loiret : fauchage empêché.** Le 5 août, une trentaine de faucheurs ont été tenus à distance par les gendarmes alors qu'ils cherchaient à pénétrer sur une parcelle à Ouzouer-sous-Bellegarde. Les militants ont alors attrapé des abeilles sortant du champ, porteuses de pollen OGM et les ont "jugées" pour "disséminations volontaires commises en réunion".

■ **5 août : autres actions**. Alors que l'on approchait de la date de dissémination des pollens du maïs, la journée du 5 août a vu se multiplier les actions des Faucheurs. Outre les actions ci-dessus, à Marçay, au sud de Chinon (Indre-et-Loire), une centaine de militants rassemblés pour un pique-nique ont tenté de convaincre un agriculteur de "détruire" la parcelle OGM qu'il cultive pour nourrir ses animaux. A Bordeaux, près de 200 militants anti-OGM d'Aquitaine et de Bretagne ont défilé après le fauchage d'une centaine de pieds de maïs transgénique dans un champ à Paillet (Gironde). 200 personnes, à Avignon, ont dénoncé la culture annoncée par les autorités de 1000 m² de maïs transgénique dans le canton d'Orange (Vaucluse). En Maine-et-Loire, une centaine de militants ont arraché des pieds de maïs transgénique à Charcé-Saint-Ellier-sur-Aubance.



OGM

Allemagne, Greenpeace France a demandé au gouvernement Fillon d'inclure la question d'un moratoire en France dans les points du futur "Grenelle de l'environnement". Alain Juppé et Christine Lagarde ont annoncé le 15 juin qu'il n'y aurait pas d'interdiction en France.

Une ministre proche des producteurs d'OGM

Christine Lagarde, ministre de l'agriculture, puis ministre de l'économie, avocate, a été précédemment une lobbyiste confirmée au sein de différents clubs de réflexion euro-américain où elle a notamment défendu l'idée de la création du Moma, Mouvement pour une organisation mondiale de l'agriculture, un mouvement lancé par les semenciers et les producteurs d'OGM, qui fonctionnerait comme l'OMC, Organisation mondiale du commerce, c'est-à-dire loin de tout contrôle démocratique. On peut donc s'attendre de la part du gouvernement à une large ouverture des contraintes qui pour le moment nous protègent encore de l'invasion des OGM.

SUISSE

Campagne pour le moratoire

De très nombreuses organisations suisses (WWF, Déclaration de Berne, BioSuisse, Swissaid, Pro Natura…) ont lancé une campagne pour demander le maintien du moratoire sur les OGM, lequel a été instauré au moins jusqu'au 27 novembre 2010. Rappelant que lors du référendum de 2005, plus de 55 % des votants se sont prononcés pour ce moratoire, la coordination StopOGM a lancé un bulletin d'information et une campagne "communes sans OGM". *StopOGM, rue des Granges, 13, CH 2800 Delémont.*

LOT-ET-GARONNE

L'apiculteur condamné !

Maurice Coudoin avait porté plainte contre Monsanto après avoir découvert jusqu'à 30% de pollen OGM dans ses ruches. Le tribunal de Marmande lui a donné tort, estimant qu'il avait volontairement placé ses ruches à proximité de champs OGM pour en démontrer le danger… et l'a condamné à 5000 € d'amendes et interdiction d'approcher ses ruches à moins de 1200 m d'un champ OGM ! Un retournement de situation inédit d'autant plus que la France ne respecte pas la directive européenne qui oblige à signaler précisément où sont les parcelles cultivées en OGM ! L'apiculteur a reçu le soutien de nombreux scientifiques qui dénoncent cette vision de la justice. La cour d'appel d'Agen a confirmé le jugement le 12 juillet dernier. Maurice Coudoin a annoncé que de nouvelles mesures dans ses ruches sont en cours pour une nouvelle procédure contre les pouvoirs publics.

ESPAGNE

Champs bio incendié

Enric Navarro, paysan bio d'Albons, un village catalan à une centaine de kilomètres au sud de Perpignan, a pris la décision à la fin de l'été 2006 de brûler son champs de maïs bio après qu'une analyse ait montré un taux de contamination par le maïs OGM à hauteur de 12,6%. Les analyses de semences ont prouvé que la contamination ne venait pas de là. Il s'agit bien d'un problème de pollution par le voisinage. Alors qu'en Catalogne, des milliers d'hectares sont cultivés en maïs Mon810, Greenpeace rappelle que les analyses donnent des pollutions jusqu'à 5 km des champs, parfois même jusqu'à plusieurs dizaines de km lorsque le vent souffle au moment de la pollinisation. Pour le moment, les autorités espagnoles et catalanes ne remettent pas en cause la culture du maïs OGM et Enric Navarro s'attend à de nouvelles contaminations.





Nucléaire

LIBYE

Troc nucléaire

Cécilia Sarkozy a obtenu la libération des infirmières bulgares et du médecin palestinien emprisonnés depuis huit ans et demi suite à une affaire de sang contaminé par le sida, en échange de différents engagements qui n'ont sans doute pas tous été rendus publics. Mais, dès le lendemain de cette libération, Bernard Kouchner s'est rendu à Tripoli pour négocier la vente par la France d'un réacteur nucléaire qui servirait à désaliniser l'eau de mer. L'accord a été conclu le 24 juillet par un déplacement éclair de Nicolas Sarkozy. Dans un pays qui dispose du soleil en abondance pour désaliniser éventuellement de l'eau de mer, on a du mal à croire à la volonté de développer un "nucléaire civil" de la part du colonel Kadhafi. En 2003, devant la menace d'une intervention américaine, la Libye a annoncé renoncer à un programme d'enrichissement de l'uranium… mais à l'époque, le pays disposait déjà de 10 000 centrifugeuses. La France n'est-elle pas en train de mettre sur pied une nouvelle prolifération de l'arme nucléaire ?

NIGER

Rue radioactive

La Crii-Rad a mesuré début mai à Akokan, au Niger, dans une rue passant devant l'hôpital géré par la Cominak (filiale locale d'Areva), des taux de radioactivité cent fois supérieur à la normale. La Crii-Rad suspecte que des résidus de la mine d'uranium de la Cominak, située à quelques kilomètres, aient été utilisés pour réaliser la route. L'association demande au gouvernement français et à Areva de financer une étude systématique dans la région pour repérer les éventuels usages de produits radioactifs comme sur cette route et le financement pour les enlever et décontaminer les lieux.

Déclin du nucléaire

Les médias ont beau nous parler des plans de développement du nucléaire, cette propagande n'est pas nouvelle : en 1974, l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique, estimait qu'en 2000, il y aurait 4450 GW installés dans le monde. Dans la réalité, en 2007, on en est à 369 GW, soit douze fois moins. Une lecture précise des données fournies par l'AIEA, agence des Nations unies, donne la réalité des choses : il y a actuellement un réacteur en construction en Finlande, un autre en France (EPR à Flamanville) et c'est tout pour l'Europe. Il n'y en a aucun en Amérique, du nord au sud. C'est en Asie qu'il s'en construit encore : deux au Japon, un en Corée du Sud, quatre en Chine, deux à Taïwan, six en Inde, un au Pakistan.
Soit un total mondial de 18 réacteurs nucléaires pour une puissance totale d'environ 16 GW.
Mais, d'ici 2030, environ 250 des 435 réacteurs en activité devraient être fermés. C'est donc vers une baisse que l'on s'oriente, baisse de la puissance totale, baisse du nombre de réacteurs, baisse du pourcentage de la part du nucléaire dans la production d'électricité. Une baisse qui pourrait encore s'accélérer avec la privatisation du secteur : sans le soutien fort d'un Etat, aucun financier n'envisage aujourd'hui d'investir dans le nucléaire alors qu'il est beaucoup plus sûr de faire du profit en investissant dans d'autres sources d'énergie comme l'éolien.
Sachant qu'il faut six à huit ans pour construire un réacteur, nous en sommes aujourd'hui à moins de 3 GW installés par an… contre 8 GW installés pour l'éolien en 2006. Une tendance lourde : la puissance installée en éolien a dépassé celle du nucléaire en 2000. Depuis cette date, la puissance totale installée du nucléaire est en baisse : la construction des nouveaux réacteurs ne couvrant plus les arrêts des centrales construites au siècle dernier.

Le réacteur nucléaire ne résiste pas au séisme

Après le séisme du 16 juillet, la plus grosse centrale nucléaire du monde a été fermée en urgence. Au moins 400 millions de becquerels se sont échappés d'un des réacteurs endommagés.

La centrale nucléaire de Kashiwazaki Kariwa est la plus importante du monde (7 réacteurs totalisant 8212 MW). Elle alimente la capitale japonaise, Tokyo. Le 16 juillet, un tremblement de terre d'une intensité de 6,8 a eu lieu dont l'épicentre se trouvait à seulement neuf kilomètres de cette centrale, provoquant l'effondrement d'un millier de bâtiments, tuant onze personnes, en blessant plus d'un millier.

La centrale nucléaire n'a pas résisté au séisme : un important incendie s'y est déclaré au niveau des transformateurs, des fuites d'eau radioactive se sont écoulées en mer à la suite de la rupture de canalisations, des fûts de déchets radioactifs stockés sur le site se sont ouverts, les sept piscines de stockage ont débordé, des sols et des murs se sont fissurés… Au total, 67 incidents simultanés ont été relevés dont 15 dans les parties nucléaires. Une ligne haute tension interne s'est effondrée. Sept personnes ont été blessées au sein de l'enceinte de la centrale. Quatre réacteurs sur sept seulement étaient en fonctionnement, tous arrêtés en urgence. L'incendie a été provoqué par un affaissement du sol de cinquante centimètres sous le réacteur n°3. A certains endroits, l'affaissement atteint 1,60 m.

Mensonges radioactifs

Le 16 juillet, Tepco, la compagnie d'électricité a reconnu des rejets radioactifs liquides d'environ 60 000 becquerels, puis le lendemain de l'accident le chiffre est monté à 90 000 becquerels… Ensuite, le sujet a disparu de la presse internationale. Pourtant au Japon, les révélations se sont poursuivies jour après jour. Une piscine a laissé déborder 1200 litres d'eau très radioactive. Des conduites se sont brisées, des cheminées se sont déboîtées rendant inopérants les filtres à poussières radioactives. Celle du réacteur numéro 7 est restée ainsi ouverte pendant trois jours libérant un nuage radioactif estimé à 400 millions de becquerels (1) ! Le nuage radioactif contenait notamment de l'iode 131, de l'iode 133, du cobalt 60 et du chrome 51. Le site internet de Tepco censé alerter les populations est bizarrement tombé en panne à ce moment là. Le 25 juillet, Tepco a annoncé que le réacteur n°1 a été noyé par une nappe d'eau de deux millions de litres. L'exploitant a justifié ces erreurs d'estimation en annonçant qu'il avait préféré protéger son personnel plutôt que de faire des mesures en zone radioactive ! C'est la même firme qui, en 2002, a été condamnée pour avoir menti au moins 29 fois dans des rapports remis aux autorités. Suite à ce procès qui s'est achevé en 2007, plus de 200 nouvelles falsifications ont été mises au jour.

La centrale fermée

La mairie a décidé le 18 juillet de suspendre pour au moins un an l'autorisation de fonctionnement de la centrale qui assurait à elle seule 6 % de l'électricité du Japon. Le gouvernement japonais a accepté la décision du maire dès le lendemain et a également accepté la tenue d'une inspection de l'AIEA, agence de l'ONU. Les inspecteurs japonais qui se sont rendus sur place ont estimé que c'était une "chance" qu'il n'y ait pas eu plus de conséquences nucléaires. Toutefois les inspections n'ont été que partielles : certaines parties des réacteurs sont inaccessibles… pour de longs mois.

La presse a rappelé que les normes pour les centrales nucléaires japonaises n'obligent pas les constructeurs à les faire résister à un séisme supérieur à 6,5 (il s'agit d'une échelle logarithmique : 6,8 correspond à une intensité de séisme trois fois supérieur à 6,5).

Et en France ?

Le Réseau Sortir du nucléaire a publié pendant l'été toute une série de documents confidentiels provenant des ministères et d'EDF montrant que cette dernière rechigne à investir les sommes nécessaires pour remettre aux normes antisismiques les réacteurs français. En 2003, l'ASN, autorité de sûreté nucléaire, avait mis en avant notamment des insuffisances dans les centrales de Bugey et de Fessenheim, les plus anciennes… La mise aux normes se chiffrerait en milliards d'euros. Depuis, EDF n'a rien fait. Le ministère a également demandé la fermeture d'installations à Cadarache, le site de recherche nucléaire étant situé sur une faille sismique… or c'est sur ce site que la France veut construire Iter, le réacteur expérimental de fusion nucléaire, un dossier où la France l'a emporté sur son concurrent japonais !

Michel Bernard ■

(1) Rien de comparable toutefois — pour le moment — avec un accident de type Tchernobyl où les rejets ont été estimés à au moins 70 000 Pbequerels (millions de milliards de becquerels) !


DR

Le sol de la centrale plissé par le séisme.



Nucléaire

ALLEMAGNE

Incident caché

Le 28 juin, un incendie a lieu dans la centrale nucléaire de Krümmel, à 30 km de Hambourg. Le groupe Vattenfall annonce alors que c'est sans conséquences. Mais le 5 juillet, le gouvernement régional révèle que l'incendie a provoqué des pannes en chaînes et la perte de contrôle d'installation de secours, ce qui a nécessité l'arrêt du réacteur. La compagnie a sciemment menti car, au même moment, le sommet du G8 se tenait à proximité… avec un important débat sur le rôle du nucléaire comme solution au réchauffement climatique — débat qui s'est soldé par un échec des pro-nucléaires. Le 10 juillet, l'autorité fédérale de surveillance nucléaire d'Allemagne a interdit le redémarrage de la centrale tant que l'exploitant n'aura pas fourni des explications satisfaisantes sur les raisons de ses mensonges. Cette même compagnie avait déjà minoré un autre incident et le groupe parlementaire des Verts a demandé qu'on lui retire son autorisation d'exploiter des réacteurs nucléaires. La centrale devant fermer en février 2009, le gouvernement a annoncé, le 17 juillet, qu'il envisageait d'en avancer la fermeture avec effet immédiat. Le même jour, le directeur de la compagnie a donné sa démission. Une inspection le 21 juillet a mis en évidence la présence de fissures importantes dans la tuyauterie d'un mécanisme de refroidissement d'urgence. Alors que le réacteur tournait encore au ralenti, les autorités ont ordonné qu'il soit totalement arrêté.

Festival du film court

Pour fêter ses dix ans, le Réseau Sortir du nucléaire lance un appel à contribution pour des films courts (maximum 10 minutes), fiction, documentaire, reportage, musical, animation… portant sur la problématique du nucléaire, la sortie, les alternatives… Les films proposés doivent parvenir au réseau avant le 12 novembre 2007. 15 films sélectionnés seront présentés au public en mars 2008, des prix seront remis aux réalisateurs (jusqu'à 2000 euros). Une compilation en DVD sera ensuite commercialisé en soutien au Réseau. *Réseau Sortir du nucléaire, Jocelyn Peyret, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél : 04 78 28 29 22.*

SUISSE

Réveillez-vous !

Le Conseil fédéral, sous la pression du lobby nucléaire, souhaite engager de nouvelles discussions pour relancer le nucléaire en Suisse. Pour réveiller les élus et leur rappeler qu'il existe aujourd'hui d'autres sources d'énergie moins dangereuses, une manifestation est organisée sur la place fédérale de Berne, le samedi 8 septembre à 14h30. Chaque manifestant est invité à venir avec un réveil le plus bruyant possible. Sonnons la retraite du nucléaire ! Départ groupé de toutes les grandes villes.

■ *Contratom, Case postale 65, 1211 Genève 8, tél : 022 740 46 12.*

■ *Sortir du nucléaire, CP 1378, 1001 Lausanne.*

■ *Grüne / Les Verts / I Verdi, Waisenhausplatz 21, 3011 Bern, tél : 031 312 66 60.*

BRENNILIS

Coup d'arrêt à la propagande



Le Réseau Sortir du nucléaire a obtenu du Conseil d'Etat, le 6 juin dernier, l'annulation du décret qui autorisait EDF à procéder au démantèlement complet de la centrale nucléaire de Brennilis (Finistère), arrêtée depuis 1985. La procédure a permis de dénoncer le langage d'EDF qui essaie d'abuser le grand public en voulant montrer qu'elle pourrait être capable de démonter un réacteur nucléaire seulement vingt ans après son arrêt… en oubliant de préciser que cet unique réacteur breton ne faisait que 70 MW de puissance… alors que le parc nucléaire en compte aujourd'hui 34 de 900 MW, 20 de 1300 MW et 4 de 1450 MW… sans oublier huit autres réacteurs arrêtés depuis 20 ans. Avec l'augmentation des puissances et la prolongation de l'utilisation des réacteurs plus longtemps, les difficultés vont être démultipliées… de même que les coûts : au départ le coût annoncé pour Brennilis était de 20 millions d'euros, la Cour des Comptes a relevé en 2005, que cela dépasserait en fait 482 millions… soit 24 fois plus ! EDF annonce ainsi que l'ensemble du démantèlement du parc nucléaire coûterait 27 milliards d'euros, chiffre hautement improbable. La Grande-Bretagne, pour 23 réacteurs (contre 54 en France) annonce au moins 103 milliards. La réalité risque donc d'être dix fois supérieure à ce qu'annonce EDF ! Le scénario prévisible est alors qu'EDF, privatisée, laissera ses réacteurs encombrants à une structure étatique… ce qui fait qu'au final, ce seront nos impôts qui paieront un prix qui n'apparaît pas pour le moment sur nos factures d'électricité.
Un rapport de l'Autorité de sûreté nucléaire daté du 20 juin, rendu public le 10 juillet, à partir d'une inspection réalisée le 31 mai montre que le Réseau Sortir du nucléaire était encore en dessous de la réalité. Les inspecteurs ont mis en évidence un nombre important de fûts de déchets corrodés (environ 20 %), un stockage de ces fûts dangereux pouvant provoquer un incendie, une sous-estimation de l'activité radiologique importante (de 30 à 200 fois !), un décomptage des tonnages comportant de lourdes erreurs. Les brumisateurs sensés arroser les fûts pour éviter une élévation de la température étaient hors-service. La protection contre la foudre n'était pas conforme… Les inspecteurs ont également découvert que n'importe qui pouvait pénétrer sans difficulté dans un local contenant les déchets amiantés.

NORMANDIE

Contre l'EPR

■ **Chantier en cours.** Fin juin, la centrale de Flamanville annonçait que 450 personnes travaillent sur le site du futur EPR. Selon les syndicats, 27 % sont des intérimaires. Les travaux portent pour le moment sur la réalisation des fondations.

■ **Fervaches : faites des énergies renouvelables.** Le samedi 1er septembre une fête avec théâtre, débats, expos, se tient à la ferme du Rouvray, à Fervaches, à 25 km de Saint-Lô. A 14h30 : présentation de scénarios énergétiques ; à 16 h : nucléaire et effet de serre ; à 21 h : théâtre jeune "Perdu le nord" de Yoann Lavabre. Programme complet : *Tessy Survolté, tél : 02 33 55 75 97.*

■ **Pylône : appel à soutien.** L'occupation d'un pylône pendant quatre jours et d'un autre pendant une journée, à la veille des élections législatives, du 29 mai au 1er juin, a déjà coûté tout compris (matériel, communication, procédure judiciaire…) environ 4000 €… et des condamnations sont encore possibles. Un appel à soutien est lancé. On peut envoyer un chèque à *Les Amis de Ganva, chez François Levalet, rue Bourbillon, 14123 Fleury-sur-Orne.*

■ **Bataille juridique en cours.** La convention OSPAR sur l'Atlantique Nord, validée par l'Union européenne et la France, prévoit que les Etats doivent réduire leurs rejets radioactifs et chimiques en mer pour tendre vers zéro. Or la construction de l'EPR à Flamanville, en bord de mer, ne peut se faire qu'avec une


DR

augmentation significative des rejets de tritium en mer. La question n'a pas encore fait l'objet d'une enquête publique mais les associations locales attendent celle-ci au tournant : comment EDF peut-elle espérer respecter la loi ? *Crilan, 10, route d'Etang-Val, 50340 Les Pieux, tél : 02 33 52 45 59.*

MARSEILLE

Journée contre Iter

Le collectif Stop-Iter, avec le soutien du Réseau Sortir du nucléaire, organise une journée de mobilisation avec rassemblement et conférence à Marseille, le 10 novembre 2007. Un document de 12 pages, pour informer sur les dangers de ce projet prévu à Cadarache, est disponible auprès du Réseau contre 6 € les 10 ex, 20 € les 50 ex. *Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél : 04 78 28 29 22 et Stop-Iter, tél : 04 90 07 30 92 ou 04 90 08 00 64, stop.iter.mediane@free.fr.*

Tchernobyl

■ **Sarcophage en fuite...** En 1986, juste après l'accident, un sarcophage de fortune est construit au dessus du réacteur éventré. Tous les spécialistes sont d'accord pour dire que cette construction ne sera pas étanche et qu'il faudra en reconstruire une autre assez rapidement. En 1992, la communauté internationale et l'Ukraine passent un accord pour cette nouvelle construction qui soit faire 105 m de haut. Depuis, ça traîne. Officiellement, en 2006, les marchés sont attribués (notamment à Bouygues et Vinci), le chantier aurait dû commencer début 2007. Il n'en est rien. Alors que le sarcophage actuel présente des fissures énormes d'où la radioactivité fuit en continu, tout est fait en Ukraine pour ne plus parler de l'accident et ignorer les conséquences qu'il a sur la population. A force d'oublier, le risque est grand qu'un écroulement du sarcophage libère un nouveau nuage radioactif de grande ampleur.

■ **Biélorussie : violente répression.** Plusieurs milliers de jeunes ont manifesté dans les rues de Minsk le 26 avril pour dénoncer l'envie du gouvernement, l'un des plus dictatoriaux au monde, de construire un réacteur nucléaire dans le pays. Les manifestants portaient en tête des banderoles marquées "Nous sommes contre un réacteur nucléaire" "Non à un deuxième Tchernobyl". Des millions de personnes vivent en zone contaminée dans le sud du pays, proche de Tchernobyl, mais le gouvernement feint d'ignorer les conséquences des retombées radioactives. Les forces de police ont violemment chargé les manifestants quand est apparu un drapeau aux couleurs rouge et blanche, symbole de l'éphémère république de 1918 et symbole aujourd'hui de l'opposition.

■ **Liquidateurs.** Un décret paru en France peu de temps après l'accident de Tchernobyl prévoyait que les organismes chargés des secours pour un éventuel accident nucléaire en France dispose d'une liste de volontaires pour intervenir sur le lieu contaminé. Ce décret, pris juste après les mensonges sur le nuage radioactif, n'a jamais été mis en application. Pourtant, il en faut du monde pour circonscrire un accident majeur : 800 000 dans le cas de l'accident de Tchernobyl. Pour le 21e anniversaire de l'accident, l'association Tchernoblaye a décidé de demander aux personnes qui sont pour le nucléaire de signer "un engagement de liquidateur" pour intervenir sur la centrale du Blayais, toute proche. Bizarrement, les pro-nucléaires refusent de signer.

■ **Enfants russes en vacances en France.** Désireuse de faire oublier l'accident de Tchernobyl, la Russie avait toujours mis des bâtons dans les roues des associations humanitaires pour empêcher les vacances des enfants dans un pays occidental. En juillet 2007, pour la première fois, 12 enfants de la ville de Novozybkov, ville russe très contaminée, à environ 200 km de Tchernobyl, ont pu passer leur mois de juillet en Alsace aux côtés d'enfants biélorusses et ukrainiens. *Les enfants de Tchernobyl, 84, route d'Aspach, 68800 Vieux-Thann, tél : 03 89 40 26 33.*

Politiques énergétiques L'exception française

Entre 1992 et 2003, sur dix ans, la production des énergies renouvelables en Allemagne a augmenté de 97%, au Danemark de 85%. En France, du fait de la baisse de l'hydraulique, le résultat est de -7% ! Alors que durant cette période, en France, la consommation électrique a augmenté de 3,94 %, elle est en baisse en Allemagne (-0,57 %) et au Danemark (-3 %). Le Danemark dépense 9 fois plus que la France dans les investissements pour les renouvelables et la maîtrise de l'énergie, l'Allemagne 50 fois plus. L'Allemagne, malgré la réunification, a réussi notamment à maîtriser ses dépenses d'énergie dans le domaine des transports (seulement 1,4 % de hausse en dix ans), alors qu'en France, c'est la fuite en avant (+20 %), le Danemark ne faisant guère mieux (+18 %). Le choix de la construction de l'EPR marque un entêtement de la France... alors qu'il serait beaucoup plus rentable d'agir dans le domaine de la maîtrise de l'énergie et de laisser les compagnies qui le souhaitent investir dans les renouvelables.



ELECTRICITÉ

Le vrai prix à payer

Les nouvelles compagnies privées d'électricité n'arrivent pas à proposer des prix inférieurs à ceux d'EDF... et pour cause ! EDF a toujours bénéficié d'aides de l'Etat qui lui ont permis de facturer le prix de l'électricité en dessous de son prix de revient. EDF a communiqué en expliquant de façon mensongère que cela provenait du kWh bon marché du nucléaire. Or, l'Europe veut mettre fin à ces prix conventionnés, estimant que les industriels français bénéficient ainsi d'une subvention déguisée de l'Etat. Les prix conventionnés d'EDF devrait donc disparaître dans les années à venir : on paiera sur la facture ce que l'on payait avant sans le savoir par nos impôts. Le nucléaire va devenir moins rentable, les énergies renouvelables plus concurrentielles.

Cuba maîtrise l'énergie

En 1990, la chute de l'empire soviétique provoque l'interruption de la livraison de pétrole à Cuba entraînant une crise économique importante. Aujourd'hui, le pétrole arrive par le Venezuela, mais le gouvernement cubain ne veut plus dépendre autant des importations. Il a mis en place une campagne pour la maîtrise de l'énergie : interdiction des ampoules à filaments, prime pour l'achat de frigidaires économes, cours sur les économies d'énergie dans les écoles... Cet été, un colloque s'est tenu pour analyser le potentiel en énergies renouvelables et la société française Vergnet, déjà implantée dans les îles voisines de Martinique et de Guadeloupe, a été retenue pour fournir de petites éoliennes de 0,2 MW qui ont l'avantage de pouvoir être couchées au sol rapidement en cas d'ouragan. Le gouvernement cubain, qui a dénoncé le recours aux biocarburants, veut engager



DR

AUSTRALIE

Vitesse record

Le 3 juillet, la voiture *Jaycar sunswift III* de l'université de Nouvelle-Galles-du-Sud, a battu le record de la traversée du continent australien en voiture solaire avec 700 km parcouru par jour. Avec 1800 Wc de photopiles sur le véhicule, la vitesse moyenne a été supérieure à 70 km/h. L'ancien record, qui datait de 1994, avait été réalisé avec une voiture ne possédant que 1500 Wc.

une "révolution énergétique" basée sur les économies, les renouvelables et la décentralisation.

Du solaire à 1 € par mois

La Confédération générale du logement a présenté aux collectivités locales un projet qui permettrait de généraliser l'eau chaude solaire dans les immeubles à caractère social. Sachant que les subventions couvrent 80% des frais d'installation, l'association propose que les locataires versent 1 € supplémentaire par mois de loyer… ce qui permet au bailleur de rembourser un emprunt couvrant les 20% restants. En échange, les locataires devraient voir leur facture d'eau chaude divisée par deux.

LOIRET

Rail solaire

Dans les années 70, un rail de béton est construit sur 17 km le long de la ligne Paris-Orléans pour y tester un train à lévitation magnétique. Le projet est abandonné au profit du TGV. Depuis le rail reste inutilisé. Un projet pour y installer des panneaux photovoltaïques a vu le jour. Le rail permettrait la pose de 10 000 m2 de panneaux pour une puissance totale de 10 MW. Les Verts de la région ont indiqué dans un premier temps leur réticence à voir concentrer ainsi une telle puissance, alors que l'avantage du solaire est d'être décentralisable. Le projet, d'un coût de 50 millions d'euros pourrait voir le jour d'ici deux ou trois ans et produirait sensiblement l'électricité dont a besoin la ville d'Orléans. *(Libération, 20 juin 2007)*

ALPES-MARITIMES

Maîtrise de la consommation

A la suite de la décision du Conseil d'Etat de ne pas autoriser la construction d'une nouvelle ligne très haute tension entre Boutre et Carros, ligne qui passerait par le parc des gorges du Verdon, une réflexion a été engagée sur le département des Alpes-Maritimes pour maîtriser la consommation électrique. Le club des entreprises de la zone industrielle de Carros, qui regroupe 430 entreprises au nord de Nice, a lancé une consultation pour d'une part favoriser les économies d'électricité et d'autre part pour introduire progressivement le recours aux énergies renouvelables. La zone industrielle disposant de milliers de m^2 de toits horizontaux, le recours à des panneaux solaires photovoltaïques est envisageable, mais pour le moment, les industriels estiment que les aides ne sont pas encore à la hauteur des investissements que cela demande, l'éolien est aussi à l'étude. L'entreprise Cristal Elec, installée sur place, propose de rendre à terme la zone industrielle productrice d'électricité. *(Environnement magazine, mai 2007)*


DR

Programme Passive-on

Dans le cadre du programme SAVE, programme sur l'énergie intelligente, l'Europe finance des recherches pour optimiser le développement des maisons passives. Ces maisons, qui se sont déjà beaucoup développées en Allemagne et en Autriche (passivhaus), peuvent se passer de chauffage grâce à une isolation et une ventilation adéquates. Les choix techniques permettent une baisse d'au moins 85 % des besoins en énergie par rapport aux maisons aux normes actuelles… Le reste de l'énergie nécessaire peut être fourni par la chaleur dégagée par les habitants, par des échangeurs de chaleur dans les flux d'aération, par des capteurs solaires… Le surcoût observé est actuellement de seulement 7 %, avec une baisse progressive au fur et à mesure que les techniques se développent. Le programme *passive-on* comprend également un deuxième volet : éviter dans les pays chauds le recours à la climatisation en été. De fait, les techniques utilisées contre le froid en hiver diffèrent assez peu de celles qui permettent de rester au frais en été. Actuellement, en Europe, un logement consomme plus de 350 kWh/m^2/an. Un logement est considéré comme basse consommation en-dessous de 50 kWh/m^2/an. Non seulement il est possible de faire encore mieux, mais la notion de "bâtiments à énergie positive" commence à apparaître : il s'agit de bâtiments qui, par exemple équipés de photopiles, peuvent produire plus d'énergie qu'ils n'en consomment. Le potentiel d'économie est énorme, mais la vitesse de renouvellement du parc immobilier est extrêmement lent et la rénovation de l'habitat existant s'avère pour le moment plus coûteuse.

Biocarburants

■ **Effet de serre et santé.** Face à la pénurie prévisible de pétrole, se développent les biocarburants. Si ceux-ci, au détriment de la nourriture, peuvent alimenter les réservoirs des automobiles, ils ne résolvent en rien la question des gaz à effet de serre. Pire, leurs émissions seraient plus dangereuses selon une étude publiée par Mark Jacobson, de l'Université de Stanford, en Californie, fin avril : en prenant comme hypothèse la généralisation aux USA d'un biocarburant constitué de 85% d'éthanol et de 15% d'essence, il estime que la pollution des gaz d'échappement augmenterait de 4% le nombre de décès, du fait de l'augmentation des concentrations d'ozone que l'on observe déjà là où les biocarburants se développent. L'ozone augmente la mortalité liée à l'asthme. *(Le Monde, 24 avril 2007)*

■ **Néocolonialisme désastreux.** Le groupe des Verts au parlement européen a organisé récemment une rencontre sur la question des biocarburants dont le compte-rendu a été publié dans *Politis* du 31 mai 2007. Il en ressort que nous sommes face à une nouvelle forme de colonialisme : si les Etats-Unis utilisaient toutes leurs terres agricoles pour produire du carburant pour leurs véhicules, cela ne couvrirait que 17% des besoins. Il faut donc aller chercher le carburant ailleurs, ce qui est déjà en train de se mettre en place dans de nombreux pays du Sud. La monoproduction de plantes à huile laisse annoncer un désastre agronomique.



ILE-DE-FRANCE

Femmes en résistance

Le festival de films documentaires *Femmes en résistance* se tiendra les 22 et 23 septembre à l'espace Jean Vilar, 1, rue Paul Signac, 94110 Arcueil (RER B, Laplace). Samedi à 13h30 : *Freedom road* de Lorna Ann Johnson, 2004, USA ; 15h45 : *La claque de Pandor* Foyer International des Travailleuses FIT, 2006 puis *Love, Honour & Disobey* de Saeeda Khanum, 2005, Royaume-Uni ; 17h30 *: La vie autrement* de Loredana Bianconi, 2005, Belgique puis *Avec mes quelques rides* de Brigitte Chevet, 1999, France ; 20h30 : *Le voyage de Nadia* de Carmen Garcia et Nadia Zouaoui, 2006, Canada. Dimanche : 13h30 : *Condamnées au mariage* de Anat Zuria, 2004, Israël puis *Maternité interdite* de Diane Maroger, 2002, France ; 16h15 : *Love and words are politics* de Sylvie Ballyot, 2007 puis *Derrière la palissade* de Séverine Vanel, France ; 18h30 : *I was a teenage feminist* de Therese Shechter, 2005, Canada/US. *Association Résistances de femmes, 62, rue de Reuilly, 75012 Paris.*

FEMMES EN RÉSISTANCE

IRAN

Un homme et sa moitié

Le "prix du sang" est une somme fixée annuellement par le ministère de la justice : c'est le prix à payer pour toute personne responsable de la mort de quelqu'un. Actuellement, il est de 350 millions de rials (28 000 euros) pour un homme… la moitié pour une femme !

La loi sur la parité ne fonctionne pas

La loi sur la parité laisse la possibilité aux partis de ne pas présenter autant de femmes que d'hommes en échange d'une amende à payer… ce que les grands partis choisissent de faire : aux élections législatives 2007, seuls les Verts ont présenté 50% de femmes devant le FN (49%), le PC (46%), le PS (45%), loin devant le Modem (37%) et l'UMP (26%). Mais même en respectant la loi, on peut éviter la parité… en présentant des femmes là où l'on est sûr de perdre ! Alors que l'on comptait au premier tour 42% de candidates, à l'arrivée, il n'y a que 107 femmes députées sur 577 sièges soit 18% ! C'est toutefois mieux qu'avant puisque dans la précédente Assemblée nationale, il n'y avait que 12,5% de femmes. Au niveau mondial, la France remonte ainsi de la 86e place à la 58e… avec encore une grande marge de progression.

NORD

Député homophobe réélu

Alors qu'il a été condamné récemment pour ses propos homophobes réitérés au tribunal, Christian Vanneste, député UMP dans le Nord a été réélu avec 58,56 % des voix.

INDRE

Féminisme et naissance

Le Collectif inter-associatif autour de la naissance (CIANE) organise à Châteauroux, les 22 et 23 septembre, un colloque sur le thème "féminisme et naissance". Au programme : les mouvements féministes et leur approche de la naissance, le refus de la procréation, les luttes pour la liberté de l'avortement et de la contraception, les années Beauvoir, maternité-esclavage ou maternité-épanouissement ? D'un féminisme à l'autre, femmes, féminisme, féminité : du côté des sages-femmes… Programme complet : *CIANE, Chantal Ducroux-Schouwey, route de Chaleins, 01480 Villeneuve*.


DR

FINLANDE

Gouvernement féminin

C'est peut-être une première au niveau d'un Etat : le nouveau gouvernement nommé le 19 avril est composé de 12 femmes pour 8 hommes… mais sur la photo officielle, les hommes sont plus visibles !

EST

Homophobie persistante

En Pologne, les homosexuels sont toujours victimes de sérieuses discriminations, l'Eglise y ayant sa part de responsabilité. En Russie, c'est encore pire, puisque les homosexuels sont victimes de violences de la part des nationalistes… mais également de la police. Le 27 mai 2007, une manifestation contre l'homophobie, organisée à Moscou, a été l'occasion de nombreuses violences.

La manifestation a été attaquée par des groupes extrémistes, puis la police a interpellé plusieurs manifestants dont des députés européens venus en soutien.

Censure dans les écoles

Le film *4 mois, 3 semaines, 2 jours*, palme d'Or à Cannes, a également reçu le prix de l'Education nationale. Ce prix garantit une diffusion en DVD dans les établissements scolaires, avec un livret pédagogique d'explication du film. Jusqu'à maintenant, ceci n'avait jamais été remis en cause. Le 2 juillet dernier, le Centre national de documentation pédagogique, qui a la charge de la diffusion des DVD, a reçu un courrier du ministère de l'éducation nationale lui demandant de ne pas le diffuser. En cause *"la dureté délibérée du film sur un sujet touchant à l'intime et en vertu du principe de précaution".* Le sujet du film : les difficultés rencontrées par une jeune fille qui veut se faire avorter en Roumanie à l'époque de Ceaucescu.

Il est intéressant de voir ici sortir le principe de précaution : le film de Cristian Mingiu est jugé plus dangereux qu'une culture d'OGM ! La lettre signée de la directrice de cabinet de Xavier Darcos, Christine Juppé-Leblond, précise que le jury devrait être plus vigilant sur les critères d'attribution du prix ! Devant les réactions outrées du monde de la culture et de l'éducation, le ministre a fait marche arrière dès le 7 juillet. Mais cela en dit long sur la volonté gouvernementale de tout vouloir contrôler… y compris dans le domaine de l'information sur l'avortement.



Affiche d'accueil de Nicolas Sarkozy au Gabon le 25 juillet 2007.



Lévy Boussougou

Sarkozy, héritier de la Françafrique

A peine élu président, Nicolas Sarkozy est parti se reposer à Malte sur un luxueux bateau prêté par son ami Vincent Bolloré. Ce dernier a fait l'essentiel de sa fortune en pillant l'Afrique... ce qui laisse augurer qu'il n'y aura pas de changement dans la politique africaine de la France.

Promesses électorales

"Nous ne soutiendrons ni les dictatures ni les pays dirigés par des régimes corrompus". Cette phrase figurait dans le programme officiel de l'UMP. Mais les élections sont passées ! Le 25 juillet, Nicolas Sarkozy est déjà allé serrer la main du colonel Kadhafi, en Libye, l'un des plus anciens dictateurs en activité. Il est ensuite allé serrer la main d'Omar Bongo, vieux pilier de la Françafrique et dictateur du Gabon.

BRÉSIL

Peuple menacé

Les Enawene nawe vivent dans la forêt amazonienne, dans l'Etat du Mato Grosso, à l'ouest du Brésil, à la frontière avec la Bolivie. Ils sont environ 450 et n'ont de contact avec l'extérieur que depuis 1974. Bien que leurs droits soient théoriquement reconnus depuis 1996 par le gouvernement brésilien, leurs territoires sont menacés par la déforestation au profit de la culture du soja et du coton. En 1998, des affrontements ont fait plusieurs morts lorsqu'un projet de route a été mis en chantier à travers leurs territoires. Une campagne de soutien international avait mis un terme au projet. Aujourd'hui, c'est un projet de onze barrages hydroélectriques sur la rivière Juruena qui les menace. Cette rivière leur sert actuellement de ressource pour la nourriture : ils sont pêcheurs et non chasseurs. *Survival international* a lancé une campagne de lettres pour protester contre ce projet. *Survival international, 45, rue du Faubourg-du-Temple, 75010 Paris, tél : 01 42 41 47 62.*

Plainte contre dictateurs

Le 27 mars 2007, les associations Sherpa, Survie et la Fédération des Congolais de la diaspora (FCD) déposaient, auprès du procureur de la République près du Tribunal de Grande Instance de Paris, une plainte pour "recel de détournement de biens publics et complicité", portant sur l'acquisition en France de nombreux biens immobiliers de luxe par des personnalités africaines. Après analyse du dossier, le Parquet de Paris a annoncé le 18 juin 2007 l'ouverture d'une enquête préliminaire. Il s'agit d'une première en France, dont les associations pensent qu'elle devra être déclinée prochainement dans d'autres pays. D'autres biens acquis par des dirigeants africains autres que MM. Omar Bongo et Denis Sassou Nguesso et leurs familles (particulièrement visés par la plainte) sont en cours d'identification en France. *Sherpa, 77, boulevard de Sébastopol, 75001 Paris, tél : 01 42 21 33 25.*

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

L'Ethiket'bus passe en coopérative

L'Ethiket'bus est un bus à impériale rouge qui se veut un lieu d'échange et de discussion pour (re)découvrir ce que signifient les notions de développement durable, de consommation citoyenne et d'écologie à notre échelle à travers des outils concrets et novateurs spécifiques. Au rez-de-chaussée, une épicerie ; à l'étage, un coin détente, de la documentation et des vêtements.

L'Ethiket'bus, comme tout bus qui se respecte, suit à l'année une tournée hebdomadaire avec des arrêts réguliers. Il propose ainsi deux types d'arrêts, le matin sur les marchés du Pays Basque, des Landes et du Béarn. Quel endroit est plus approprié que le marché pour discuter avec les producteurs de leurs spécialités dans une ambiance conviviale où l'on se donne le temps de goûter et d'échanger ? L'après-midi, le bus met à profit le trajet pour desservir trois à quatre villages jusqu'au prochain lieu de marché. Ces *bus stops* permettent d'assurer un service de proximité apprécié là où les petits magasins indépendants disparaissent les uns après les autres.

En fin de semaine, L'Ethiket'bus devient un support pédagogique destiné au public scolaire. En partenariat avec d'autres associations et le cinéma d'art et d'essais *l'Atalante* à Bayonne, il devient un outil ludique pour sensibiliser et informer les générations futures aux enjeux de la consommation responsable et d'un commerce plus équitable.

Trois animateurs se relaient depuis trois ans sur ce bus, avec le soutien d'une cinquantaine de petits producteurs. Actuellement, un projet de transformation en société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) devrait permettre d'associer à la démarche non seulement ces producteurs, mais aussi les communes desservies, les consommateurs et différentes associations partenaires.



Une action ne coûte que 15 euros. *L'Ethiket'bus, 2, esplanade de l'Europe, 64600 Anglet, tél : 06 71 11 03 86.*

Le temps des barbares

On aimerait croire que la conférence dite du groupe de contact sur le Darfour, réunie à Paris par Nicolas Sarkozy, fin juin, constitue une avancée sur le chemin de la paix au Soudan. Rien n'est moins sûr. On a assisté plutôt à une gesticulation de matamores : on va voir ce qu'on va voir ! Elle a commencé par une grosse bévue. Les actes manqués sont les plus éloquents. L'Union africaine a appris l'existence de cette réunion par la presse et l'a donc boycottée. Comme d'habitude, les Africains sont ceux qu'on ne consulte pas quand il s'agit de leur propre sort.

Le président français a déclaré prudemment que *"la seule issue possible à la crise du Darfour est politique"*. Mais il y faudrait d'abord la volonté de tous les belligérants de mettre un terme à la violence. Sur cette terre désertique, grande comme la France, six millions d'habitants n'arrivent pas à subsister. Les bandes armées y font la loi pour s'emparer de misérables lambeaux de végétation. Un savant égyptien, Farouk El Baz, vient justement d'annoncer la présence d'un immense lac d'eau sous les sables de la partie nord du Darfour. Il suffirait de forer des puits artésiens pour fertiliser le pays et nourrir abondamment tous ses habitants.

Mais la malédiction du pétrole, que recèle également le sous-sol de cette région, par les convoitises étrangères qu'il attise, a fait de cette malheureuse région un enjeu international.

Ce qui n'a pas manqué d'y faire naître, au lieu de champs fertiles, la tragique escalade rébellion/répression avec la triste caractéristique des guerres d'aujourd'hui : le massacre de civils. L'autre conséquence désastreuse des combats est le déplacement massif de réfugiés regroupés dans des camps où ils ne peuvent subsister sans aide.

Le renoncement à la violence de la lutte armée n'est pas la soumission. Il faut rappeler les victoires que Gandhi, sur l'occupation coloniale de l'Inde, et Martin Luther King, sur la ségrégation raciste aux USA, ont remportées par leur détermination. Il faut relire les brefs essais, mais plus explosifs que des bombes, que sont le discours *De la servitude volontaire* d'Étienne de La Boëtie et l'opuscule sur *La désobéissance civile* de Henry David Thoreau pour apprendre qu'aucune tyrannie n'est invincible et qu'on ne se défait pas d'un maître pour se mettre sous la coupe de plusieurs.

L'inhumanité du despotisme, d'autant plus efficace qu'il se glisse dans les rouages anonymes des bureaucraties de l'ordre républicain, est sous nos yeux. Qu'une vieille femme soit arrachée manu militari au foyer de sa petite fille pour être boutée hors de France, qu'un jeune homme de vingt ans décède d'une crise cardiaque, selon les autorités, dans un car de police, c'est passé sous silence par une presse complaisante qui nous régale des footings du président. La vieille femme est centrafricaine, le jeune Français s'appelle Lamine Dieng, pas de quoi faire un flan.



DR

Ces cas ne sont pas isolés. Les autorités françaises, dopées par les injonctions du ministre de l'intérieur Sarkozy, ont expulsé l'année dernière 25000 personnes, renvoyées au désespoir et à la mort lente auxquels elles avaient réussi à échapper. Un tel exploit a porté son auteur à la présidence et on fera certainement mieux cette année puisqu'un ministère tout entier va s'y atteler pour protéger l'identité française. Les immigrés, légaux ou non, ont de toute façon trop de famille. On va légiférer pour y mettre bon ordre. Et tout cela se fera très proprement.

Odile Tobner ■

Association Survie, 210, rue Saint-Martin, 75003 Paris, tél : 01 44 61 03 25.



DR

Lamine Dieng.



Climat

TURQUIE

Arche de Noé

Greenpeace a installé au sommet du mont Ararat, en Turquie, une arche de Noé, pour rappeler que c'est là qu'est selon la Bible arrivée l'arche de Noé après le précédent dérèglement climatique.

Fonte des glaces

■ **Arctique.** Depuis trente ans, la calotte glaciaire du pôle Nord a diminué de 7 % en hiver et 10 % en été. Si elle fondait complètement, le niveau des mers monterait de 7 mètres. Conséquences : de très nombreuses îles disparaîtraient, au moins 2000 rien que pour l'Indonésie. En France, une telle hausse provoquerait, sauf à construire d'importantes digues, l'inondation de la baie de Somme, du marais Poitevin et de la Camargue. Rappelons que le parvis de Notre-Dame à Paris n'est qu'à 26 mètres au-dessus du niveau de la mer.

■ **Himalaya.** Une étude réalisée par l'Institut de recherche environnementale et d'ingénierie des régions glaciaires et sèches, qui dépend de l'Académie des Sciences de Chine, révèle qu'en quarante ans, la surface glaciaire a baissé, de 5,5% et le volume de 7%. La Chine compte 46 298 glaciers qui s'étendent sur une surface de 49 406 km². Les chercheurs estiment que le réchauffement climatique est à l'origine de cette fonte des glaces et que celle-ci va faire monter à court terme le volume de l'eau des rivières, des lacs et des zones humides, mais va entraîner de graves pénuries d'eau à long terme, au fur et mesure que le volume des glaciers diminuera. Le plateau Qinghai-Tibet, où se trouvent près de 84% des glaciers de la Chine, a subi un inquiétant retrait des glaces.

Records de température

Sur les cinq premiers mois de l'année 2007, l'Europe centrale et la Russie ont connu un excès de température de 5°C supérieur à la normale. C'était également le cas dans le nord du Canada. Le 28 mai, Moscou a battu un record de chaleur avec 32,9°C. C'est la première fois que le thermomètre dépasse les 30°C au mois de mai. Entre le 23 et le 27 mai, la température était supérieure de plus de 10°C par rapport à la normale sur l'ensemble de la Russie. En mai et juin, l'Europe de l'Ouest a connu des excédents de précipitation importants (au moins double de la normale), sans que cela provoque de baisse notable de la température. Un scénario cohérent : plus il fait chaud, plus l'eau des océans s'évapore et plus il y a des précipitations.

Les Français face au réchauffement climatique

L'Agence nationale de la recherche a commandé à la Sofres un sondage sur les Français et le changement climatique. En lisant ce sondage, réalisé en avril 2007, dans le détail, on en comprend le sens : essayer de justifier des demandes de financement pour la recherche sur le stockage du CO_2 (au lieu d'essayer d'éviter d'en produire). Mais les résultats ne vont pas dans ce sens ! Tout d'abord, pour 79% des sondés, le changement climatique ne fait plus de doute, 14% estiment que l'on n'en sait pas encore assez, 4% pensent qu'il n'y a pas de changement climatique. Faut-il donner la priorité à l'économique ou à l'environnement ? 78% répondent l'environnement avant l'économique contre 17% l'inverse (où malheureusement on retrouve tous nos dirigeants !). Pour réduire le changement climatique, les sondés proposent dans l'ordre : planter des arbres (57%), produire de l'électricité solaire (53%), produire des voitures qui consomment moins (48%), produire des appareils plus économes en énergie (41%), développer l'énergie éolienne (37%), produire de l'énergie à partir des déchets agricoles et par les cultures énergétiques (23%), produire de l'énergie nucléaire (10%), stocker le CO_2 dans les sous-sols (5%), ajouter du fer dans les océans pour augmenter leur capacité à absorber le CO_2 (3%). On notera avec satisfaction que les solutions technico-délirantes n'attirent pas grand monde, pas plus que le recours au nucléaire et que les Français privilégient l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables.

G8
Mesures floues

Les pays du G8 (65% de la production industrielle et donc a peu près le même pourcentage des émissions de gaz à effet de serre), lors du sommet de juin en Allemagne, ont signé une déclaration commune fixant comme objectif de diminuer de moitié leurs émissions d'ici 2050… mais sans préciser par rapport à quelle année de référence (pour les accords de Kyoto, c'est 1990… mais depuis les Etats-Unis ont sensiblement augmenté leurs émissions). Ils se sont prononcés pour négocier une suite aux accords de Kyoto, au-delà de 2012. Les Etats-Unis ont clairement laissé entendre qu'ils souhaitaient que ces engagements soient pris aussi par l'Inde et la Chine, concurrents directs dans la course économique mondiale. Les associations ont regretté que ces déclarations ne soient suivies d'aucun objectif chiffré.

Tokyo ne respecte pas Kyoto

Une étude réalisé par des experts montre que sur un an, d'avril 2005 à mars 2006, les émissions de gaz à effet de serre au Japon ont augmenté de 8 %. Ceci est en totale contradiction avec les engagements pris par le pays dans le cadre des accords de Kyoto, qui prévoient que le Japon baisse ses émissions de 6 % en 2012 par rapport à 1990. Le comité d'experts suggère de mettre la priorité sur l'efficacité énergétique et les économies d'énergie, la mise en place de normes plus restrictives pour les automobiles, l'agro-alimentaire et la chimie.



Tokyo.

Vendanges
Record de précocité

Les vendanges ont commencé le 2 août à Rivesaltes, près de Perpignan, battant d'un jour le record de 1999. En Champagne, elles ont commencé le 14 août, battant aussi un record de précocité.

Limiter la vitesse

Selon un sondage BVA, réalisé pour le compte d'Agir pour l'environnement, et rendu public le 25 avril, 68% des Français sont pour une baisse de 10 km/h de la vitesse maximale sur autoroute afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre.

Triporteurs et remorques de vélos

Les sacoches ne suffisent plus pour transporter ce que vous voulez véhiculer avec votre vélo. Vous pouvez faire mieux avec le recours à un triporteur ou avec le choix d'une remorque. Le triporteur étant stable sur trois roues, il vous permet de démultiplier à volonté votre effort, mais il est encombrant. La remorque stabilise moins bien le vélo mais peut se décrocher lorsqu'elle est inutile. Certaines remorques sont multi-usages (détachées, elles peuvent se transformer en brouette de jardin, en poussette d'enfants ou en caddy de course...).
La société Vecto importe des triporteurs du Danemark, plusieurs modèles selon les usages envisagés. Trois roues et plus propose différents modèles avec charge à l'avant ou à l'arrière. EV-ShowRoom propose des triporteurs de grande taille et des vélos-taxis, certains avec aide électrique. Le rayon loisir propose deux modèles de triporteurs, mais aussi des remorques de vélos pour enfants ou utilitaires. Tous font de la vente par internet. Sur le site www.deux-plus-deux.net vous pourrez trouver un catalogue intéressant de remorques et aussi une liste des revendeurs dans toute la France.

- *Vecto, 4, rue Abbé-Grégoire, 75006 Paris, tél : 01 45 48 51 94.*
- *Trois roues et plus, 207, rue de Quimper, 29300 Quimperlé, tél : 02 98 39 20 96.*
- *EV-Showroom, 3, rue du Vieil-Renversé, 69005 Lyon, tél : 04 78 37 50 44.*
- *Le Rayon loisir, Maubusson, route de Louvigne, 53190 Landivy, tél : 02 43 05 06 89.*

Dépliants

L'Adav, Association pour le droit au vélo de Lille, diffuse gratuitement des dépliants d'informations sur comment bien se déplacer à vélo : "bien circuler à vélo en ville", "vélos, camions, attention danger"... On peut venir en chercher au siège de l'association ou les télécharger sur internet. *Adav, MRES, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 86 17 25, www.droitauvelo.org.*

Voyages à vélos

Hervé Le Cahain a mené une recherche pour retrouver tous les récits de randonnées à vélo. Il note une importante littérature de 1890 à 1902 puis depuis 1980 : au total 124 ouvrages recensés dans un document que l'on peut recevoir contre 6 €: *Hervé Le Cahain, 4, boulevard Saint-Cononwoïon, 35000 Rennes, herve.le-cahain@wanadoo.fr.*

Strasbourg : parc à vélos

Le 2 juin, Strasbourg a inauguré le plus grand parc à vélos de France. Situé devant la gare, il propose 850 places couvertes et surveillées, ouvert 24h/24h. Moyennement un abonnement modeste (19€ par an), les cyclistes disposent en plus d'une place d'un bilan de sécurité gratuit et peuvent accéder à différents services : petit entretien vélo, gonflage, lavage, marquage anti-vols...
Un complément aux 400 km de pistes cyclables de la ville.

LILLE

Promotion des voies vertes

L'association Droit au vélo (ADAV) propose une ballade le long des chemins de halage des canaux de la région dimanche 23 septembre à 10 h, avec un débat sur les possibilités de véloroutes. Rendez-vous à 10 h, au Ch'ti Vélo, gare de Lille, possibilité de louer un vélo sur place. *ADAV, 23 rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 86 17 25.*

ANGERS

Cyclopostale

Reprenant une idée déjà fort développée en Suisse et qui émerge en France, deux lecteurs de *S!lence* ont créé en juin 2007 un service de livraison rapide dans Angers sous le nom de Cyclopostale. On peut ainsi faire livrer ses colis sans polluer : *La Cyclopostale, 56, rue Bressigny, 49100 Angers, tél : 02 41 87 96 92, www.cyclopostale.com.*



Rui Pereira

PARIS

Vélib, le succès

Depuis le 14 juillet, la capitale dispose de 10 600 vélos en libre-service, nombre qui devrait atteindre 20 000 à la fin de l'année. L'attribution du marché à JC Decaux a fait l'objet d'intenses tractations et alors qu'à Lyon, l'arrivée du Vélo'v s'est accompagnée d'une hausse des panneaux publicitaires, à Paris, le contrat prévoit une baisse de 20% des panneaux. Succès immédiat : le million d'utilisations a été franchi avant la fin juillet.

LYON

Vélorution

Après des années d'initiatives distinctes, l'ensemble des associations pro-vélo de Lyon ont mis en place un calendrier de manifestations communes : une vélorution se tiendra donc désormais le quatrième samedi de chaque mois. Premier rendez-vous : le 22 septembre, place Louis-Pradel, devant l'Opéra.



La vélorution à Paris en 2005.

P-E Weck



Environnement

Pesticides

■ **Paraquat interdit.** Après des années de campagnes menées par les associations, l'Union européenne a accepté début juillet d'interdire le Paraquat. C'est une décision de justice qui a annulé la directive de 2003 renouvelant l'homologation de cet herbicide. Le Paraquat a des conséquences néfastes sur la faune sauvage et est suspecté de favoriser la maladie de Parkinson chez les travailleurs agricoles.

■ **Paris : pluie de pesticides**. Petite bombe dans les informations concernant les polluants dans la capitale, l'agence Airparif a mesuré les pesticides présents dans l'eau de pluie : elle a trouvé une trentaine de molécules sur les 80 utilisées en Ile-de-France. Elle estime dans son étude que lors des pulvérisations, entre 25 et 75 % des particules restent en suspension dans l'air et retombent parfois fort loin.

Ecovolontariat

L'association *A pas de loup* organise différents chantiers d'écovolontariat tout au long de l'année. Elle cherche ainsi des volontaires du 1er au 15 septembre pour des observations du tétras-lyre sur les hauts plateaux du Vercors (Drôme). D'autres écovolontaires par tranche de deux semaines pour la surveillance des tortues d'Hermann dans le Var. De février à novembre, pour participer en Normandie à un centre pour oiseaux blessés. Du 15 septembre au 15 novembre pour compter les oiseaux migrateurs sur trois cols en Pays Basque… Si vous êtes intéressés (il faut avoir plus de 18 ans) : *A pas de Loup, 12, rue Malautière, 26220 Dieulefit, tél : 04 75 46 80 18.*

Pollution du Rhône

Le taux de PCB (polychlorobiphényle) des poissons du Rhône augmente lentement depuis des années. Cette molécule difficilement inflammable, proche de la famille des dioxines, était utilisée comme refroidisseur dans les transformateurs jusque dans les années 80. Les stocks de PCB sont détruits à l'usine Trédi à Saint-Vulbas (Ain), à 40 km en amont de Lyon. La pollution en PCB a commencé il y a déjà plusieurs années entre Saint-Vulbas et Lyon, la pêche a alors été interdite dans ce secteur. Début 2006, l'interdiction de pêcher a été entendue entre Lyon et Vienne, 40 km au Sud, puis début 2007, jusqu'à Valence (100 km au sud de Lyon). On parle maintenant de l'étendre jusqu'à Avignon. Les PCB se stockent dans les graisses des poissons de manière stable… mais l'extension progressive de la pollution semble indiquer que la source de la pollution n'est pas tarie. L'usine Trédi affirme pourtant qu'elle respecte les normes en vigueur.


DR

Qualité de l'air

Selon les données du ministère de l'écologie, depuis 1990, les émissions de plomb dans l'air ont baissé de 96%, celles de dioxyde de souffre de 85%… mais d'autres particules sont venues prendre la place et ce sont chaque année environ 10 millions de tonnes de polluants qui sont émis dans l'atmosphère en France. Il existe des milliers de molécules, dont seules 13 font l'objet d'une recommandation européenne et seulement quatre sont strictement surveillées dans les 140 plus grandes agglomérations (dioxyde d'azote, dioxyde de soufre, particules inhalables PM10, ozone). Autant dire que les 72% de Français qui pensent que la pollution de l'air menace leur santé ont bien raison de s'inquiéter.

Transports


DR

■ **Passage à niveau.** Intéressante étude sur les causes des accidents sur les passages à niveau. Dans 30% des cas, le conducteur automobile a enfoncé les barrières ne s'attendant pas à les trouver fermées, autres causes fréquentes : le freinage tardif qui fait que le véhicule ne s'arrête pas à temps, les tentatives de passer en chicane entre les demi-barrières baissées, l'arrêt sur la voie de chemin de fer parce que coincé dans une file de véhicules, enfin, le moteur qui cale au moment d'une reprise sur la voie… A l'arrivée, dans plus de 99% des cas, c'est la voiture sur route qui est responsable de l'accident et non le train. *(FNAUT-Infos, juin 2007).*

■ **Automobiles : toujours plus puissantes.** Même si les moteurs consomment moins en théorie, ce progrès passe complètement inaperçu du fait de deux évolutions parallèles : d'une part, pour améliorer la sécurité, les véhicules sont de plus en plus lourds (+380 kg en moyenne en vingt ans, soit un tiers de plus), d'autre part, les moteurs sont de plus en plus puissants : +50% en vingt ans, alors que la vitesse est limitée, 88% des voitures vendues en 2004 pouvaient atteindre 170 km/h contre 32% en 1991. *(Source : Ademe)*

■ **Travail de plus en plus loin.** Selon l'Ademe, la distance moyenne entre notre logement et notre travail est de 15 km, une distance qui a doublé en seulement 15 ans ! L'étalement urbain et la sectorisation des quartiers sont donc directement responsables d'une bonne partie de la hausse de l'utilisation des voitures et par conséquence de la hausse des émissions de gaz à effet de serre. Non seulement, il faut penser logement économe, mais il faut également penser besoins de déplacements limités.

■ **Les fausses voitures propres.** La *Prius* de Toyota, voiture hybride ayant un moteur électrique et un moteur classique, est souvent présentée comme une voiture "économe", notamment parce que lorsque l'on freine, on produit de l'énergie électrique qui peut être ensuite être utilisée par le moteur électrique. Mais une voiture qui consomme peu en fonctionnement peut consommer beaucoup pour sa fabrication ! Une étude présentée dans la revue *Recorder* de l'Université Central Connecticut (USA) compare l'énergie nécessaire à la fabrication d'un 4x4 *Hummer* (la voiture qui consomme le plus de carburant) à une *Prius*. Comme dans la *Prius*, il faut installer deux moteurs, une technologie pour gérer leur cohabitation extrêmement complexe, l'utilisation de produits difficilement recyclables, la conclusion de l'enquête est qu'il faut 50 % d'énergie en plus à la *Prius* surl'ensemble de son cycle de vie. La voiture propre n'est pas encore pour demain.

■ **Journée sans voiture.** Le 22 septembre est, au niveau international, la journée sans voitures. Si les initiatives institutionnelles se multiplient ce jour-là, dans le cadre du développement "durable", n'hésitez pas à proposer des initiatives plus radicales pour une réflexion politique sur les transports.

■ **Indécences.** Le 20 juin, s'est tenu à Paris un tournoi de beach volley. 3600 tonnes de sable ont été pour cela importés… par avion du Canada ! Alors que les carrières de sable sont nombreuses tout autour de Paris.

■ **Vallée d'Aspe : accidents de poids lourds.** Après des années de contestation pour demander que soit remise en route la voie ferrée, le tunnel routier a finalement ouvert dans la vallée d'Aspe en 2003. Depuis, les communes se désolent du trafic des poids lourds et des accidents. En juin, le 15e accident s'est traduit par le déversement de 20 000 litres de potasse dans le cours d'eau, tuant entre 15 et 25 000 poissons.

■ **Lyon-Turin : nouveau tracé ?** Le gouvernement italien se trouve confronté à l'opposition des élus de la région de Suze qui refusent le passage du train. Le 14 juin 2007, Romano Prodi a annoncé qu'il allait demander à l'Union européenne la possibilité d'étudier un nouveau tracé. Ce recul laisse supposer que le projet va prendre encore de sérieuses années de retard.

"Ras le viol", une action du mouvement de Résistance à l'agression publicitaire.

Publicité

■ **L'antipublicitaire**. L'association *Résistance à l'agression publicitaire* a décidé de changer le titre de son bulletin qui de *RAP-Echos* est devenu *L'antipublicitaire*, un titre plus explicite. On peut l'obtenir auprès de *RAP, 53, rue Jean-Moulin, 94300 Vincennes, tél : 01 43 28 39 21.*

■ **Rouen : comparants volontaires.** Le 11 mai, alors que s'ouvrait à Rouen, le procès d'un seul déboulonneur de pub, François Vaillant par ailleurs animateur de la revue *Alternatives non-violentes*, deux volontaires, Johann Lachèvre et François Huvé ont demandé à être aussi inculpés. Après intervention de l'avocat François Roux, le président du tribunal a autorisé les deux comparants volontaires à s'asseoir sur le banc des prévenus. Une première juridique. Le procès a été l'occasion de faire le procès de la publicité et en particulier de dénoncer le projet qui, à Rouen, permettrait à Decaux de bénéficier de 1500 m² de surfaces d'affichage au lieu de 1200 m² en échange d'un parc de vélos en location. Le procès a duré près de trois heures… et à la fin le procureur a demandé une dispense de peine. François Vaillant a été symboliquement condamné à 1 € d'amende… mais le procès a occasionné pour 4000 € de dépenses. On peut aider à la poursuite de l'action en envoyant un chèque de soutien à : *Collectif des déboulonneurs, centre 308, 82, rue Jeanne-d'Arc, 76000 Rouen.*

■ **Lyon : procès.** Le 2 mai, un premier procès a permis une nouvelle fois de dénoncer l'agression publicitaire. Bertille et Raphaël passent, pour un barbouillage effectué en janvier 2007, devant le tribunal de police. Hélène Blanchard, vice-présidente du conseil régional vient témoigner de la difficulté de la part des élus de lutter contre les panneaux illégaux (environ un sur trois). Claude Got, médecin, spécialiste de la traumatologie routière, dénonce une nouvelle fois la publicité qui incite à acheter des voitures, le plus souvent avec des arguments sur la vitesse, en contradiction avec le code de la route. Il dénonce aussi les publicités pour la mauvaise nourriture source d'obésité et de coûts sociaux importants dans le domaine de la santé. Le procureur a demandé 800 € d'amendes assortie éventuellement de sursis. Le tribunal a prononcé la relaxe. Lors d'un deuxième procès, le tribunal de Lyon a condamné le 18 juin deux Déboulonneurs à 500 € d'amende avec sursis, le troisième inculpé étant relaxé. Les différentes actions et soirées de soutien ont permis de couvrir les frais de justice. L'annonceur qui avait amené une facture de 200 € pour le nettoyage du panneau peinturluré est reparti bredouille : l'avocat de la défense ayant fait remarquer que l'annonceur s'était lui-même fait cette facture, la procédure a été jugée illégale.

Nouvelles technologies au placard

Les études statistiques nous donnent le plus souvent le taux d'équipement des familles pour un produit. Aux Etats-Unis, une vaste enquête a été réalisée sur le taux d'utilisation de ces produits. Alors que les taux d'équipement en ordinateur, téléphone portable, abonnements internet dépassent tous les trois 80%, le taux d'utilisation est dans les trois cas inférieur à 50%. Ce qui signifie que les gens, convaincus par la publicité ou abreuvés de cadeaux, ont des appareils disponibles, mais qu'ils ne les utilisent pas… soit parce qu'ils ne savent pas s'en servir, soit parce qu'ils n'en ont pas besoin.

Expulsions

Protestations à Air France

Le jeudi 12 juillet, une intersyndicale a organisé une manifestation devant le siège d'Air France au moment de l'assemblée générale. Le personnel protestait contre les réquisitions de place dans les avions avec les multiples scènes de violence qui accompagnent les expulsions de sans-papiers. La CGT, la CFDT, SUD, FO, la CGC et le SPAF (syndicat des pilotes), ont demandé que cessent les coups portés par les policiers au sein des avions, que ne soient plus débarquées les personnes qui protestent, que soient levées les sanctions contre les passagers traduits devant les tribunaux pour "rébellion contre les forces publiques". Les syndicats avaient invité le Réseau éducation sans frontières et des collectifs de sans-papiers. Si l'initiative des syndicats est heureuse, il est à craindre que le gouvernement ne s'adresse simplement à d'autres compagnies aériennes.

Taux record d'immigration

Connaissez-vous l'endroit qui en France a le plus fort taux d'immigrés avec 78% de sa population et 120 nationalités différentes ? C'est Monaco qui avec 25000 immigrés sur 32000 habitants, entassés dans des grands ensembles, ne connaît pourtant pas souvent des émeutes ! Comme quoi ce n'est peut-être pas l'immigration qui pose problème, mais plutôt la pauvreté.

Chômeurs heureux

Après les élections législatives, de nombreux anciens députés se retrouvent au chômage… Mais ils n'ont pas trop de soucis à se faire : juste avant la fin de la dernière législation, ils ont voté une modification de leurs allocations : au lieu de six mois, ils peuvent maintenant bénéficier d'allocations pendant cinq ans (soit jusqu'aux prochaines élections !) avec au départ 5400 euros par mois et dans cinq ans encore 1080 euros par mois. A quand les mêmes largesses pour tous les chômeurs ?

Gens du voyage



La loi Besson du 5 juillet 2000 oblige les communes de plus de 5000 habitants à mettre un terrain d'accueil à disposition des gens du voyage. Malheureusement, sept ans plus tard, beaucoup d'entre elles ne se sont toujours pas conformées à cette réglementation. En tout, seules 25% des places prévues ont été ouvertes (10 000 contre 42000 prévues). Les chiffres varient beaucoup d'une région à l'autre : depuis la Bretagne qui culmine à 47% de places ouvertes par rapport à l'exigence fixée par la loi Besson, jusqu'à la Corse qui en compte 0% en passant par la Picardie qui en compte 13%.

Parallèlement, la loi sur la sécurité intérieure mise en place par Sarkozy, en 2003, considère comme un délit le fait d'installer une caravane sur un emplacement non-autorisé. En cas d'infraction, le "délinquant" peut être puni de 3750 euros d'amende et d'une peine de prison ferme pouvant aller jusqu'à 6 mois. Son véhicule — l'objet du délit — peut lui être confisqué. La simple application de la loi Besson aurait permis d'éviter cette criminalisation des gens du voyage qui conduit à les priver, au nom de la lutte contre la délinquance, du nécessaire pour vivre : le logement.

Pour aller plus loin : *FNASAT-Gens du voyage, 59, rue de l'Ourcq, 75019 Paris, tél : 01 40 35 00 04. Expo peuples tziganes CHRD jusqu'au 9 décembre 2007.*



Paix

Essais nucléaires au Sahara
L'armée choisit le mensonge

Après un colloque organisé par le gouvernement algérien les 13 et 14 février 2007 et avant la projection sur Arte, le 16 mars, d'un film "Vive la bombe" reconstituant l'accident qui s'est produit lors de l'essai Gerboise, le 1er mai 1962, le ministère de la Défense a publié sur son site internet sa version des faits. Ce rapport essaie une nouvelle fois de faire croire que les essais sont propres… omettant de citer pas moins de 35 essais, évitant de rappeler le contexte de l'essai Gerboise (guerre d'Algérie, putsch des généraux). Les associations de vétérans et de victimes ont demandé une nouvelle fois la levée du secret défense pour en finir avec ces mensonges.

BISCAROSSE

Inspections citoyennes

Des fuites ont permis au collectif "non au missile M51" d'apprendre qu'un nouvel essai du missile était programmé sur la base militaire de Biscarosse, dans les Landes, le 19 juin à 9 h. Une inspection citoyenne a été mise en place aussi discrètement que possible. Malgré cela, les autorités étaient au courant et plusieurs centaines de gendarmes avaient été déployés pour empêcher l'accès au site. Toute la matinée, des interpellations ont eu lieu autour du site… mais une vingtaine d'inspecteurs ont réussi à pénétrer sur le site du centre d'essais. Le tir a été suspendu alors que les militaires essayaient d'interpeller les civils présents. Les derniers inspecteurs ont été arrêtés vers 17 h, à proximité du pas de tir. *"Ces tirs d'essai préparés à l'insu des populations constituent de véritables provocations contre la paix"* a déclaré Pierre Villard, porte-parole du collectif. *"On ne peut pas à la fois accuser l'Iran de vouloir se doter de la bombe et menacer ce pays avec un nouveau missile d'attaque qui pourrait opérer des frappes nucléaires soi-disant « chirurgicales » sur la population iranienne. Encore une fois, la France joue au pompier pyromane en s'autorisant à violer ouvertement la lettre et l'esprit du Traité de non prolifération. Y aurait-il deux poids deux mesures pour le respect du droit international ?"*. Le tir ayant été reporté de 24 h, les inspecteurs ont de nouveau essayé de pénétrer sur le site le 20 juin… mais ont tous été arrêtés préventivement. Les deux inspecteurs arrêtés le plus près du pas de tir ont été inculpés pour "intrusion sur un site militaire". Une nouvelle inspection est organisée les 21, 22 et 23 septembre. Pour devenir vous aussi inspecteur, prenez contact avec *Greenpeace, le Réseau Sortir du nucléaire, l'appel des Cent, l'Union pacifiste, le mouvement de la paix, Attac, ACDN, le MAN, Pax Christi ou www.nonaumissilem51.org*.

Traité de non-prolifération
Impasse totale !

La commission préparatoire de révision du TNP, traité de non prolifération des armes nucléaires, à l'ONU, qui s'est tenue à Vienne (Autriche) du 30 avril au 11 mai, s'est soldée par un refus total des pays dotés de l'arme nucléaire d'appliquer un article du traité prévoyant leur engagement dans la voie du désarmement. Cette commission qui a pour but de faire l'ordre du jour a d'abord bloqué sur le cas iranien… Pour éviter d'être mis en cause sur leurs propres programmes nucléaires, les cinq pays officiellement dotés de l'arme nucléaire (Russie, Etats-Unis, Chine, France et Grande-Bretagne) ont demandé que la règle de l'unanimité s'applique lors des réunions de révision du traité de non-prolifération ; ainsi il suffit de leur seul veto pour empêcher que l'on parle de leur cas. Mais le processus s'est retourné contre eux lors de la dernière réunion, l'Iran ayant choisi de bloquer avec le même procédé toute discussion tant que l'on ne mettrait pas à l'ordre du jour le désarmement des cinq "grands". Après quatre jours de blocage, l'Iran a finalement obtenu l'ajout d'une phrase en note de bas de page du compte-rendu qui précise "la nécessité de se conformer totalement à toutes les dispositions du traité"… lequel prévoit le démantèlement des armes nucléaires dans les cinq pays dotés.
Ensuite, toutes les propositions déposées par des pays non dotés de l'arme nucléaire ont été écartées :
– le Brésil et le Canada ont proposé que les Etats nucléaires soient tenus de donner toutes les informations sur la composition de leurs forces nucléaires.
– le Costa Rica et la Malaisie ont proposé que le modèle de Convention de désarmement nucléaire (document élaboré par les ONG et déjà reconnu par l'ONU) soit accepté dans les documents de travail du TNP.
–L'Afrique du Sud a proposé le principe d'une "assurance de sécurité négative" qui consisterait en un engagement des Etats nucléaires de ne pas envoyer de bombe nucléaire sur un Etat non nucléaire.
Les ONG présentes ont demandé quand cessera la mauvaise foi des Etats nucléaires… Russie, Etats-Unis, Chine, France et Grande-Bretagne, ayant un droit de veto à l'ONU, ces Etats n'acceptent aucune proposition les remettant en cause. Ils disposent à eux cinq d'environ 27000 bombes nucléaires, de quoi détruire de nombreuses fois la planète, de quoi engloutir des sommes d'argent qui pourraient servir de bien meilleure façon.
Pour en savoir plus : *ACDN, Action des citoyens pour le désarmement nucléaire, 31, rue du Cormier, 17100 Saintes, www.acdn.net*.

TAVERNY

Maison de vigilance

En 1983, plusieurs personnes dans le monde font un "jeûne pour la vie" pour demander le gel de la course aux armements nucléaires. Le jeûne dure 40 jours et en France, à l'initiative de Solange Fernex, jeûneuse d'alors, il est décidé de poursuivre l'action par l'achat d'une maison proche du PC atomique de Taverny (au nord de Paris) pour y maintenir des actions dénonçant le recours à l'arme atomique. Depuis, chaque année, la maison organise au minimum un jeûne du 6 au 9 août, dates anniversaires des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki. L'entretien de la maison nécessite des frais et l'association gestionnaire a besoin d'un nouveau souffle. Elle cherche aujourd'hui des donateurs pour poursuivre l'action. *Maison de vigilance, 134, route de Béthemont, 95150 Taverny, tél : 01 39 95 68 28.*


Michel Bernard

NORD-PAS-DE-CALAIS

Semaine d'éducation à la paix

Du 7 au 14 octobre 2007, dans la région Nord-Pas-de-Calais, se tiendra la semaine d'éducation à la paix organisée dans le cadre de la décennie internationale pour une culture de non-violence, par une soixantaine d'associations. Elle sera précédée d'une journée internationale de la paix le 21 septembre dans les centres sociaux de Roubaix. Durant la semaine, le ciné-paix sera présent dans les salles de cinéma de la région de l'association "de la suite dans les images". Un cyclo-tour sillonnera les routes au rythme de la paix. Un festi-paix clôturera la semaine au jardin Mosaïc à Houplin-Ancoisne, avec jeux, lectures, pique-nique et festivités le dimanche 14 octobre. *Semaine de la paix, Léa Dodin, tél : 03 20 95 91 46 ou 06 72 88 52 14.*

LILLE

Soirée jeux coopératifs

L'association Pas de côté organise des soirées d'initiation aux jeux coopératifs dans ses locaux. Prochain rendez-vous le mardi 25 septembre à 20 h, au sein de la MRES. *Le Pas de Côté, MRES, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 52 18 48.*

Célestin et l'école moderne

Depuis quelques années, s'est ajoutée à la valse hachée des "réformes" de l'enseignement, la quasi sommation lancée à l'école (et à la famille) par les édiles politiques et les technocrates de l'éducation de remédier à la déliquescence sociale, de corriger des violences intrinsèques au système libéral, de fabriquer du citoyen avec un avenir alors que les "choix" politiques maltraitent ou nient une citoyenneté pleine et libre en conduisant l'ensemble de la société vers l'aberration socio-économique et dans l'impasse écologique. Et cela est d'autant plus inquiétant que l'entreprise, la publicité, la biométrie, l'armée et la police ont de plus en plus tendance à y entrer, voire à y être invitées. Cette avalanche de tâches, couplée à une réduction drastique des moyens humains et matériels, transforme le travail éducatif en mission… difficile (impossible ?).

Aussi est-il important de souligner qu'au sein de l'institution, des enseignants et des responsables d'établissement "rament" dans d'autres sens (2) et cherchent des eaux moins troubles que celles pseudo modernes et bien réactionnaires qui nous sont, à tous, servis.

L'école de Bauzy où les classes de Sandra Philip, Lucie Deslys ou Aurore Pasquier sont ainsi de petits îlots (3) où les théories pratiques de Célestin Freinet sont mises en œuvre et adaptées chaque fois différemment par le couple enseignant-élèves. Philippe Wain, l'instituteur de Bauzy, m'attendait donc en compagnie de ses élèves en cet après-midi ensoleillé qui caressait la petite bourgade de Sologne. *"Ce que tu verras chez moi, c'est juste un aperçu d'une classe Freinet. Partout c'est différent et en plus, ça ne fait pas longtemps que je suis là, ça commence juste à tourner un peu. Et puis, c'est important que tu rencontres le groupe départemental, nous essayons de travailler en réseau, d'échanger et de partager nos expériences. C'est un aspect important de notre travail et… de bons moments !"* Après la classe, Philippe et moi partions donc rencontrer le groupe ICEM 41 où Jean-Bernard et Patrick, les retraités, n'eurent pas plus leur langue dans leurs poches, que remisé leurs idéaux éducatifs au rang de vieilles marottes de la vie active.

De passage dans le Loir-et-Cher, nous avons rencontré des pédagogues Freinet ; l'occasion de se pencher sur l'Institut coopératif de l'école moderne (ICEM)(1)

Depuis le banc d'écolier

Ah ! les méthodes et les temps ont changé depuis que les élèves déchargeaient et rangeaient le bois du poêle de la classe et que l'instituteur abandonnait brièvement ses élèves pour les écritures municipales dans ce bâtiment, construit en 1890, qui héberge toujours la mairie et l'école. Il y a environ trente enfants, les grands, tandis que les petits sont rassemblés à l'école de Neuvy. Des enfants du coin, fils et filles de paysans ou d'artisans mais aussi des gamins d'employés et de travailleurs, plus ou moins précaires, venus de la ville (Blois) et ayant fait construire parce que le terrain n'y est pas cher. Ayant baigné dans les milieux d'éducation populaire, animateur de colos, Philippe Wain a quitté la région parisienne pour Marcilly-en-Gault. Depuis 1993, dans ce bourg solognot, Philippe — qui a toujours été un "instit Freinet" — avait en charge une classe d'un même niveau. *"Et puis, j'ai demandé à venir ici. Là-bas, j'étais dans un genre de train-train, je n'arrivais pas à progresser."*


Matthieu Barbaroux
L'école de Bauzy.

Les jeux dans la cour sont finis et nous rentrons tous. Les enfants et le maître ont décidé ensemble de l'organisation du travail. A chaque table, de petits groupes d'élèves aux âges mélangés forment des ateliers. Ici l'on prépare des textes pour le journal de la classe, là on dessine, là-bas c'est un jeu de stratégie, *Les sorcières,* où l'on encercle l'adversaire avec des pions, qui captive les enfants. Pas loin de moi, ils sont quatre, mobilisés par *Alerte aux poissons-chats*. Il s'agit d'un jeu coopératif, inspiré d'un jeu allemand (*Feuerwehr* : les pompiers) que Philippe a fabriqué et adapté à la Sologne. Les enfants avancent des bateaux, retirent ou remettent des poissons-chats au hasard des dés sur un plateau plein de mares et de bras d'eau. L'invité que je suis déclenche un peu de curiosité : me voyant intéressé et attentif à leurs explications, quelques-uns veulent me voir à leur table, mais l'ambiance de la classe reste sérieuse et libre à la fois.

(1) Voir précédemment *S!lence* n°215, "Des écoles différentes", février 1997 ou encore "Bonaventure, centre d'éducation libertaire", *S!lence* n°312/313, été 2004, numéro régional sur le Poitou-Charentes. ICEM, secrétariat national, 18, rue Sarrazin, 44000 Nantes, tel : 02 40 89 47 50, http://www.icem-freinet.info/

(2) La coopération plutôt que la compétition, l'imagination plutôt que l'ânonnement , la diversité plutôt que la fabrique en série, l'esprit critique plutôt que la soumission, la participation plutôt que la docilité… Notons ici que des études sociologiques montrent que les pédagogies alternatives ne "fabriquent" pas plus d'artistes que les méthodes classiques mais, en revanche, permettent aux futurs adultes une "aisance comportementale" et une confiance en soi qui stimulent alors l'engagement dans la société.

(3) L'Education nationale n'ayant jamais apprécié — aux deux sens du terme — les pédagogies alternatives, il y a de fortes disparités spatiales quant à leur application. La Bretagne, le Nord Pas-de-Calais, le Sud-Ouest ou le Rhône sont plus actifs.

15 h 15, pas de sonnerie, mais c'est la récré ! Pas de cerceaux, de plots, de ballon ou de corde à sauter dans la cour ; tout cela était détruit. Sous l'impulsion du maître, les enfants ont rangé tout ce qui restait dans un local et *“on commence à en reparler, à penser en ressortir quelques-uns desquels on prendra soin…”*.

Philippe reste souvent jusqu'à 18 ou 20 heures, soit longtemps après la fin de journée des enfants. C'est là qu'il prend le temps de recevoir les parents, accompagnés ou non des enfants, afin d'échanger, de trouver ensemble des solutions, d'aplanir aussi les inquiétudes des parents quant à ce “drôle de maître” ou, déjà, de dédramatiser l'école. *“L'école, c'est celle de la République mais surtout celle du village. Je cherche à m'inscrire dans le village, à m'y intéresser. A la brocante du village, on tiendra probablement un stand où on vendra les livres fabriqués par les enfants et notre journal. Et puis tout ça s'inscrit dans le programme scolaire aussi”.*


Matthieu Barbaroux

Jeu coopératif fait maison.

Philippe m'explique qu'il a assisté à la cérémonie du 11-Novembre et *“nous avons travaillé, avant et après, avec les enfants sur la guerre en lisant et en commentant les lettres des poilus, par exemple”* (4).

Quentin, Evan, Alicia, Candice, Alexis, Romain, Flavien, Cindy, Kévin, Jason et leurs camarades, après le retour au calme devant l'entrée de la classe, sont rentrés. C'est le moment des présentations. Chacun chacune, à son tour, explique au reste de la classe ce qu'il ou elle a fait ou présente ce qui n'a pas été fait par eux, un livre lu, une collection de pièces de monnaie ou un pliage réalisé par le papy. Les élèves posent alors des questions à l'enfant présentateur qui, à son tour, précise et répond aux interrogations, tandis que Philippe veille au temps imparti à l'exercice et élimine avec la classe les questions ou remarques déjà dites.

Ensuite se forme un grand comité de rédaction car nous abordons la construction du futur numéro du mensuel *Les Petits Bavards solognots,* dont le thème sera le carnaval (5). La fabrique d'un journal, l'imprimerie, activité la plus connue de la pédagogie Freinet, mobilise ici aussi toute la classe. Et il y a même un service de presse car les écoliers de Bauzy échangent *Les Petits Bavards solognots* avec *La Fourmilière* de Moussac et *Les Murmures de la Source* de la Ferté-Saint-Cyr ! Avant de se consacrer à la mise en page, réalisée par une équipe à chaque fois différente, il faut approvisionner les rubriques textes inventés, textes vécus, comptes-rendus, dessins et jeux qui constituent le sommaire de ce A4 à l'italienne. C'est la libre proposition de textes et puis le choix, qui passe par un vote de toute la classe pour sélectionner ce qui sera mis en valeur et ce qui sera mineur. Candice raconte l'histoire d'un personnage qui, allant à l'école où il n'y a que des monstres, revient chez lui pour s'habiller en monstre et retourner à l'école. Alicia, elle, nous conte l'aventure d'un feutre jaune qui voulait être rouge et d'un feutre rouge qui voulait être jaune et qui sortent de ce dilemme en se mariant. Romain, quant à lui, nous conte la saga d'une peau de banane et d'un trognon de pomme à la déchetterie. *“Moi, j'aime les petits cadeaux / Tous petits cadeaux / Petits paquets rigolos / Petits paquets surprises / Les rubans qui frisent / J'aime bien ...”* (Marc Pinget) chantent les enfants en compagnie de Philippe à la guitare. Et puis, en guise d'au revoir, ce sera une dernière chanson où les élèves proposeront finalement de nouvelles rimes, entonnées alors par toute la classe.

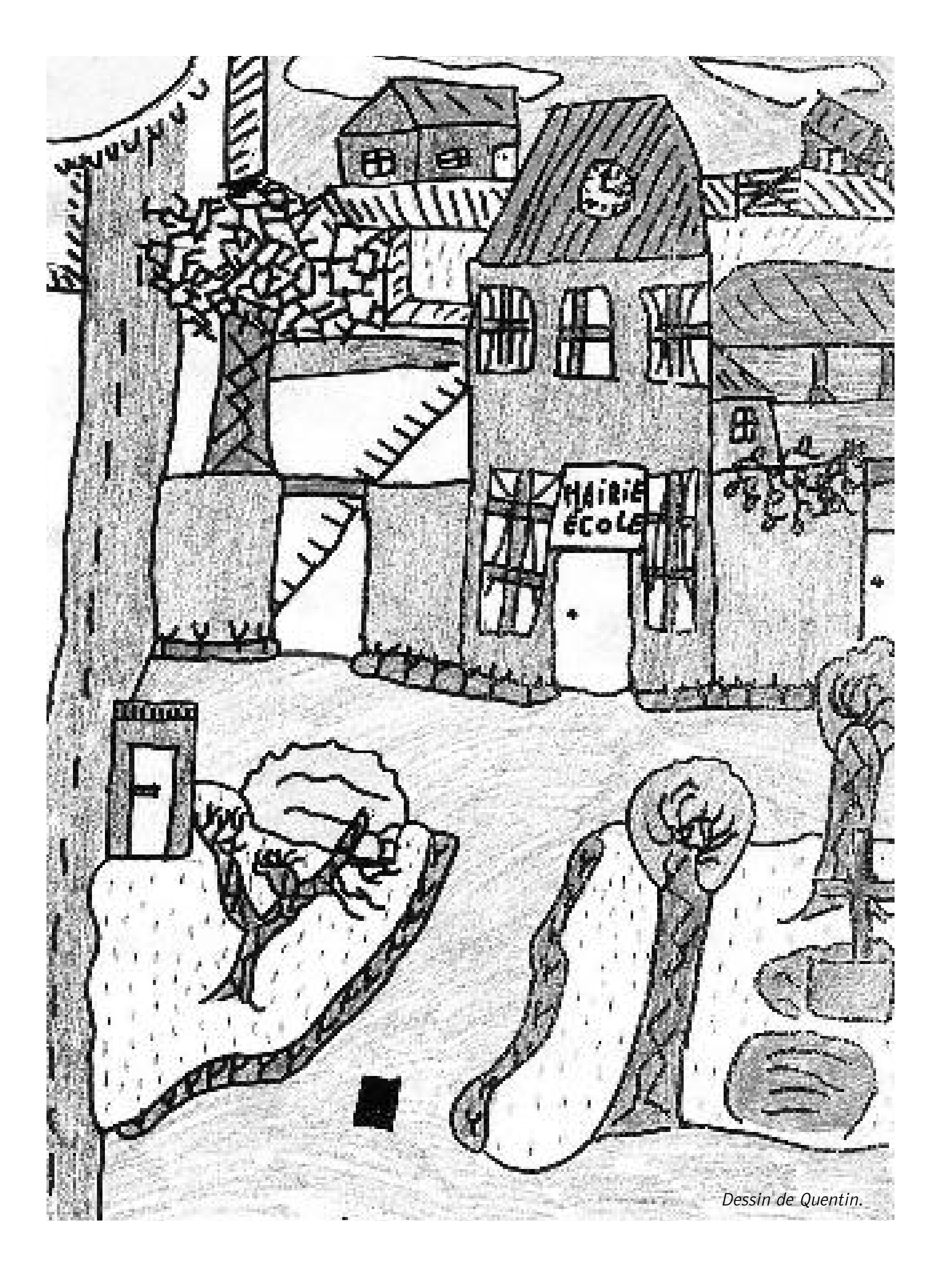
Pédagogie, coopération et convivialité

Autour de la table où le groupe se retrouve une fois par mois (6), la discussion démarre rapidement et les propos des jeunes instits — Lucie (CM1 dans une grosse école citadine de Saint-Ouen), Sandra (CP/CE1 dans une petite école rurale de Saint-Romain-sur-Cher), Aurore (CE1/CE2 dans une grosse école rurale à Herbault) et Philippe, plus expérimenté — corroborent, nuancent et se fondent avec les avis des retraités, Patrick Laurenceau (instit CE2/CM1/CM2 en ZEP à Blois) et Jean-Bernard Terreau (instituteur en ZUP à Blois et rééducateur option G). Son métier tendant à être dévoyé pour des “raisons” politico-économiques, Jean-Bernard tient à le définir comme ceci : *“Il s'agit d'accueillir l'enfant en échec à l'école tel qu'il est, pour l'amener à être élève, par le biais de pratiques psychopédagogiques. Et nous, il nous faut comprendre que le monde de l'école peut être perçu comme dangereux. Pour remédier à la réaction de refus de rentrer dans l'apprentissage, il nous faut proposer à l'enfant de rejouer ses peurs pour les dépasser”.*

Si Lucie, Sandra et Aurore avaient toutes vaguement entendu parler d'un ou une *instit bizarre*, aucune n'a eu d'enseignement sur les alternatives éducatives en passant par l'IUFM (7) ; Jean-Bernard Terreau se souvient, lui, d'un cours sur les grands pédagogues : Freinet, Décroly et Montessori, en 1969, à l'Ecole Normale. La découverte de Freinet vient pour Lucie de la lecture d'une annonce dans un journal syndical et puis, dit-elle, *“j'ai vite vu qu'il me fallait changer mes méthodes”*. Aurore y vient par ses lectures personnelles et grâce aux mouvements de protection de la nature où elle est engagée, tandis que Sandra c'est par le scoutisme. Il y a eu un vif débat national à l'intérieur de l'ICEM pour savoir s'il fallait aller ou non dans les IUFM en tant que formateur. Aujourd'hui, il y a quelqu'un dans l'Indre et Patrick y est entré en 1989 pour le Loir-et-Cher, suite à la décision du groupe local.

(4) *Paroles de poilus, lettres et carnets du front 1914-1918*, éd. Librio/Radio France, 1998, émouvant ouvrage sur la Grande Guerre ou la terrible boucherie.
(5) “Présentation de la classe” n°1 / 09 octobre 2006, “Halloween” n°2 / 10 novembre 2006, “L'hiver” n°3 / 15 décembre 2006 et “La galette des rois” n°4 / 19 janvier 2007.
(6) Et publie un bulletin *La Petite Porte,* ICEM 41, 91, route de Veilleins, 41200 Romorantin, pwain@wanadoo.fr ou Sandra 02 54 71 59 30.
(7) Institut universitaire de formation des maîtres.

Outre la négation ou les agressions de l'Education Nationale, la pression sociale ou corporatiste, celle des parents peuvent constituer une menace et empêcher les jeunes instits "d'afficher" et de développer les méthodes alternatives. *"Freinet, c'est un prétexte qui peut être utilisé par les parents pour critiquer le boulot d'un jeune prof. Mais les derniers que nous réussissons à convaincre, ce sont nos collègues du quotidien ou les plus proches"*. Et puis nous abordons ce qui est à l'œuvre à l'école (8), aujourd'hui. *"A l'IUFM, on nous apprend une manière de faire, la classe type, une même démarche qui s'applique partout ; et pour les élèves en difficulté, on apprend qu'il faut nous adapter. On ne parle pas de classe où tu as deux ou trois niveaux, et puis on parle d'élève et pas d'enfants"* commence Lucie. *"Il faut évaluer dès la maternelle, le plus tôt et le plus souvent. C'est l'école de la concurrence"* ajoute Patrick tandis que Jean-Bernard précise : *"L'évaluation est une fausse stratégie, c'est une aberration. On imagine que plus on va rentrer tôt dans les savoirs, plus tôt on va savoir ; ça ne marche pas comme ça !"*.



Dessin de Quentin.

Ainsi l'âge de la lecture est fixé à 5 ans en France alors qu'on l'espère vers 7 ans en Suisse et que pour la Finlande, il n'y a pas d'évaluation mais une autoévaluation jusqu'au niveau 3e. Il faut déboulonner là un mythe : Freinet, c'est la pédagogie du travail et non celle du jeu. Cette pédagogie cherche à créer un cadre où l'enfant rentre avec toute son activité. L'école est alors un lieu de vie et les apprentissages y naissent. L'enseignant-e cherche à permettre à l'élève qui veut et doit mener un travail de le faire.

Pour organiser l'individualisation du travail et l'autonomie de l'élève, il y a autour d'un contrat différent avec chaque enfant mais de même valeur (par exemple, en terme de parcours dans le travail) non seulement un aller-retour fréquent entre l'élève et l'instit, entre l'enseignant-e et la classe mais aussi une médiation, une délégation… une *coopération* entre élèves. Revenant sur la formation des enseignants, Jean-Bernard souligne qu'*"on y parle du jeu comme plaisir mais pas comme apprentissage. Il n'y a plus de place pour le corps dès la maternelle, on enferme l'enfant dans le cognitif, le raisonnement or il a besoin du corps et du jeu. Du corps, car c'est encore le véhicule principal de sa relation au monde, et du jeu, car c'est son activité fondamentale de construction, qui lui permettra, le moment venu, d'accéder 'au monde' par les voies intellectuelles dans lesquelles on le précipite trop tôt"*. Et puis, l'ensemble de mes interlocuteurs insiste sur le « on fait pour de vrai » de tout le processus (de l'organisation collégiale de l'emploi du temps aux réalisations des enfants) : *"ce ne sont pas des pièces poubelles qui sont fabriquées par les élèves, et cela est pris en compte, à commencer par le maître ou la maîtresse . A l'IUFM, on apprend une pseudo-communication. Par exemple, on va écrire au maire mais on n'enverra pas la lettre"*.

Notons cette réalité amère et bien paradoxale : l'ICEM a perdu les droits sur les titres et les mises en page des outils pédagogiques (BTJ, BT, BT2 ...) publiés par la coopérative lancée par Célestin Freinet. Aujourd'hui, l'institut compte au niveau national une salariée et sept postes mis à disposition. Aucune des personnes n'est déconnectée de l'école, à l'exemple de la présidente qui conserve un mi-temps dans sa classe. Beaucoup de bénévoles et de nombreux retraité-e-s s'investissent. Comme quoi, pour l'émancipation et la joie d'apprendre qui ne devraient jamais avoir quitté l'école, il y en a encore toujours qui s'y collent !

Matthieu Barbaroux ■

Ecole publique, 41250 Bauzy.

(8) Pour aborder ce vaste sujet, lire le passionnant et magnifique n°2 de la revue Marginales : *Le refus de parvenir, misère de l'école et utopies éducatives*, automne 2003, 192 pages, 16 ?, chez Marginales, Les Billardes, 04300 Forcalquier, http://marginales.free.fr.



Annonces

Entraide

■ Chantier participatif à Eourres (village écologique à la frontière entre la Drôme, les Hautes-Alpes et les Alpes-de-Haute-Provence) chez Mich et Manu Philippo. Septembre : préparation terrain et construction de murets en pierres sèches. Octobre : fondations en pierre, reprise sur ruine et mur de soutènement. Congé de Toussaint : pose de la paille porteuse. Mi-novembre : toiture. Décembre à mars : pose de chaume. Mai : enduits terre. Logement sur place, nourriture et découverte de techniques pour une construction économique et écologique contre quelques heures de participation au chantier. Possibilité de découvrir aussi nos activités développant sens et autonomie, ainsi que le village d'Eourres. *Mich et Manu, tél : 04 92 49 65 93, http://sensetautonomie.free.fr.*

■ Petit budget, cherche à partager abonnement Silence dans le Cantal : Mauriac, Aurillac, Pléaux ou Corrèze, Saint-Privat, Argentas. *Tél Simone, 06 84 31 19 11.*

Vivre ensemble

■ Je m'appelle Ashaia et suis originaire de La Rochelle. J'ai toujours eu le rêve de voyager en roulotte, libre et simple, à la rencontre de personnes qui partagent mon idéal de vie. Créer un microcosme à plusieurs car le droit d'être libre se protège mieux en groupe et permet de militer pour nos idées avec assurance et sérénité. La roulotte serait le seul mode de déplacement du groupe. Il faudrait donc commencer par organiser des chantiers pour construire le ou les roulottes. Des représentations artistiques seront structurées selon les talents de chacun. Pour ma part, j'écris pas mal de petits textes et dresse des animaux. Des animations où seront présentés les modes de vie alternatifs pourront être créés. Ces spectacles ambulants apporteront la base financière et pédagogique au projet. La roulotte se déplacera dans les écolieux, festivals ou autres collectifs. Dans un second temps, il peut y avoir un aspect plus militant en organisant des actions non-violentes à valeur symbolique pour montrer l'aspect destructeur et absurde de notre mode de vie actuel, sensibiliser les "gens" aux modes de vie autonomes. Si cela vous tente, contactez-moi : *zabou.george@hotmail.fr.*

■ **Proximité Rouen.** Je cherche des personnes (seules, avec enfants, jeunes, âgées...) pour acheter un terrain et y construire (autoconstruction aidée) des petites maisons mitoyennes en paille. Je ne souhaite pas une vie en collectivité. Ce projet est motivé par mon envie de respecter le plus possible la nature (mitoyenneté pour l'économie d'énergie, paille, toilettes sèches...) et la possibilité à plusieurs de réduire les coûts. Je suis très sensible à l'idée de décroissance et j'aimerais m'entourer de personnes ayant le même état d'esprit. Merci. *Véronique, tél : 02 35 62 82 58, 18h-22h, lundi, mercredi, vendredi, dimanche.*

Rencontres

■ JH, 44 ans, célibataire sans enfants, cherche âme sœur, douce féminine, humble pour apprivoiser ensemble l'amour véritable. De caractère calme, simple, aimable, sérieux, sensible, tendre, compréhensif, attentionné, tolérant, altruiste, sociable, j'aime la nature en premier, les balades, le vélo, voyager, être au cœur d'une forêt en présence d'arbres centenaires, cinéma, musique classique, blues, celtiques... Je suis manuel, bricoleur, je travaille le bois, je jardine, aime cuisiner, la couture, et redonner vie aux appareils. *Rémy, 04 67 82 48 52 ou remy.schaffer@orange.fr.*

■ Jeune homme début quarantaine, tendre et charmant, ouvert tant que l'on ne tombe pas dans l'exagération. Las de la vie en solo, cette petite annonce me permettra-t-elle de rencontrer une jeune femme au profil semblable, afin de partager à terme vie simple et écolo dans un village super agréable de haute Provence. *Tél : 06 32 44 08 52.*

Recherche

■ Ayant déjà fait une initiation à l'apiculture, souhaite améliorer mes connaissances avec un apiculteur pro ou amateur dans le but de posséder un jour moi-même des ruches. Région rennaise uniquement. *Cécile Haupas, 1, square Edouard-Herriot, 35200 Rennes, cecile.haupas@free.fr.*

■ **Gironde.** Nouveaux arrivants dans la région de Le Porge, nous souhaiterions prendre contact avec d'autres lecteurs ou lectrices. *anitandre@plusloin.org.*

■ **Vexin Val-d'Oise.** Petite structure maraîchage bio cherche associé(e) pour vente directe, nombreuses possibilités diversification. *Tél : 06 77 29 67 39.*

■ Cherche voiturette sans permis pour personne à mobilité réduite. Moteur bon état, prix modéré, "petit budget". Merci. *Liliane Kaczmarek, 9, lot les Beyssons, 26350 Crépol, tél : 06 80 11 01 81.*

■ Berger-chevrier avec troupeau, marié, six enfants, cherche hameau ou village à l'abandon avec habitations, bâtiments, 50 à 500 ha de terrain, même en friche, avec travaux, pour création élevage bio. *Serge Bedessem, rue des Trois-Portails, 12170 Durenque, tél : 05 65 78 48 69.*

■ Cherche les livres suivants en bon état : *Réapprenons à aimer* de Maurice Mességué, éd. Laffon ; *C'est la nature qui a raison* de Maurice Mességué, éd. Laffont ; *L'éducation par la découverte de la nature*, livre qui dans les années 70 était destiné aux scouts belges, écrit sans doute dans les années 30 ; *Le Guide de l'anticonsommateur* de Martine Grapas et D.K. Schwartz, Livre de poche. *Eric, 06 14 64 64 00 ou ericcooper2000@yahoo.fr.*

■ "Etre femme sans être mère dans la seconde moitié du 20e siècle", c'est le thème d'étude d'un ouvrage en cours pour lequel je recueille sous forme d'entretiens le témoignage de femmes qui ont fait ce choix et atteint l'âge où il est devenu définitif. Merci de faire circuler l'information et mes coordonnées. *Sylviane Danrée, 5, place du 11-Novembre, 71110 Marcigny, tél : 03 85 25 05 71.*

Emploi

■ Futur retraité disponible en permanence cherche emploi ou association dans petite structure équestre ou domaines agricoles. Toutes propositions étudiées. Réponse assurée. Ecrire *Yves Andrecy, 23, rue Richebout, 95430 Butry-sur-Oise.*

Logement - Terrain

■ **Ardèche ou Drôme.** Cherche à poser petite caravane 4 m de long sur zone verte avec eau et électricité. Possibilité de petits services. Moi, homme origine Rhône. Appeler tél : *06 16 38 64 94, HR.* Merci.

■ **Drôme.** Homme, 37 ans, ouvrier BTP, expérience agriculture, cherche emplacement pour poser fourgon, 50 km maxi autour Romans. Eventuellement faire un potager et/ou construire une cabane. Possibilité aider manuellement en contrepartie. Ouvert, à négocier. *Delvarre, tél : 06 84 96 82 06, ldelvarre@hotmail.fr.*

■ **Drôme.** Vends terrain viabilisé, plat et constructible de 3761 m2 à la campagne dans la vallée de Quint, à 8km de Die, très tranquille. Permis de construire déjà accordé pour une construction ossature bois : un logement de 100 m2 + un logement de 69 m2 + un garage ou atelier de 30 m². Possibilité de faire construire par un artisan ossature bois du village. Les 3761 m² à 90 000 € ou 1500 m² à 55 000 €. *Joël, Sainte-Croix, tél : 06 31 49 55 93.*

■ **Niort.** Loue chambre meublée comprenant kitchenette, réfrigérateur, nécessaire de cuisine, wc, salle de bains, 250 € + 20 € de charge, possibilité APL. Téléphonez *au 05 49 24 37 42 ou 06 77 75 40 16.*

■ **Drôme.** Jeune couple cherche à louer logement sur ou à proximité de Die pour formation en agriculture bio au CFPPA, à partir de janvier 2008. Nous ne sommes pas exigeants sur le confort, mais nous serions heureux de nous occuper d'un petit jardin autour du logement. Contact *: 02 62 46 12 16 (téléphone fixe sur l'Ile de la Réunion) ou Br-i-ce@hotmail.fr.*

■ **Orne.** Cherche colocataire (h ou f) à partir de septembre dans maison percheronne avec jardin à Saint-Cyr-la-Rosière. Loyer : 250 €/personne (charges non comprises). Appeler *Marie au 02 33 25 36 28 ou 06 64 27 84 66.*

■ **Grenoble.** Cherche colocation, squat, lieu communautaire. Moi, h, 32 ans, préparant CAP boulangerie bio. Ne me laissez pas tomber dans l'individualisme consommateur. Contact : *treeevor1@yahoo.fr ou message pour Florent au 04 76 73 63 64.*

■ Jeune couple et trois chiens cherchent un terrain dans le Lot ou alentours proche pour construire notre petit nid. Nous avons un projet d'autoconstruction en paille avec atelier poterie pour elle et studio de musique pour lui. Petit budget, mais très motivé. Nous ne sommes pas contre conseils et infos. Pour nous contacter : *Marie, tél : 06 73 26 41 26 ou Pierre-Jean, 06 74 61 08 96.* Merci d'avance.

■ Je cherche dans les Vosges un terrain de 2 ou 3 ha, situé près de pistes cyclables et de sentiers de randonnées. Dessus ou à proximité, grange aménageable pour logement et source. Mon but : créer à terme quelques chambres d'hôte pour cyclistes et randonneurs dans la simplicité volontaire et la décroissance. Nourriture bio produite essentiellement sur place. Appel à participation pour financer achat et travaux donnant droit à paniers ou hébergement gratuits ou autre forme de compensation/remboursement. Contactez-moi sur *yeunlibro@voila.fr.* Je me réjouis de votre collaboration.

A vendre

■ Vends collection *La gueule ouverte". Tél : 03 85 25 84 44.*

■ A vendre roulotte en bois, isolation chanvre et laine de mouton, 18m², meublée, région Bordeaux, *ogresduvent@yahoo.fr, tél : 06 17 68 05 02.*

■ Je vends pour cause de déménagements les DVD suivants : *Le Seigneur des anneaux*, version longue, édition spéciale, 12 DVD, coffret collector, très bon état, 60 €.*Chapon melon et bottes de cuir*, saison 1-1976 et saison 2-1977, état neuf, jamais utilisé, 30 € l'un ou 50 € les deux. *Eric, 06 14 64 64 00 ou ericcooper2000@yahoo.fr.*

Gratuites : *Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.*

Taille des annonces. *Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes.*

Délais. *Les dates de clôture sont indiquées en page "Vu de l'intérieur". Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication.*

Domiciliées : *Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.*

Autarcie, euphorie et étymologie

Autarcie : du grec autarkeia, de auto : soi-même, et arkeim : se suffire. Le mot avait d'abord le sens de « euphorie » (du grec euphoria : force de supporter, de eu : bien et pherein : porter. Bien porter la frugalité permet la joie et préserve la Terre), « frugalité ». (d'après le Larousse étymologique)... tiens tiens tiens... mais n'est-ce pas de cela que se revendiquent les décroissants et autres s!lencieux ? C'est en tout cas de cela que la planète a besoin, non ? Alors pourquoi rejeter l'autarcie ? Se suffire à soi-même n'exclut pas les échanges joyeux entre personnes et ceci sans coloniser (ou parasiter) "l'autre" puisqu'on n'a nul besoin de leur prendre leurs biens...

(...) A ceux qui prétendent qu'il faut (à l'homme) gérer la nature je dis non, la nature se gère très bien toute seule, ce qu'il nous faut gérer c'est nos comportements à l'intérieur de l'écosystème.

Hélène Lardon ■
Rhône.

Une catastrophe bien silencieuse

Il est beaucoup question ces derniers temps d'un réchauffement climatique et de ses conséquences supposées dramatiques. Nombreux sont ceux qui s'en inquiètent. Certains en appellent à une révolution écologique, à un réveil des consciences. Les gaz à effet de serre ont acquis une notoriété certaine. Or la pollution atmosphérique, avant d'éventuellement faire monter le niveau des océans, tue plus de 30 000 personnes par an en France. Cette situation bien qu'à peine susurrée dans un cercle restreint d'initiés, est connue depuis 1997 et rappelée dans le Plan national santé environnement.


DR

Des études atmosphériques toujours plus nombreuses font le même constat : la pollution atmosphérique, c'est -à-dire l'empoisonnement de l'air, tue et rend malades par dizaines de milliers chaque année en France. Les gouvernements successifs de ces dix dernières années ont parfaitement eu connaissance de ce qui est la plus grande catastrophe sanitaire environnementale actuelle. Rien cependant n'a été entrepris jusqu'à ce jour pour y remédier. La situation perdure avec la même ampleur.

(...) Certes à la décharge de ces gouvernements, mettre fin à cette catastrophe sanitaire c'est remettre en cause ce qui est le fondement même de notre société : la mobilité motorisée. En effet, la majeure partie de l'empoisonnement de l'air de nos villes, et de nos campagnes, est due au trafic routier et à ses industries. (...) Troublante cependant est l'indifférence face à ce problème, alors même que l'ampleur de l'hécatombe causée par l'empoisonnement de l'air devrait être au premier plan des préoccupations des politiques. Tout ceci ressemble fort au scandale de l'amiante où il a fallu attendre des années avant son interdiction bien que sa dangerosité pour la santé fût connue depuis fort longtemps. (...) les mesures prises pour améliorer la qualité de l'air sont pour le moins insignifiantes. Comme si pour l'action gouvernementale, les victimes de la pollution atmosphérique étaient une pure abstraction. (...) Un plan d'urgence visant à mettre fin au fléau de la pollution atmosphérique se révèle indispensable. Dans ce cadre-là on ne peut faire, en particulier, l'économie d'une réorganisation des transports comportant une restriction de circulation de certains véhicules. (...).

Le catastrophisme ambiant s'enquiert beaucoup d'un changement climatique et du sort des générations futures alors que notre présent est terrible. La lutte contre l'empoisonnement de l'air, parce qu'elle implique une remise en cause radicale du mode de vie propagé par la société pétrolière, est déterminant pour ceux qui questionnent les bienfaits de la croissance économique. Le Plan national sécurité environnement reconnaît lui-même que "certains choix de société sont susceptibles de fragiliser gravement la qualité de la vie".

Patrick Nofri ■
Bouches-du-Rhône.

Coûts et profits

Dans le *S!lence* n°341 on peut lire page 31 : "les Etats-Unis ont dépensé 272 milliards de dollars". Cela ne signifie pas "les Etats-Unis ont donné beaucoup de dollars aux autres habitants de la planète ou bien aux martiens, ou encore qu'ils ont bourré un coffre de lingots d'or pour le planquer au fond d'un l'océan (...)". Cela signifie que les marchands d'armes, de munitions, d'explosifs, de costumes militaires, de tanks, d'avions, de matériels d'électronique, de carburants... se sont enrichis. Cela signifie que certains secteurs de l'économie états-unienne ont fonctionné à plein badin, que des ouvriers, des techniciens, des ingénieurs ont été payés pour ça et qu'ils ont pu réinvestir leur argent dans d'autres secteurs de l'économie. C'est toujours très moral, c'est un combat pour la liberté, pour l'ordre juste, contre le terrorisme, ça peut toujours rapporter gros et quand on vous dit combien "ça coûte" ne perdez pas de vue ce que "ça rapporte".

Alain Cochet ■
Puy de Dôme.

France en action ?

Pourquoi ne jamais parler de *La France en action* de Jean-Marc Governatori ? Il me semble très intéressant dans l'esprit de *S!lence*. Merci pour votre revue et vos articles.

Christian Péchet ■
Loire-Atlantique.

S!lence : La France en action est bien le mouvement politique de Jean-Marc Governatori en effet : c'est lui qui l'a créé, qui le finance, qui le dirige et qui l'incarne. Une pratique de la politique démesurément personnalisée. D'où notre réticence à nous faire le relais d'un mouvement peu démocratique.

Coup de cœur

Bonjour à vous grâce à qui nous pouvons nous abreuver d'informations proches d'une saine réalité. Je viens de terminer la lecture d'un ouvrage réalisé en 1979 par un monsieur agrégé de philosophie et docteur ès-lettres (...). Il s'agit de l' Appel aux vivants de Roger Garaudy (éd. Seuil). Je suis frappé par l'extrême pertinence des analyses et des propositions contenues dans ce livre, et de leur parfaite actualité (presque 30 ans plus tard). (...) J'invite ceux qui ne l'ont pas entre les mains de rencontrer cet ouvrage et de s'y plonger avec délectation.

Olivier Bonfils ■
Tarn-et-Garonne.

S!lence : auteur d'une cinquantaine d'ouvrages, intellectuel communiste, puis catholique, puis musulman, Roger Garaudy s'est signalé ces dernières années par des écrits négationnistes soutenus par l'extrême-droite... bien loin de ses écrits des années 70 proches des idées d'un socialisme autogestionnaire. Alors : gare aux dits de Garaudy !

Monde moderne

La technologie moderne rendue hospitalière, sympathique, familière, et la facilité à acquérir cette technologie, cachent les frais... L'acquisition et l'utilisation de notre technologie moderne dans notre vie quotidienne est indissociable de la souffrance du reste de la population mondiale. Car elle n'est pas généralisable à la planète sans la disparition d'innombrables vies humaines, à chaque nouveau produit qui sort des usines pour répondre à la demande sans cesse croissante des nouveaux consommateurs (Chine, nouveaux pays développés) qui accèdent au marché ; de nos désirs de nouvelles technologies, de nouveaux produits ici en Occident. La surconsommation des pays riches est possible par la sous-consommation des autres

pays (...). Nous donnons notre argent à l'industrie des transports (en achetant des aliments et des produits qui ont parcouru à chaque fois des milliers de kilomètres). Ces euros donnent le pouvoir aux lobbies du pétrole, de rendre les électeurs fatalistes face à une technologie moderne elle-même basée sur le pétrole, et d'être supportés par les élus partout à travers la planète.
Nous décidons nous-mêmes, par nos dépenses, si nous persévérons dans le même sens ou si nous amorçons un demi-tour, individuellement, en tant que consommateurs. Quel est l'intérêt de porter secours à son voisin ici (en utilisant l'argent ou les transports modernes) si la condition de ce secours est de faire un tort plus grand à telle ou telle population et aux générations futures ? Aucun système économique ou politique ne peut remédier à ces problèmes humains, sociaux et environnementaux sans une volonté individuelle des consommateurs. (...) Informons au moins nos enfants. Ils sauront peut-être apprendre à se déplacer autrement. (...)
Que faire ? S'assurer de la provenance de ce que nous consommons, (...) réapprendre le plaisir de vivre localement et réduire notre dépendance aux voyages modernes. Redécouvrons les médecines préventives : yoga, shiatsu, course à pieds ou marche, connaissance des plantes, agriculture traditionnelle de variétés rare et menacées. (...).

Raphaël François ■
Nord.

Planning familial

J'ai été choquée par l'article (n°344, p.51) qui fait de la pub pour le Mouvement français pour le planning familial. Venant d'une revue qui met en sous-titre "non-violence" : chapeau ! Mais silence ! quand on n'a pas le courage d'aller à contre-courant dans certains domaines. (...) Après tout votre revue n'est-elle pas une source de débats ? Mais ce qui me gêne c'est quand on ne reste pas logique dans la démarche.

Marguerite Canet ■
Lot.



S!lence : La non-violence est-elle contradictoire avec le planning familial ? Le MFPF fait la promotion de la contraception et de l'avortement... car il estime qu'un enfant non désiré va souffrir toute sa vie, que la mère peut être en danger. L'avortement — violence certes — n'évite-t-il pas parfois de plus grandes violences ? Un débat éthique qu'on ne peut pas trancher trop rapidement...

Utopie

La parole que j'attendrais volontiers d'un ou une candidat-e à la présidence de la République, ou encore d'un M. Bush, d'un Bill Gates ou du pape, ou de plusieurs à la fois, bref, d'un homme de pouvoir susceptible d'être entendu et suivi, cette parole serait à peu près celle-ci : « Humains, mes frères, nous savons tous que l'humanité souffre de multiples misères auxquelles nous cherchons remède sincèrement. Parmi ces maux, le plus important est le problème des moyens de subsistance pour tous les habitants de la Terre. Or, dans la situation présente, nous voyons que les ressources planétaires ont commencé à s'épuiser. En plus, nous dégradons notre environnement, notre avenir s'assombrit. Il est donc urgent d'économiser, de limiter nos dépenses et notre consommation. (...) Vu que nous vivons au-dessus des moyens de la planète, voilà ce que je vais faire : je vais réduire mon salaire de moitié et diviser mes revenus par deux, je mets à disposition des sans-logis ma/mes résidence(s)s secondaire(s) et j'agirai en tout selon la même logique. Je vous invite également vous tous, à faire de même. (...) Je taxerai lourdement les énergies fossiles, les technologies coûteuses, souvent inutiles, voire meurtrières, ainsi que les appareils superflus : téléviseurs, voitures de luxe, yachts, quads et autres du même genre. Je développerai au plus vite les transports les moins exigeants en carburant. Je miserai un maximum sur les énergies renouvelables, les modes d'agriculture sobres en intrants et autonomes quant à la fumure et aux semences. (...) Nous pourrons aller encore plus loin, organiser mieux et vivre sans soucis majeurs, sans peur de l'immigration ou de la guerre et sans crainte de risques nucléaires avec leur poids de déchets... »
Une utopie, certes, mais une utopie pour créer un avenir. Sans utopie, pas d'avenir.

Fernand Kochert ■
Maine-et-Loire.

Consommation de viande

Je suis sensible depuis mes dix ans à la souffrance animale dans les abattoirs. J'ai eu à ce moment -là l'occasion d'accompagner un ami et son père dans cet antre de la mort organisée, où l'on se rend en se levant à 4h du matin. (...) ce bouillonnement à l'aurore quand on arrive sur les lieux (...), un sentiment d'impunité et d'utilité mêlés, où l'homme (il n'y a pas de femmes) travaille virilement pour nourrir ses congénères. (...) L'homme n'est pas au-dessus du règne animal, il en fait partie (...).
Alors puisque la revue a pour vocation d'insuffler des comportements alternatifs et respectueux, je voudrais engager le débat sur cette question : la consommation de viande. Dans ma famille, en trois générations on est passé par des étapes très opposées :
1 - le manque et la privation pendant la guerre, qui a donné lieu chez mes grands-parents à l'adage suivant : un repas sans viande n'est pas un repas, mieux veut ne pas s'asseoir à table que de réveiller les vieux démons du manque et de la souffrance ;
2 - des parents qui mangent de la viande en moyenne une fois par jour, pour qui il s'agit de répondre à la fois à un besoin nutritionnel, à un plaisir légitime gustatif, et à jouir de la chance de pouvoir manger à leur guise, rompant ainsi avec des parents plus impécunieux ;
3 - enfin mon comportement plus réservé à l'endroit de la viande, avec un choix de produits (locaux et pas industriels), limité en fréquence (quelques fois dans la semaine).
Je sais que certains lecteurs vont me considérer comme un tiède. Mais je connais beaucoup de personnes sensibles à la cause environnementale qui ne font pas le lien avec ce choix (souvent inconscient) de manger, ou pas, de la viande. C'est pour remettre cette discussion au cœur des débats, des alternatives et de la décroissance que je reviens sur le sujet, car les enjeux sont importants : produire de la viande est énergétivore, contribue à la pollution de l'eau (tout ce sang à traiter...), et à sa consommation (une vache boit 60 litres par jour !), augmente très concrètement et très quotidiennement le degré de souffrance sur terre, crée des emplois inhumains (chez les paysans mais aussi dans les abattoirs, où tout se fait à la chaîne, à des cadences et des horaires aliénants, dans un environnement détestable), amenuise les forêts primaires (au Brésil par exemple, pour faire du bœuf à fast-food notamment), participe aux maladies dites des riches (cardio-vasculaires), et maintient les inégalités Nord-Sud (une vache européenne a plus, pour vivre, avec la contribution des subventions publiques, qu'un habitant de pays pauvre, pays pour lequel on n'honore même pas notre taxe de 0,7 % du PIB) (...).


DR

Un dernier mot pour parler du plaisir qu'il y a, ou qu'il y aurait à décroître. On ne déconstruit pas facilement les mécanismes qui conduisent au plaisir et à la sustentation, aussi il n'est pas aidé de renoncer à ce que la société propose, pour autant qu'on est en (grande) partie le produit de cette société. Aussi je fais partie de ceux que la décroissance intéresse et convainc intellectuellement, mais qui ne réussit, dans la réalité, qu'à diminuer ma participation à la croissance : piéton au quotidien, je possède cependant une voiture... au GPL ; je ne renonce pas aux départs en vacance mais vais... en gîte panda ; je ne résiste pas aux plaisirs de la bonne chère et du vin, mais si possible en bio ou en local, etc. Or je trouve dans la limitation de ma consommation de viande un moyen tangible de gagner en cohérence, de sensibiliser et d'amener mes contemporains à des discussions et des réflexions sur cette pente, sévère, pour que la décroi... fasse sens !

Matthieu Damblin ■
Moselle.



Dose

Merci pour assurer ma dose mensuelle d'informations, de révoltes, de pugnacité, et pour éclaircir la ligne d'horizon. Merci de n'être ni victime ni bourreau. Merci d'être debout, quoi !

Marie-Sylvaine Labesse ■
Pyrénées-Orientales.

Adresses internet

De numéro en numéro, nous trouvons de plus en plus de contacts dans *S!lence* uniquement avec des adresses internet. Or, nous sommes nombreux à ne pas avoir d'ordinateur... et avec comme seul moyen de contact, ces adresses, nous ne pouvons plus communiquer. *S!lence* a pourtant plusieurs fois rappelé qu'un pourcentage important de la population n'a pas accès à internet.

Alexis Robert ■
Morbihan.

S!lence : nous donnons toujours la priorité à l'adresse postale et au téléphone, seuls moyens de communication accessible à tous... mais malheureusement de nombreux groupes (en particulier, paradoxalement, chez les décroissants !) ne communiquent plus que par internet et ne donnent aucun contact autre qu'un site ou un courriel, que nous indiquons alors par défaut.

Bilan électoral

Face au résultat actuel (si banal !) on a le choix de dire :
1 - les candidats ont été mauvais (de mon point de vue, le programme et la campagne Bové ont été globalement très bien)
2 - les électeurs sont majoritairement des incapables (ah si on pouvait "dissoudre le peuple" !)
3 - c'est le mode de décision qui, très régulièrement donne une prime à la lâcheté : les mêmes citoyens placés dans une situation de vraie responsabilité, frottant leur avis à ceux des autres sur un pied d'égalité, auraient de grandes chances de se révéler plus ouverts.
Moi je choisis le 3.
La question est : va-t-on continuer à se prosterner devant les urnes sous prétexte que, une fois par miracle, elles peuvent nous être favorable ?
Je répète ce constat renforcé par l'actualité : le suffrage dit universel n'est pas universel puisqu'il permet de ne pas tenir compte des êtres vivants, présents ou futurs que nos choix dépouillent.
Depuis le 18e siècle, on a voulu faire croire que le comptage des voix permettait de faire l'impasse sur la qualité des arguments. Dans le secret de l'isoloir, je choisis Bush ou S. parce que je sais qu'ils n'hésiteront pas à tuer pour assurer le plein de mon 4x4, mais si je devais tuer moi-même, sous le regard des autres, ce serait un poil plus difficile...
Il est urgent d'ouvrir nos imaginaires à une autre façon de décider.
Quand je disais : soyons attentifs à tous les arguments, et en particulier n'oublions pas ceux qui sont portés par un petit nombre, on prenait cette attention à la minorité pour de l'élitisme, alors qu'elle est la condition première de la justice pour tous et même de la survie ("ou nous partagerons comme des frères ou nous mourrons tous comme des imbéciles" a dit Martin Luther King) .
En réalité, on voit clairement maintenant que les égoïstes, les élitistes, les intolérants sont la masse et donc, que le nombre n'est pas le bon critère.
Nous aussi, nous visons le grand nombre et même tout le monde, mais en faisant un détour par la qualité des arguments respectueux de la solidarité.
Dire cela ce n'est pas être élitiste, c'est poser un acte volontaire : dans un petit groupe qui se donne pour but l'écoute de tous et le respect de la diversité, tout le monde se trouve en condition de devenir plus généreux et plus intelligent. Et après on se coordonne avec d'autres groupes jusqu'à faire le tour de la Terre.
Ne nous laissons pas enfermer dans le piège des élections : je ne dis pas qu'il faut s'interdire d'être présents dans ce jeu truqué, mais il faut être très rigoureux sur la méthode.
Rendre lisible que nous saisissons l'occasion de coordonner les luttes, que nous critiquons le chèque en blanc et que cette démarche basée sur la concertation reste juste, indépendamment du score, indépendamment de la compréhension faussée qu'en ont les masses matraquées par le conformisme ambiant qui rend légitime le plus sourd des égoïsmes.
Le nombre n'est pas pour autant indifférent : il y a 15 jours, nous étions quelques% à nous poser ce problème. Maintenant nous sommes à peu près la moitié des électeurs français.
Tous dans la même galère avec cette marque de "minorité" que la culture dominante voudrait faire passer pour disqualifiante...
Il va falloir décrasser les cervelles : une autre façon de décider ensemble est possible ! Mais il y a du boulot !

Françoise Chanial ■
Vienne.

Productivisme je ne boirai plus de ton eau

En réaction à votre brève sur l'eau du robinet (*S!lence* n°346 p.46).
Dans les zones où sévit l'agriculture intensive, l'eau est fréquemment de très mauvaise qualité : il n'est pas rare que les normes soient dépassées ; les analyses sont partielles (le nombre de produits est trop important) ; l'impact sur la santé peut être différé, la preuve difficile et les responsabilités diluées. Ne faites pas confiance aux publicités des syndicats des eaux et des vendeurs de bouteilles plastique. Une seule solution : sortir du productivisme agricole, la bio pour tous. En attendant on peut filtrer l'eau pour se rassurer.



Livio Tilatti ■
Deux-Sèvres.

Colonialisme

Depuis quelques décennies, de nombreux élus locaux et régionaux se croient obligés de se transformer en "aménageurs de l'espace rural" afin de "dynamiser" (j'allais dire dynamiter !) les campagnes. Ils parient pour cela sur un modèle de développement susceptible à leurs yeux d'apporter richesse, progrès, mieux-être aux habitants de la France profonde, qui, il est vrai, se dépeuple et s'étiole, les décideurs nationaux accordant peu d'intérêt à des populations clairsemées, peu productives, hors des circuits financiers, en un mot inutiles au regard des critères du productivisme et du capitalisme — et pourtant combien riches de savoir-faire, de cultures, de traditions, de philosophie de la vie. Mais ces derniers mots ne signifient plus grand chose de nos jours.
Le maître-mot de ces progressistes à toute force est : tourisme.
Le tourisme paraît bien souvent comme le seul moyen de réaliser ces projets de "développement". Aussi est-il encouragé à grands coups de subventions, aux projets hôteliers (gîtes ruraux), aux aménagements (routes, musées), à la communication (spectacles, publicités,etc.).
La France ne manque pas de belles régions. Les citadins, de notre pays ou des pays voisins, affluent. Ils trouvent la France rurale belle, attirante, il y fait bon vivre, dans le calme, le confort, la sécurité. Le touriste, après quelques séjours à la campagne française (j'englobe dans ce mot aussi bien les zones montagneuses, que littorales, qu'intérieures) ne rêve plus que de s'y établir, ou du moins d'y posséder son pied-à-terre permanent, son petit coin de paradis, sa résidence secondaire — et on le comprend bien, quand on sait ce qu'il supporte chaque jour dans les cités enfumées et bruyantes. Il cherche à acheter. Il achète.
Le paysan sans fortune (pas toujours, d'ailleurs) voit arriver cette manne financière et ne peut résister : il vend. Les prix montent. Les biens immobiliers, qu'il aurait autrefois légués à ses enfants, prennent de la valeur. La maison familiale qui ne valait quasiment rien — en tout cas rien d'exorbitant — représente maintenant une fortune, au bout de vingt ou trente ans de spéculation anarchique et de course à l'espace vert.
Les enfants du pays, de ceux là même qui ont dans un premier temps profité de la flambée des prix, sont le plus souvent de modestes ouvriers ou employés. Ils sont partis vers la ville pour y trouver du travail, mais ils aimeraient bien revenir s'établir à la campagne, près de leurs parents ou de leurs ancêtres. Mais ils ne peuvent vivre tous dans la maison familiale (à condition d'ailleurs que celle-ci n'aie pas été vendue), il faut trouver des logements ailleurs. De même, toutes les personnes appelées à travailler dans la région doivent y trouver à se loger.
Seulement, il n'y a plus de logements libres. Les maisons qui n'ont pas été vendues sont transformées en gîtes de vacances. Les prix des loyers sont exorbitants. Les enfants de ceux qui ont vendu, à l'exception des héritiers de grosses fortunes, ne peuvent plus revenir dans leur pays d'origine, sauf à accepter un habitat de seconde zone. Ils doivent souvent travailler en ville



et habiter en banlieue. Les principaux biens immobiliers, les belles propriétés et maisons de campagne se retrouvent aux mains des familles les plus fortunées et d'acquéreurs étrangers. Evidemment le niveau moyen des revenus a fortement augmenté. Mais ces revenus ne sont pas réalisés dans la région. Et le nombre permanent d'habitants n'est pas forcément plus élevé. En tout cas ce ne sont plus ceux d'origine.
Les belles maisons sont accaparées par des étrangers au pays, elles sont vides la plus grande partie de l'année. La campagne devient une zone artificiellement peuplée, une partie de l'année, de nantis qui n'ont rien apporté en fait au pays. Ils n'ont pas d'enfants en bas âge pour remplir les écoles, ils ne travaillent pas sur place, ils ne participent pas au travail d'entretien de la campagne qui n'est plus assuré, le paysan, d'autrefois ayant disparu. Bien souvent, le néo-rural fait venir entreprises et matériaux de l'étranger, il se moque des locaux dont le sort lui importe peu, quand leur existence ne le gêne pas.
(...)
La liberté des prix et la vente sans limite, sans précaution, sans assurance, ont chassé le fils de paysan de son pays. Des gosses de riches viennent prendre sa place. Sous prétexte de faciliter la vie des ruraux, en réalité on les a chassés de chez eux. Le tourisme n'a profité qu'aux touristes (et aux notaires). Les citadins aisés ont colonisé les campagnes, aux seules fins de loisirs et de tranquillité (on en voit même, craignant les cambriolages, louer à bas prix une partie de leur résidence secondaire pour que le gardiennage en soit assuré. C'est une façon comme une autre de recruter de la domesticité).
Les nouveaux venus essaient d'imposer leurs lois et leurs idées aux anciens. Ils critiquent le bruit du tracteur, la chasse, la libre circulation dans la campagne. Ils refusent les compromis avec le voisinage, enclosent leurs terrains, ignorent les servitudes locales.
Accueillir et favoriser le tourisme, sans précaution et sans limite, c'est scier la branche sur laquelle la ruralité est assise. On n'y crée pas d'emploi (sauf à entretenir les villas des nouveaux venus), pas de vie, on a tué la culture locale pour la remplacer par l'uniformité d'une inculture contemporaine généralisée, on a tué les échanges et les produits locaux qui d'ailleurs sont trop chers et concurrencés par ceux venus de l'étranger. Celui qui résiste à la campagne (je dis bien qui résiste, et non qui réside) doit soit avoir un bon métier (fonctionnaire, commerçant ou entrepreneur en bâtiment), soit savoir se passer du superflu et vivre en marginal. Mais il ne travaille plus que pour le touriste, et a perdu toute autonomie, toute initiative et toute identité. Le tourisme a tué la vie rurale, sous prétexte de la vivifier.
Maintenant, comment faire autrement ? Comment mieux employer l'argent des collectivités locales, vers quoi orienter les investissements ?
Penser nature, produits biologiques, énergies renouvelables, loisirs nature —mais de nature non défigurée, au contraire par exemple des stations de ski. Penser rénovation de l'habitat, mais au profit seulement de l'habitant. Penser installation de petits paysans ou utilisateurs de l'espace naturel, forestiers, bergers, éducateurs, accompagnateurs. Penser valorisation des produits locaux, entretien de l'espace naturel. Profiter des ressources locales. Mais ne pas les vendre, ne pas se vendre, interdire la spéculation. Contrôler les prix de l'immobilier, accorder la priorité aux enfants de la région, à ceux désirant s'y établir et y travailler. Favoriser l'installation de familles et de jeunes.
Bien sûr je rêve, cela est impossible avec les règles actuelles du marché, du commerce, des échanges, du libéralisme et de la mondialisation.
Et bien, Messieurs les élus, changez ces règles, sinon tout ce que vous entreprendrez ne servira à rien, et vous obtiendrez l'effet inverse de celui souhaité. Soyez de véritables responsables politiques, et non des laquais des investisseurs et spéculateurs de tous poils. Soyez au service des citoyens, de ceux qui vous ont élus. Changez de politique. Changez la politique. Cherchez au fond de vous mêmes la vérité.

Jean-Luc Marandon ■
Allier.

Marchands de solitude

Il me semblerait nécessaire d'ouvrir un dossier sur « télévision et socialisation » (...). Celle-ci a toujours eu un rôle non-négligeable dans l'atomisation de la société et la fracture du lien social. (...) La télévision est un meuble qui nous immobilise. Cela n'empêche pas l'écran d'avoir de beaux jours devant lui. Nul doute qu'au royaume des écrans, l'internet est le petit frère chéri de la télévision. Ironie du sort, ceux qui veulent enfin sortir de la ronde infernale de l'isolement social et affectif, se retrouvent souvent à nouveau derrière l'écran, pour tenter leur chance dans un jeu qui s'appelle "site de rencontre". Ici la rencontre déterminante n'est pas plus garantie que naguère sur la place du village, mais le coût lui est assuré ; l'inscription est gratuite mais la participation fort chère. Les marchands, en se léchant les doigts, doivent se dire : "après avoir instauré l'isolement, faisons de la solitude un marché juteux". (...) L'autre est partout, profitons-en et ne laissons pas les marchands nous priver d'une richesse qui est la nôtre.

Thierry Richard ■
Essonne.

Police électrifiée



e au jugement de Marmande (apiculteur contre aïsiculteur OGM), le 1er juin dernier, un collectif anti-OGM a demandé à la Direction départementale de l'agriculture (DDA) d'Agen la liste des parcelles maïs OGM semées en 2007. En effet, dans ses conclusions, e juge conseille aux apiculteurs de placer leurs ruches ,5 km des dites parcelles. (...)
Devant le refus, nous avons décidé en accord avec notre démarche non-violente de rester assis dans l'entrée de la DDA en attendant une réponse. Au bout d'une quinzaine de minutes les policiers nous ont délogés, nous traînant sur le sol jusqu'à la grille de la cité administrative. Contrairement à ce qui a été dit dans l'article de *Sud-Ouest* du 2 juin, ils ont utilisé un boîtier électrique provoquant une décharge et déstabilisant la chaîne que nous avions faite entre nous. J'ai moi-même reçu cette décharge et en ai conservé la trace sur l'avant-bras droit durant 48 heures, ainsi qu'une impression de malaise et de grande fatigue physique, et une griffure sur la main droite : faut-il préciser que les boîtiers électriques sont maintenant interdits en élevage ?
Retraitée, c'est la première fois que je connais cela, pourtant en 68 les policiers n'étaient pas tendres.
Je continuerai avec mes camarades, au nom du Droit des Générations Futures, enfants et petits-enfants de ces mêmes policiers, et de tous ceux de la planète. (...) Les OGM sont dangereux pour la santé, détruisent la biodiversité, asservissent les paysans, mais remplissent les poches des actionnaires, chers à nos politiques. En conclusion une question : dans notre société, qui utilise la violence, les citoyens soucieux de leur vie et de leur environnement, ou la police aux bottes des possédants et de leurs valets ?

P. Castaing ■
Lot-et-Garonne.

Eoliennes

Les pylônes sont hideux. Tout à fait d'accord. Les éoliennes sont incongrues dans le paysage, c'est aussi évident. L'ennui c'est que les éoliennes ne font disparaître aucun pylône : elles s'y rajoutent !

Philippe Peyroche ■
Loire.

Silence : l'énergie éolienne permet de décentraliser la production d'énergie et donc de la rapprocher de ses utilisateurs. Elle produit une électricité avec une tension moindre. Donc non seulement, on diminue la quantité de fils nécessaires, mais en plus, ils peuvent être enterrés. Il va de soi qu'économiser l'énergie est encore mieux.

Du chômage à l'autonomie conviviale

Ingmar Granstedt
Ed. A plus d'un titre
2007 - 80 p. - 9,60 €

Cette réédition d'un texte qui date de 1982, publié à l'époque dans *S!lence*, tombe à point nommé alors que la devise du nouveau gouvernement est "travailler plus pour gagner plus". L'auteur développe le principe du "travailler moins pour vivre plus" en faisant l'apologie de la collectivisation



des outils vernaculaires. Il entend par là la création d'ateliers techniques (couture, mécanique, bâtiment…) mis à disposition des habitants d'un quartier, d'une commune. Les craintes d'Ingmar Granstedt "sont grandes que nous n'allions peu à peu vers une sorte de débâcle économique, vers une détérioration progressive du système économique transactionel, et donc vers l'insécurité, la peur et la violence". Vision prémonitoire d'une situation existante, exacerbée par les politiciens actuels. Mais les délocalisations, les faillites d'entreprises sont pour lui l'occasion de réfléchir autrement, et de développer sur quatre à cinq ans une toute autre forme de vie en modifiant nos modes de consommation et en les réorientant vers l'autonomie de la production. Système qui permettra de valoriser les liens sociaux de voisinage, de réduire la dépendance au salariat en réduisant les dépenses. Un ouvrage à lire d'urgence, tant pour les solutions proposées que pour la clairvoyance dont il a su faire preuve. JP.



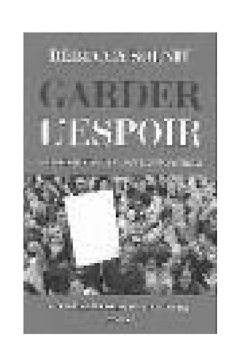
Conscience et environnement

Pierre Rabhi
Ed. du Relié (84220 Gordes)
2006 - 236 p. - 15 €

Pierre Rabhi, depuis plus d'une trentaine d'années, a fortement enrichi le débat sur l'avenir de la planète en apportant à nos réflexions un souffle né d'une spiritualité libre de toute domination. De par son pragmatisme, de la mise en pratique de ses idées, de ses recherches de cohérences, il tire des leçons de la vie, du vivant, de l'environnement. Ce livre est un recueil des textes qu'il a écrit chaque mois dans la revue *Terre et humanisme*. Une nouvelle fois, avec son style direct, franc, incisif et poétique, Pierre Rabhi explique que nous sommes indissociablement liés à la nature, que la terre est indispensable à notre vie, que nos ennemis s'appellent guerre économique, croissance, colonisation des consciences par le développementisme et qu'heureusement, il existe des alternatives qui passent par l'écoute du féminin, par l'éducation, par la sensibilité à la nature, et qu'il faut essayer d'expérimenter des démarches de simplicité, chercher à être en cohérence.
De lecture facile, des messages plein d'optimisme. MB.

Garder l'espoir

Rebecca Solnit
Éd. Actes Sud,
2006 - 152 p. - 16 €



Presque tout est dans le titre ! En effet il s'agit de se raccrocher aux différents mouvements qui ont porté les revendications altermondialistes au vu du plus grand nombre. Le premier rassemblement à Seattle, la naissance de Via Campesina, la lutte contre les OGM, la symbolique des lieux et monuments révolutionnaires (une statue de Simon Bolivar !)… Se dire que tout n'est pas perdu, ne pas voir les défaites ou du moins ne pas voir que cela. Se laisser porter par les quelques victoires très anciennes ou plus récentes, et… garder espoir. C'est certainement le commun de tout un chacun. On peut se demander par contre si nous allons assez vite et si les victoires sont suffisamment importantes ou ne font pas que cautériser certaines plaies sans traiter le mal à sa racine. Ou de manière pas assez rapide. Avonsnous encore le temps d'espérer face à l'épuisement des matières premières, au changement climatique, à la pollution généralisée… ? JP.

B . D

Elza dans la cour des grandes

Didier Lévy et Catherine Meurisse
éd. Sarbacane
2007 - 56 p. - 12 €

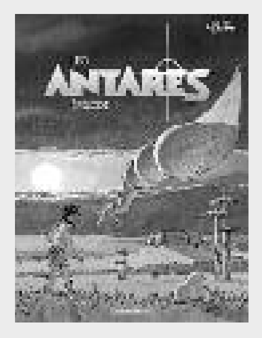
Le dessin de Catherine Meurisse n'est pas sans rappeler le trait de Sempé. Et cette jeune Elza qui entre dans l'adolescence n'est pas sans rappeler, en un peu plus âgée, les réflexions d'un Petit Nicolas (celui de Sempé, pas de l'Elysée !). Dans un format à l'italienne, avec un dessin sobrement mis en deux couleurs, quelques touches de vie bien observées et souvent très drôles. Dommage que cela soit si court ! FV.



Antarès, épisode 1

Léo
Ed. Dargaud
2007 - 64 p. - 9,80 €

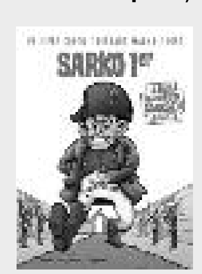
Ceci est en fait le début du troisième cycle des mondes d'Aldébaran, le onzième tome de cette superbe série de science-fiction et des aventures de Kim Keller. Léo nous présente une nouvelle planète qu'une multinationale terrienne veut coloniser pour en exploiter les minéraux. Mais d'étranges phénomènes devraient bloquer le processus si la direction de l'entreprise ne faisait le black-out sur la question. L'héroïne apprend, elle, qu'elle est enceinte, accepte



la mission d'exploration… et s'apprête à la fin de cette histoire à partir pour un nouveau voyage, avec un bébé pas comme les autres. Dessin parfaitement maîtrisé, imagination remarquable, écologie et humanisme… même si l'auteur se plaît à imaginer que la technique va nous permettre d'éviter de nous remettre en cause. MB.

Sarko 1er

Philippe Cohen, Richard Malka, Riss
Ed. Vent d'Ouest et Fayard
2007 - 48 p. - 9,40 €



On ne change pas une équipe qui gagne. Après le succès phénoménal de "La face karchée de Sarkozy" qui s'arrêtait au début de la campagne électorale, voici la suite : la campagne électorale jusqu'au dimanche 13 mai à 20h. Prouesse technique puisque le livre est en vente seulement une semaine après ! (avec comme indiqué à l'intérieur, deux autres couvertures envisagées en cas de victoire de Royal ou de Bayrou). Comme pour le précédent ouvrage, il s'agit plus d'un livre d'actualité illustré que d'une BD, mais cela reste drôle et de plus chaque case a ses références et sources en fin d'ouvrage. MB.



Livres

Jouons ensemble… autrement

Catherine Dumonteil Kremer
Ed. La plage (Sète)
2007 - 160 p. - 12 €

L'éducation passe aussi par le jeu. Ce sont des moments de complicité "qui soudent la famille", qui peuvent aussi aider à "digérer les moments difficiles de la vie". L'important pour l'auteure, est de répondre le plus souvent possible aux sollicitations des enfants, de se laisser gagner par l'imagination, l'envie, l'espièglerie. Le divertissement permet à chacun de se construire, d'apprivoiser sa peur, d'éprouver le rapport à l'autre, de développer le côté affectif d'une relation, de découvrir ses limites. De simples objets, familiers ou non (peluche, vêtements, bâton, végétal…), peuvent ainsi servir à s'amuser.
Le rire, le chant, le cri, le chahut, même la bagarre peuvent être déclencheurs de jeu. Le tout en respectant l'autre. "Le jeu est un jeu quand des personnes impliquées sont consentantes. C'est un jeu seulement si tout le monde joue".
Ce livre se veut aussi une réflexion sur la place du jouet comme objet de consommation, sur la place du jeu dans la sphère familiale. De celui qui se joue pendant cinq minutes, aux plus captivants, des jeux pour les tout petits à ceux plus particulièrement réservés aux adolescents, voire aux plus grands, la gamme est très étendue. Tous les moments, tous les lieux, peuvent être prétexte à jouer. S'il faut n'en retenir qu'un, alors ce sera "les loups-garous de Thiercelieux", irrésistible, à jouer et à rejouer sans fin. MJ.

VIDEOS

Une yourte dans la Drôme

François Hoog,
L'Artisan de la Vidéo,
tél : 04 75 22 17 58. www.terrealter.fr
2006 - 26'30



L'éco-site de Bellecombe, dans la Drôme, fait partie du réseau *Oasis en tous lieux*, et c'est en effet le premier mot qui vient à l'esprit en voyant ce lieu : une oasis de beauté et de simplicité volontaire, bien loin de l'agitation urbaine et consumériste. Nous suivons et écoutons Michel Marchand, ancien architecte, fondateur du lieu, dans la visite des différents habitats qu'il a installés : roulotte, yourte et tipi. L'art et la manière d'habiter en harmonie avec la nature y sont abordés, depuis la présentation des techniques de construction (yourte sur pieux brûlés,…) jusqu'aux toilettes sèches. On n'a pas pour autant affaire à un documentaire technique, mais à une sorte de ballade amicale, qui nous fait découvrir une sagesse et une démarche de vie, à travers le portait du fondateur du site. L'esprit des lieux est celui d'une simplicité de vie, d'un désir de se réapproprier les conditions d'existence, et d'une autonomie liée à l'envie de partager, avec notamment des activités de maraîchage et d'accueil.
Un documentaire paisible, à l'image de son sujet. GG.

Antipub à la rouennaise
Anthologie 2002-2007

Disponible à prix libre entre autres dans les librairies Quilombo Projection, 23 rue Voltaire
75 011 Paris, tel: 01.43.71.21.07
ou L'insoumise, 128 rue St-Hilaire, 76000 Rouen.



Le DVD en lui-même compile une série de mini-films vidéo, pour la plupart amateurs, sur les actions anti-pub de pas moins de huit mouvements rouennais. Ceux-ci pratiquent un répertoire d'actions varié, des barbouillages nocturnes des Cochons rouges à ceux de plein jour des Déboulonneurs, des déversements de prospectus de RAP à la destruction de panneaux à la masse par la Bande à Jésus, etc. Un livret explicatif court et éclairant de Jean-Loup Wolfmann permet de suivre l'évolution cahoteuse et l'interaction de ces mouvements hétéroclites dans la ville normande. GG.

Rendre la création monétaire à la société civile
Vers une économie au service de l'homme et de la planète

Philippe Derudder
Editions Yves-Michel
(05 Barret-sur-Méouge)
2005 - 240 p. - 14,50 €

Ce livre propose une utile réflexion sur l'économie. Ancien chef d'entreprise, l'auteur fut donc un praticien de la question. L'ouvrage est divisé en trois parties, une approche théorique, une partie historique sur les expériences de monnaies "franches", et enfin une partie concrète présentant le réseau Eco-Sophia.
La première partie rappelle, de façon théorique mais en termes aisément compréhensibles, le fonctionnement de l'économie, et diverses critiques qui lui sont faites. L'auteur se réclame de "l'abondantisme", et propose d'améliorer les choses par la création monétaire.
La deuxième partie reprend des textes écrits par d'autres auteurs, présentant les exemples classiques – et qui font référence – d'expériences de monnaie locale, de Lignières-en-Berry à Porto Alegre, en passant par Ithaca Hours. Sans être aussi complet que le hors série que *S!lence* a consacré naguère à la question, il fait un tour global et intéressant de la question.
La troisième partie présente donc le réseau Eco-Sophia, que l'auteur propose de structurer autour d'une "unité de compte" (traduire par monnaie interne au réseau), le sophia. Le fonctionnement proposé s'inspire manifestement de celui des Sels, mais généralisé de façon que des entreprises puissent s'y insérer. L'idée est intéressante, et mérite d'être développée. Le réseau Eco-Sophia n'était pas encore réellement en place lors de la parution du livre. Souhaitons qu'il ait progressé depuis, tout en espérant qu'il ne tombe pas dans l'ornière qui consisterait à proposer uniquement des solutions techniques à un problème fondamentalement politique. JM Luquet.

Créez vos cosmétiques bio

Sylvie Hampikian
Ed. Terre vivante (38 Mens)
2007 - 192 p. - 23 €

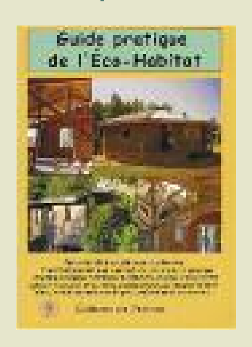


Les éditions Terre vivante nous proposent une fois encore un guide à la fois pratique, complet et bien illustré. Son auteur, Sylvie Hampikian, experte en pharmacotoxicologie, a su vulgariser les nombreuses notions qu'il faut appréhender pour se plonger dans la fabrication de cosmétiques : utilisation des huiles essentielles, test de tolérance cutanée, base lavante, argile, macérats, etc. Enrichi d'une multitude d'encadrés qui facilitent la lecture, et de conseils pour l'achat et la conservation des produits, ce guide est vraiment à la portée de tous.
Un bémol toutefois dans cette symphonie de couleurs et de senteurs : l'utilisation de plantes exotiques est ici banalisée et on peut regretter de ne trouver aucune note qui tendrait à privilégier les matières premières locales plus systématiquement.
Enfin, bien qu'une telle palette de produits de beauté ne semble pas nécessaire à tout un chacun, cela peut être aussi l'occasion de créer des cadeaux personnalisés et uniques. DF



Guide pratique de l'éco-habitat

Coordonné par Philippe Lecuyer
Ed. du Fraysse (Les Immosines, 82230 Monclar-de-Quercy)
2007 - 892 p. - 24 €



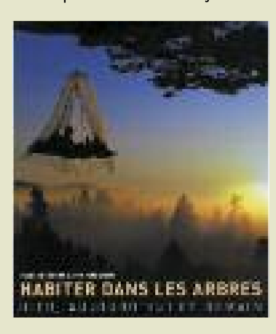
Entièrement réactualisé, voici la nouvelle version du guide le plus fourni sur la question : tout ce qu'il faut savoir depuis l'idée de construire son habitat jusqu'à la réalisation concrète. 2500 références et adresses utiles. Présentation notamment des consommations énergétiques pour la fabrication des matériaux utilisés (énergie grise). Contrairement à d'autres ouvrages qui se cantonnent dans la technique, ici, de nombreuses questions philosophiques sont abordées et discutables pour une prochaine édition. MB.

Habiter dans les arbres

Hier, aujourd'hui, demain

Paula Anderson et Adam Mornement
Ed. Eugen Ulmer
2005 - 176 p. - 39,90 €

De tous temps, l'homme a rêvé de vivre dans les arbres. Ce livre merveilleusement illustré nous présente ceux qui ont essayé de le faire dans le passé, ceux qui le vivent par nécessité aujourd'hui

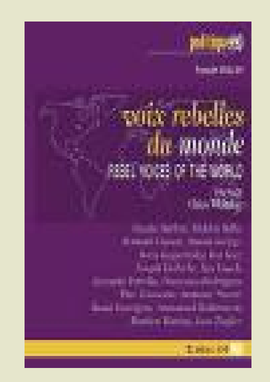


(plusieurs tribus indiennes en Amazonie par exemple), ceux qui le font par choix artistique, poétique, onirique voire militant (contre un aménagement routier en Grande-Bretagne). Enfin, dans une dernière partie, les auteurs présentent des concours de prospectives pour des habitats futuristes. Les arbres nécessitent des habitations légères. On trouve donc des maisons en dur de petite taille, des maisons plus importantes reposant sur des bosquets d'arbres ou, plus aérien, des tentes suspendues aux branches pour bénéficier du paysage (la photo de couverture). Le livre se termine par quelques considérations techniques et une liste de lieux où l'on peut se renseigner pour construire ou habiter une maison dans les arbres. Un livre à lire au pied de son arbre. FV.

Voix rebelles du monde

Attac-04, HB éditions (BP 49, 04301 Forcalquier)
2007 - 340 pages - 14 €

C'est une brillante initiative que celle du comité local d'Attac des Alpes-de-Haute-Provence que de concevoir et d'éditer cet ouvrage, nettement plus convaincant que certains livres d'Attac national. Le livre est intégralement bilingue français/anglais. Comme les textes des intervenants ont été recueillis dans les deux langues, il est toujours possible de se reporter au texte d'origine. Il s'agit en fait d'un recueil d'entretiens et de textes de divers auteurs regroupés sous la bannière de l'altermondialisme,



vivant dans le monde entier, au Nord comme au Sud. On y trouve peu de Français (Bernard Cassen), des personnalités tiersmondistes connues (Susan George, Jean Ziegler, Riccardo Petrella, Eric Toussaint), ainsi que des auteurs du Sud, notamment africains (Aminata Traoré, Joseph

C.D

Microclimat

Cloé du Trèfle
www.cloedutrefle.com
2007 - 15 titres 49'30

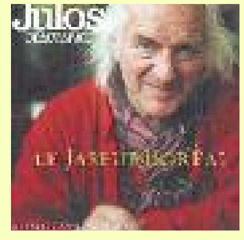


Un climat vivifiant forme l'ossature du cd de cette jongleuse de mots. Elle passe de l'espoir en la vie, "la vie est un cirque", à un scepticisme froissé sur le sentiment amoureux "assez causé". Militante "laure", soucieuse de l'environnement "recyclage", les grues de chantiers y sont des "insectes modernes", elle malaxe les mots pour en faire des complaintes poétiques. Le doute, "un labyrinthe vers tous les possibles où la pensée se construit" est un des thèmes principaux de cet opus. Le tout sur des airs tantôt langoureux, tantôt entraînants, mais somme toute assez convenus. "Viens" est un appel à la liberté, esprit qui souffle tranquillement chez cette jeune femme prometteuse. MJ.

Le Jaseur Boreal

Julos Beaucarne
Ed. Le Chant du monde
2006 - 24 titres - 19 €

Passer presque une heure avec Julos Beaucarne, c'est l'assurance d'un moment inoubliable. Qu'ils soient engagés ("Les loups ont des têtes d'animaux") ou poétiques ("Elle était habillée seulement de la mer"), qu'ils parlent des êtres humains ("Femmes et hommes"), de l'amour ("Comment puis-je te dire mon amour") ou de la nature ("Le jaseur boréal"), ses textes sont des modèles d'humanité et de justesse :"Est-ce aimer que d'enfermer l'autre dans la prison de son propre rêve ?"



Depuis plus de 40 ans, Julos Beaucarne est une référence de la chanson francophone. Il promène son regard amusé, inquiet, triste ou tendre sur ce monde parfois un peu compliqué. Heureusement grâce à lui, il recèle des trésors de mots et de vers, riches, poétiques, gracieux et sublimes. Ce nouveau CD est une confirmation du raffinement, de l'amour du langage, d'un poète, d'un homme simple, universel. Il sait toujours charmer son auditoire et l'entraîner aux confins de la raison, mais aussi de la rêverie. MJ.

Décolonisons

Survie, 210, rue Saint-Martin, 75003 Paris
2007- 16 titres- 12 €



Un certain nombre de rappeurs, et non des moindres, sont réunis ici pour dénoncer le racisme, la colonisation, la Françafrique actuelle. On retrouve aussi des chanteurs de reggae, de ragga. Le mot d'ordre est dans le titre de l'album. Les artistes s'insurgent contre la dépendance des pays africains, la mainmise de la France, les massacres perpétrés contre les peuples et les conséquences préjudiciables pour les immigrés sur le territoire français. Certes, il faut apprécier ces formes musicales, mais les textes, percutants, devraient convaincre les récalcitrants. Ce CD de soutien à l'association *Survie* témoigne de l'intérêt croissant d'une part importante de la scène musicale pour ces sujets et de leur investissement auprès des associations. A écouter pour les paroles engagées, précieuses, parfois sombres, mais aussi, si, si, pour le plaisir musical. MJ.



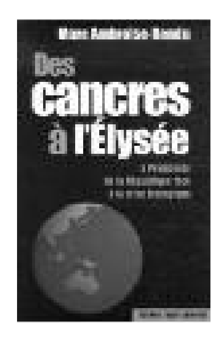
Livres

Ki-Zerbo). Les Nord-Américains sont bien représentés avec la Canadienne Maud Barlow, prix Nobel alternatif et Immanuel Wallerstein, historien étasunien héritier de Braudel. Certaines contributions sont plus inattendues, par exemple l'entretien avec le cinéaste britannique Ken Loach, ou, plus encore, le texte incisif de Raoul Vaneigem, l'un des pères du situationnisme.
Il convient également de citer la préface de Chico Whitaker, personnalité brésilienne qui fut l'initiateur de mouvement précurseur de l'altermondialisme dans les années 1980, prix Nobel alternatif en 2006.
Le grand intérêt de ce livre me semble être sa diversité d'approche, qui fournit de multiples éclairages sur l'avenir de la planète à l'horizon 2015. Au total une lecture facile et variée, enrichissante pour la réflexion. Ajoutons que l'édition et la maquette sont très soignées, et l'on admettra que cet ouvrage est pleinement réussi. Il ne reste qu'à espérer que sa diffusion sera à la hauteur de ses qualités.
Jean-Marc Luquet.

Des cancres à l'Élysée

Marc Ambroise-Rendu
Ed. Jacob-Duvernet
2007 - 360 p. - 21 €

L'auteur, ancien journaliste au *Monde* où il suivait les questions d'environnement, aujourd'hui animateur d'Ile-de-France Environnement, dresse ici un portrait de la manière dont les cinq premiers présidents de la cinquième République ont traité la question d'environnement. Le



titre donne le résultat de ce récit historique qui commence avec l'élection de Charles de Gaulle et se clôt aujourd'hui avec le gouvernement Villepin. Le premier ministre de l'environnement, Robert Poujade, n'est nommé qu'en janvier 1971 au sein du gouvernement Chaban-Delmas, sous la présidence de Georges Pompidou. Marc Ambroise-Rendu montre que si parfois les ministres sont compétents, tout dépend le plus souvent des sensibilités du président et du premier ministre. Et pour le moins qu'on puisse dire, pour le moment, même si l'on peut noter le discours révolutionnaire de Chirac à Johannesburg en 2002, aucun gouvernement n'a pris la mesure des questions que posent l'environnement et la santé de notre planète. La crise écologique est totale… et comme le disait Corine Lepage "On ne peut rien faire madame la ministre" car les décisions se prennent au ministère du budget et à celui de l'industrie. Un récit méticuleux qui montre le retard de nos politiques à appréhender la réalité du monde. MB.



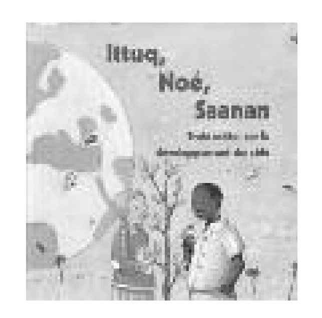
ENFANTS

Ittuq, Noé, Saanan

Trois contes sur le développement durable

(1 livre + 1CD)
Ed. Grad
2006 – 15 €

À travers ces contes, remarquables de par leur simplicité et leur pertinence, sont abordés les thèmes du changement climatique, de la biodiversité et de la déforestation. Chacun des contes se déroulant dans une zone géographique différente (Pôle Nord, Europe et Afrique), cela permet de comprendre que l'urgence est planétaire. Des illustrations de qualité parcourent les histoires.
La deuxième partie du livre est composée de questions, de jeux et de fiches techniques permettant à l'enfant de réfléchir à ces trois



problèmes écologiques tout en s'instruisant et en apprenant comment il pourrait agir et préserver la planète.
Le CD qui l'accompagne contient une lecture musicale des trois contes. La qualité de l'enregistrement aurait pu être meilleure mais les accompagnements musicaux, quoique insuffisants, créent une ambiance agréable et multiculturelle.
Pour enfants à partir de 8/10 ans ou pour instituteur à la recherche de contes et de jeux sur le développement durable. JP.

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **De la non-violence à l'approche et transformation constructive des conflits**, *Hervé Ott, Cahiers de Conflits cultures coopérations n°7, Le Cun 12100 Millau, 2007, 120 p.* Depuis les années 70 et le conflit sur le plateau du Larzac, Hervé Ott, un des animateurs du Cun du Larzac, se penche sur la question de la non-violence. Il publie ici des analyses écrites à différentes époques et montre comment la non-violence est à voir "comme une perspective plutôt que comme un but. Si les marins se guidaient sur les étoiles, ils se sont gardés de l'illusion de les atteindre un jour". De très riches réflexions sur le jugement des personnes comme première violence, sur les différentes violences, sur l'art de l'aïkido qui consiste à faire venir son adversaire sur son propre terrain, sur la nécessité pour résoudre un conflit de laisser une porte ouverte, sur la définition du pouvoir et de la domination, comment transformer l'agressivité en désir…

■ **La désobéissance civile**, *Henry-David Thoreau, éd. Le passager clandestin, 2007, 81 p. 7€.* Nouvelle édition de ce pamphlet mondialement connu qui reste l'ouvrage de référence pour toute action et réflexion sur la non-violence et la désobéissance civile. Agrémenté d'une préface de Noël Mamère qui retrace rapidement le parcours de Thoreau et les grandes figures de la non-violence, ce livre de poche se termine avec un article paru dans le *Monde diplomatique* en avril 2006 et qui développe, dans le même esprit, la légitimité des actions des faucheurs d'OGM. A lire, si ce n'est déjà fait.

■ **Vers la crise du capitalisme américain ?** *Paul Jorion, éd. La Découverte / Mauss, 2006, 254 p., 20€.* Jusqu'où peut aller le mouvement spéculatif actuel ? Il y a forcément une limite à son expansion et s'il bloque à un moment donné, ce sera sans doute aux Etats-Unis que le choc sera le plus rude car l'enrichissement actuel des ménages américains repose essentiellement sur la bourse et le secteur immobilier. Les Etats-Unis vivent dans une sorte de "cavalerie" financière, c'est-à-dire que l'on comble une dette en en creusant une autre. Jusqu'à quand ?

■ **80 hommes pour changer le monde**, *Sylvain Darnil et Mathieu Le Roux, éd. Livre de Poche, 2006, 316 p., 6,50€.* Le capitalisme vert comme modèle pour sauver la planète ? Les auteurs y croient, pas nous. Nous ne croyons pas que la Grameen Bank aide les pauvres… quand elle leur vend des OGM ou des téléphones portables. Un manque cruel de recul sur les initiatives présentées — pas toutes négatives, heureusement. Et les auteurs de nous dire que les 80 entreprises visitées ont nécessité un nombre incroyable de transports, qu'ils ont compensé en plantant des arbres ! Un joyeux mythe du développement durable… La pollution des riches ne peut pas être compensée par les arbres chez les pauvres.

■ **Journal intime et politique d'Italie**, *collectif, éd. HB (04301 Forcalquier), 2006, 250 p., 18€.* Cinq écrivains italiens de Rome, Naples, Sicile, Sardaigne et Lombardie, présentent leurs réflexions intimes et politiques, tous ayant écrit en janvier et février 2006. Trois femmes, deux hommes, cinq parcours. Cela se lit comme cinq romans parallèles, cinq instants en Italie, cinq récits où la politique n'est présente qu'en filigrane. Un pari littéraire un peu étrange.

■ **Pourquoi tardons-nous tant à devenir écologistes ?** *Sous la direction de Denis Duclos, éd. L'Harmattan, 2006, 282 p., 24,50€.* Reprise des interventions d'un colloque de 1993 avec des interventions multiples sur ce qui nous empêche de passer à une société écologiste. Bizarrement, Denis Duclos, dans l'introduction, estime que ces débats n'ont pas vieilli… Ce n'est pas l'impression que nous en avons : du côté de l'après-développement et de la décroissance, il y a de nombreux débats nouveaux qui montrent que le développement durable est un leurre et que, si l'on n'aborde pas de fond la question du capitalisme, il n'y a pas de solutions. Cela n'enlève rien à la valeur des réflexions d'alors… Mais si, elles ont vieilli.

■ **Le Mésusage, essai sur l'hypercapitalisme**, *Paul Ariès, éd. Parangon, 2007, 172 p., 10€.* Aujourd'hui, pour assurer la croissance économique, on vend n'importe quoi et de plus en plus de mauvaise qualité. L'hypercapitalisme ne sert plus à rendre service mais à se survivre à lui-même. Paul Ariès propose de revenir à la notion d'usage : rendre gratuit ce qui est nécessaire et renchérir ce qui ne l'est pas. Malheureusement, ce livre reprend sur les 146 premières pages des analyses critiques du système déjà traitées dans de précédents ouvrages. Il faut attendre la troisième partie et donc les 28 dernières pages pour trouver quelques propositions… qui ne visent finalement qu'à revaloriser la notion de biens communs.



✉ **Courriers :**
9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04
✆ **Comptabilité - Abonnements :**
04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h
04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h
✆ **Rédaction :**
04 78 39 55 33 mercredi
10h-12h et 14h-17h
✆ **Stands, correspondants, dépositaires :**
04 78 39 55 33 lundi et mardi
10h-12h et 14h-17h
✉ **Virements bancaires :**
CCP 550 39 Y LYON
✉ **Distribution en Belgique :**
Brabant-Ecologie - Route de Renipont, 33 B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48 CCP 000 15 19 365 54
✉ **Distribution en Suisse :**
Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12 CCP 17-497696-4
Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol
Tél : 04 75 85 51 00
Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique.

N° de commission paritaire :
0910 G 87026
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 3e trimestre 2007
Tirage : 8200 ex
Editeur : Association Silence
Permanence : lundi 10h-12h et 14h-17h
✆ 04 78 39 55 33
Administrateurs : Alexandre Esteban, Myriam Cognard, Mimmo Pucciarelli

RÉALISATION DE LA REVUE
Directeur de publication :
Mimmo Pucciarelli
Secrétaires de rédaction :
Michel Bernard et Michel Jarru
Gestion et abonnements : Michel Jarru
Maquette : Patrice Farine
Stands, lieux de dépôts : Dorothée Fessler
Rédaction : Matthieu Barbaroux, Michel Bernard, Guillaume Gamblin, Esteban Montoya, Vincent Peyret, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier
Dessinateurs : Lasserpe
Correcteurs : Sara Martinez, Sylvie Michel, Emmanuelle Pingault, Raymond Vignal, Françoise Weité
Photographes : Matthieu Barbaroux, Lévy Boussougou, Marie Clem's, Dominique Hausser, Esteban Montoya, François Nutchey, Rui Pereira, Céline Peyrebère, Pierre-Emmanuel Weck,
Et pour ce numéro : Jacques Caclin, Marguerite Descamps, Dorothée Fessler, Jean-Marc Luquet, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Madeleine Nutchey, Mireille Oria, Jocelyn Peyret, Alexis Robert, Reine Rosset, Xavier Sérédine, Odile Tobner, Myriam Travostino, Bernard Valette
Couverture : photo de Patrice Farine ("Festimômes" en Saône et Loire)

Commander un ancien numéro

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.

Numéros régionaux

☐ **272-273 Rhône**
Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents . **4 €**

☐ **285-286 Isère**
Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage . . . . **4 €**

☐ **291-292 Aquitaine**
Terre de Jor. Champ d'action. Démos. Iskatola. Abbadia. Nola-Nohika. Maison des femmes. Azimuts. Boussac. Utopia. . . . . **4 €**

☐ **312-313 Poitou-Charentes**
Les maisons de Béruges. Marais poitevin. Kvinpetalo. Le hameau de la Brousse. Maison du MER 17. . . . . **4 €**

☐ **318-319 Drôme / Ardèche.**
Terre et humanisme. Tofoulie. Le loup. Jeûne et randonnée. La CRII-Rad. Naître à la maison. Jardins solidaires . . . . **4 €**

☐ **325-326 Nord-Pas-de-Calais.**
Des jardins dans la ville. La Maison de la nature et de l'environnement. Droit au vélo. La Malterie. Laisse ton empreinte. . . . **4 €**

☐ **331 Ariège et Hautes-Pyrénées**
Phébus Ariège. La Coume. Terre de couleurs. Saveurs d'ailleurs. Village écolo ou écovillage ? Millepatte. Prommata. Equitable . . . . **4 €**

☐ **337 Paris**
Paris à vélo. La Passerelle. Le Picoulet. Bébé en vadrouille. Radio libertaire. Le Barbizon. l'UPF. la Piñata. . . . . **4 €**

☐ **342 Var et Alpes-Maritimes**
Ferme du collet. Diables bleus. Ecco-mondo. Correns. Hélichryse. AMAP, Cravirola, Guy Rottier, Ouvert et durable . . . . . . **4 €**

☐ **348 Région Centre**
La petite Ménardière. Le Chiendent. Cirque Bidon. La Niche. Radio béton . . **4 €**

Autres numéros

☐ **314 Le réseau REPAS**
Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie au temps comme mode d'échange. . . . . **4 €**

☐ **315 Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires . . . . **4 €**

☐ **320 Ecologie et alternatives**
Pétrole et géologie politique. Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie . . . . **4 €**

☐ **324 Voyages au pays de chez soi**
La bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. La pile à combustible **4 €**

☐ **327 De nos [in]cohérences**
REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire . . . . **4 €**

☐ **328 Décroissance, social et emploi**
Téléphone portable. Economie alternative : Perche Activités, La Péniche . . . . **4 €**

☐ **329 Désobéissance civique**
Ecozac à Paris. La maison de l'Ecologie de Lyon. Téléphone portable (2) . . . . . **4 €**

☐ **330 Des entreprises solidaires**
Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance . . . . **4 €**

☐ **334 Terre, terroir, territoire**
Tchernobyl. Autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de sevrage radiophonique . . . . **4 €**

☐ **335 Résistances à la Françafrique**
Capitalisme : sauver la gratuité ? Biocarburant. Nanotechnologies. . . . . **4 €**

☐ **336 Décroissance : penser la transition**
Lyon-Turin : Gérard Leras. Mouvement anti-CPE. . . . . **4 €**

☐ **338 Technologies contre autonomie**
Migrations : quelle empreinte ethnique ? Paris : Co-errances, Ecobox. . . . . **4 €**

☐ **339 Handicap et alternatives**
Seveso. Action non-violente. Déboulonneurs. Massage café. Alternative Santé. . . . . **4 €**

☐ **340 Pour des innovations frugales**
Inspection citoyenne. Paris : La Maison des Femmes. Le café du soleil. OK Chorale . **4 €**

☐ **341 Décroissance et santé**
Nord/Sud : déchets-cadeaux. Paris : le Petit Ney, la petite Rockette. Commerce équitable : pratique néo-coloniale ? . . . . **4 €**

☐ **343 Changeons la recherche !**
Paul Ariès. Révolution et décroissance. Parole et démocratie participative. . . . **4 €**

☐ **344 Maghreb à quand l'indépendance ?**
Belgique : Chasse aux bombes. Chauffe-eau solaire. Association d'éducation populaire. Jean Van Lierde. . . . . **4 €**

☐ **345 Les nouveaux horizons paysans**
Politique : La déliquescence. Energie 21. Après la fin du pétrole. . . . . **4 €**

☐ **346 Quelles relations Sud-nord ?**
OGM: procès des faucheurs volontaires. Paix : guerre et nouvelles technologies. Décroissance : dissidence de la broussaille **4 €**

☐ **347 Libertés : le combat continue**
Biocarburants : impossible à grande échelle. Irradiation des aliments : combien de fraudes ?. Munich : la bio protège l'eau . . . . . . **4 €**

☐ **Devenons des médias alternatifs**, éditions du *P'tit gavroche*.
2006, 370 p, 10 € (+ 3€ frais de port)

S'abonner à *S!lence*



France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	15 €
☐ Particulier	1 an	40 €
☐ Institution	1 an	80 €
☐ Soutien	1 an	50 € et +
☐ Petit futé	2 ans	65 €
☐ Groupés par 3 ex	1 an	100 €
☐ Groupés par 5 ex	1 an	150 €
☐ Petit budget	1 an	25 €

Suisse

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	25 FS
☐ Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	22 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	100 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans...........	85 €
☐ Petit budget	1 an...........	35 €

je règle un total de :

NOM ______________________________

Prénom ______________________________

Adresse ______________________________

____

Code postal ______________________________

Comune______________________________

France : Règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04
CCP 550-39-Y Lyon

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Renipont, 33, B - 1380 Ohain
tél : 00 32 2 633 10 48
CCP 000-15-19-365-54

Suisse : Règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4



Livres

Les vétérans des essais nucléaires français au Sahara

Christine Chanton
Ed. L'Harmattan
2006 - 200 p. - 17,50 €

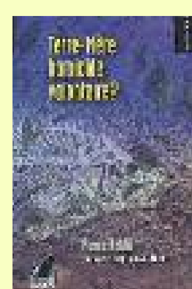
La France a procédé à des essais nucléaires dans le Sahara algérien de 1960 à 1966 (soit quatre ans après l'indépendance !). Depuis une chape de plomb entoure les conséquences sur la santé des personnes qui ont été présentes sur les sites d'expérimentation. En 2001, se crée l'association des vétérans des essais nucléaires français et leurs familles. L'auteure, fille de vétéran, essaie ici de faire un premier état des lieux... sachant que toute la difficulté est que les archives de la défense nationale sont toujours tenues secrètes.
Elle procède donc par interviews de vétérans et collecte d'informations, de documents et de photos de la part de ceux-ci. Ce livre, déjà riche, ouvre donc sur plus de questions que de réponses.
La France va-t-elle se décider enfin à ouvrir ses archives et à admettre que l'on a des personnes en train de mourir de leur exposition aux radiations ? MB.

LE LIVRE DU MOIS

Terre-Mère, homicide volontaire ?

Pierre Rabhi
et Jacques-Olivier Durand
Ed. Le Navire en pleine ville
2007 - 120 p. - 14 €

Sous forme d'un entretien, Pierre Rabhi rappelle ce qu'est l'écologie, notre relation avec la nature, avec parfois des approches spirituelles particulières : "les arbres sont des sortes d'antennes qui attirent l'énergie cosmique vers la Terre" [p.23], mais aussi avec beaucoup de sagesse. Cela donne parfois de drôles de raccourcis : "La première menace pour la Terre, c'est l'être humain lui-même" [p.29], alors que tout dans l'entretien montre le profond humanisme de cet agro-écologiste comme lorsqu'il signifie qu'"il est dommage que l'être humain doué d'entendement, de conscience et d'un libre-arbitre, continue d'agir aveuglément sous la contrainte. Il y a dans ce comportement comme une faillite de l'intelligence" [p.76]. Il dénonce là l'attitude qui consiste à attendre que la catastrophe ait lieu alors qu'on peut la prévenir. Rappelant l'histoire du colibri qui essaie d'éteindre un feu "en faisant sa part", il appelle chacun-e à commencer à agir à son niveau, en espérant que la démarche serve à éveiller la conscience des autres. Il suggère notamment d'intervenir dans l'éducation des enfants pour leur apprendre dès leur plus jeune âge



leurs liens avec leur environnement, aussi bien avec la nature qu'avec les autres : "beaucoup d'enfants souffrent d'abandon dans l'abondance" [p.88].
Il suggère pour cela de s'appuyer sur les personnes âgées qui ont ce savoir "Nous vivons dans une société très cruelle qui trop souvent néglige et oublie ses personnes âgées, rassemblées et reléguées dans des institutions à standing variable. C'est d'ailleurs un de nos contentieux avec les pays du tiers-monde. Ce non respect que nous avons de nos vieux est insupportable aux peuples traditionnels. Nous avons fait du vieillissement une déchéance et vieillir fait peur" [p.90]. La solution passe par une meilleure perception de notre entourage, par un renouveau du sacré et par "une insurrection des consciences".
Un livre très agréable et facile à lire qui de par ses perspectives est plus optimiste que ne le laisse soupçonner le titre. MB.